



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

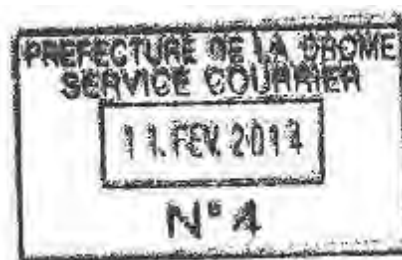
# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## PIÈCE N° 6 : ANNEXES

Visa de la sous-préfecture

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p>	<p>Date</p> <p>06 février 2014</p>
---	---	---	------------------------------------

		Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a>	
--	--	--	--



# LISTE DES ANNEXES

<b>ANNEXE N°6.1 :</b>	<b>NOTICE SANITAIRE</b>
<b>ANNEXE N°6.2 :</b>	<b>PLAN DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (AEP)</b>
<b>ANNEXE N°6.3 :</b>	<b>PLAN DES RÉSEAUX D'EAUX PLUVIALES ET DES EAUX USEES</b>
<b>ANNEXE N°6.4 :</b>	<b>ZONAGE D'ASSAINISSEMENT</b>
	6.4.1 PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
	6.4.2 RAPPORT DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
<b>ANNEXE N°6.5 :</b>	<b>SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE</b>
	6.5.1 LISTE DES SERVITUDES + PLAN DE LA SERVITUDE LIÉE AUX MONUMENTS HISTORIQUES
	6.5.2 PLAN DES SERVITUDES
<b>ANNEXE N°6.6 :</b>	<b>LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS</b>
<b>ANNEXE N°6.7 :</b>	<b>CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURE S FERROVIAIRES ET DE TRANSPORTS TERRESTRES</b>
	6.7.1 ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX DE CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET DE TRANSPORTS TERRESTRES
	6.7.2 PLAN DES ZONES DE BRUIT
<b>ANNEXE N°6.8 :</b>	<b>PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE D'INOND ATION DU RHÔNE ET DE LA VÉORE</b>
	6.8.1 RÈGLEMENT DU PPRI
	6.8.2 PPRI – PLAN DE ZONAGE
	6.8.3 PPRI – PLAN DE ZONAGE SECTEUR EST
	6.8.4 PPRI – PLAN DE ZONAGE SECTEUR OUEST
<b>ANNEXE N°6.9 :</b>	<b>ÉTUDE LOI BARNIER SUR LA ZONE DES CA IRES</b>
<b>ANNEXE N°6.10 :</b>	<b>ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE DESTRUCTION OBLIGATOIRE DE L'AMBROISIE</b>
<b>ANNEXE N°6.11 :</b>	<b>DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DU C APTAGE DE L'ÎLE DE L'EYRIEUX</b>
<b>ANNEXE N°6.12 :</b>	<b>DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN (DÉLIBÉR ATION + PLAN)</b>



Adresse :

Immeuble "33 Street"  
33 Route de Chevennes  
74960 CRAN-GEVRIER

Téléphone : 04 50 52 81 43

Télécopie : 04 50 52 47 76

Email : [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

Date  
06 février 2014



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

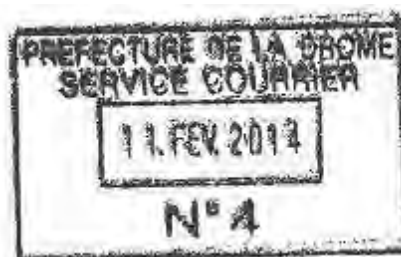
# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## ANNEXE 6.1 : ANNEXE SANITAIRE

Visa de la sous-préfecture

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
--	---	---	--



## **Le réseau d'assainissement**

La commune a réalisé un schéma directeur d'assainissement en 1999, il a été mis à jour et complété en 2004.

### **- L' assainissement collectif**

La gestion du réseau collectif d'assainissement est assurée par la commune.

Le réseau existant dessert le village et ses extensions (à l'exception du quartier de la Côte au sud-ouest) : il est séparatif dans la partie ancienne du village et unitaire ailleurs.

Sont également raccordés :

- Les zones d'activités de Blacheronde, de Bosses et Basseaux et de la Paillasse,
- Les quartiers de la Gare, la Paillasse, les Pécolets, les Péchers, Suze et l'Arzailler.

Fiancéy est raccordé au réseau de Livron.

Une extension du réseau a été réalisée quartier des Caires pour desservir le futur centre de valorisation des déchets du SYTRAD qui doit prochainement s'y installer.

Le réseau majoritairement de type séparatif représente un linéaire d'environ 1,5 km en partie gravitaire : en effet, 3 postes de refoulement existent sur le réseau : à La Paillasse pour la zone d'activités et le hameau, à la Gare pour les effluents au nord de la RD111a, à l'Île du Chiez pour l'acheminement de l'ensemble des effluents jusqu'à la station d'épuration.

Le réseau communal envoie ses effluents à la station d'épuration intercommunale située à Portes les Valence. Cette station dessert 6 communes et est gérée par le syndicat intercommunal d'assainissement de la région de Portes les Valence.

La station récemment agrandie et modernisée dispose aujourd'hui d'une capacité de 76 000 Equivalents Habitants.

Le traitement est du type boues activées précédé de prétraitements physiques. Les boues sont utilisées pour l'agriculture.

La population raccordée est d'environ 11 000 habitants. De nombreuses entreprises industrielles sont également raccordées, elles représentent une part importante des apports (70%). Les effluents actuellement collectés représentent au total environ 60 000 équivalents habitants.

### **- L' assainissement non collectif**

Pour le reste du territoire l'assainissement non collectif est le mode d'assainissement retenu. Les études de sol réalisées dans le cadre du schéma général d'assainissement ont permis de définir les filières a priori les plus adaptées.

Un SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) a été créé dans le cadre de la Communauté de Communes.

## **Eaux pluviales**

Le réseau pluvial du village peut être surchargé lors d'événements pluvieux importants ; Un projet est à l'étude pour régler ce problème.

Des préconisations générales concernant les techniques de gestion des eaux pluviales sont proposées dans le cadre du schéma général d'assainissement pour les futures opérations de construction.





## **Le réseau d'eau potable**

Le réseau est géré par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud Valentinois qui regroupe 14 communes.

### **- Consommation**

En 2011, 2014 abonnés sont raccordés au réseau d'eau potable. La consommation de la commune en 2010 est de 273 951 m<sup>3</sup>.

Sur la base des consommations en eau potable de 2010, la consommation moyenne par habitant et par jour est estimée à environ 163 litres pour l'ensemble de la population raccordée. Ce résultat est relativement élevé.

Commune	Nombre d'abonnés concernés		Taux de raccordement théorique (en %)
	AEP	Eaux usées	
Etoile	2014	1440	-

Les consommations en eau potable, fournies par la commune, sont résumées dans le tableau suivant :

Année	Volumes consommés*	Nombre d'abonnés	Volumes journaliers moyens / habitant
2010	273 951 m <sup>3</sup>	1943	0,163 m <sup>3</sup> / j / hab

*(4597 habitants sur la commune en 2010)*

### **- Etat de la ressource et du réseau**

L'approvisionnement en eau pour Etoile provient du puits des Tromparents situé sur la commune de Beaumont les Valence ainsi que du forage de Jupe à Montoisson.

Il n'y a pas de captage sur la commune qui dispose de 2 réservoirs.

Le réseau dessert l'ensemble des habitations. Certains quartiers sur le plateau à l'est du village sont desservis par des extensions des réseaux de Montmeyran et Montoisson.

La qualité de l'eau distribuée est conforme aux normes.

### **- Adéquation des besoins aux ressources**

Afin de déterminer si les ressources sont suffisantes pour assurer l'alimentation en eau potable de l'ensemble du secteur géré par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud Valentinois, une étude a été lancée en 2011 par Véolia.

En se basant sur les consommations de 2011, cette étude met en avant un besoin d'environ 11 000 m<sup>3</sup>/j en eau potable, en période de pointe. Comme le montre le tableau ci-dessous, le

bilan besoin-ressource est nettement satisfaisant dans la condition où le Puits des Tromparents reste exploité.

**Tableau 2 : Bilan besoins ressources en situation actuelle**

Service de distribution	Ressource	Capacité de production (m <sup>3</sup> /jour)	Communes principalement alimentées	Volume journalier distribué (m <sup>3</sup> /jour)	Bilan (m <sup>3</sup> /jour)
Haut Service Jupe	Jupe Tromparents bas service	16700	Montoison, Ambonil, Etoile-sur-Rhône et Beauvallon	8 000	8 700
Bas service			Portes-lès-Valence		
Moyen Service	Ladeveaux Tromparents moyen service	3400	Montélégier et Beaumont-lès-Valence	1 100	2 300
Haut Service Ladeveaux	Ladeveaux, Tromparents haut Service	6850	Montmeyran et Upie	1 900	4 950
Très Haut Service			La Baume Cornillane, Ourches et Upie		
		26 950		11 000	15 950

Source : « Etude de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Syndicat des Eaux du Sud Valentinois », 2011

Concernant la situation future, la situation est établie sur la base des croissances démographiques respectives des différentes communes alimentées. Le ration usuel de 150 L/hab. est retenu pour établir les besoins en eau futurs. Par ailleurs, il a été estimé que les besoins en eau actuel restent identiques (maintien des volumes de fuites et des consommations en eau industriels et des activités agricoles).

Sur cette base, les besoins en eau futurs à horizon 2030 sont estimés à 1 115 m<sup>3</sup>/jour supplémentaires, Portes-lès-Valence inclus.

**Tableau 4 : Estimation des besoins futurs en eau potable par communes**

	Population 1999 (Source INSEE)	Population 2008 (Source INSEE)	Augmentation moyenne de population (habitants/an)	Population estimée en 2030	Besoins en eau supplémentaire en situation future (en m <sup>3</sup> /jour)
Beaumont les Valence	3 676	3 811	15	4 141	50
Etoile sur Rhône	4 052	4 557	56	5 791	185
Beauvallon	1 686	1 621	-7	1 621	0
Montéléger	1 526	1 900	42	2 814	137
Montmeyran	2 680	2 820	16	3 162	51
Montoisson	1 469	1 706	26	2 285	87
Ambonil	100	118	2	162	7
Upie	1 095	1 389	33	2 108	108
La Baume Cornillane	396	445	5	565	18
Ourches	215	216	0	218	0
Portes-lès-Valence	8 087	9 376	143	12 527	473
<b>TOTAL</b>	<b>24 982</b>	<b>27 959</b>	<b>338</b>	<b>35 395</b>	<b>1 115</b>

Source : « Etude de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Syndicat des Eaux du Sud Valentinois », 2011

Compte tenu de ces projections, il apparaît que le bilan besoin-ressource reste tout à fait satisfaisant à horizon 2030, toujours à la condition où le Puits des Tromparents reste exploité.

**Tableau 5 : Bilan besoin ressource en situation future**

Service de distribution	Ressource	Capacité de production (m3/jour)	Communes principalement alimentées	Volume journalier distribué (m3/jour)	Bilan (m3/jour)
Haut Service Jupe	Jupe, Tromparents BS	16 700	Montoisson, Ambonil, Etoile-sur-Rhône et Beauvallon	8 751	7 949
Bas service			Portes-lès-Valence		
Moyen Service	Ladeveaux, Tromparents MS	3 400	Montéléger et Beaumont-lès-Valence	1 287	2 113
Haut Service Ladeveaux	Ladeveaux, Tromparents HS	6 850	Montmeyran et Upie	2 077	4 773
Très Haut Service			La Baume Cornillane, Ourches et Upie		
		<b>26 950</b>		<b>12 115</b>	<b>14 835</b>

Source : « Etude de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Syndicat des Eaux du Sud Valentinois », 2011

## **Le réseau incendie**

La commune est doté d'un réseau de 86 poteaux incendies, ils ont fait l'objet d'un rapport de vérification le 16 juin 2010.

Certains de ces poteaux incendie ne sont pas aux normes.

### **Le réseau d'électricité**

La commune dépend du Syndicat Départemental d'Energie de la Drôme.

Le réseau électrique est essentiellement aérien dans les secteurs agricoles et naturels. Des réseaux souterrains existent dans les secteurs qui font l'objet d'aménagements urbains : centre bourg historique, entrées de ville (Boulevards de la PUYA, Les Remparts, route Montoisson, route de Beauvallon, esplanade et Place de la République), hameau des Pécolets, les Bastides et dans les nouveaux quartiers, ce qui correspond globalement à toute la partie agglomération ainsi qu'au Paillase, Basseaux et Bosses, Blacheronde.

Aucun autre secteur n'est prévu à l'enfouissement.

Le réseau n'est pas surchargé.

### **Le réseau de gaz**

Seuls certains secteurs du centre urbain de la commune sont raccordés au gaz.

### **Ordures ménagères**

La gestion des déchets est gérée par la Communautés de Communes.

La collecte des ordures ménagères est assurée par une entreprise privée :

Pour le village et ses extensions, la collecte des poubelles individuelles est réalisée 2 fois par semaine.

Selon la même fréquence, des bacs roulants de regroupement sont collectés dans le reste de la commune.

Les déchets sont évacués en décharge à Donzère.

Le tri sélectif est encouragé : une quinzaine de points d'apport volontaire répartis sur le territoire communal permettent de récolter les verres – papiers et carton – emballages plastiques et métalliques.

Les déchets triés sont envoyés au centre de tri de Portes-Lès-Valence pour valorisation et envoi vers les filières de recyclage respectives.

Les encombrants, les déchets ménagers spéciaux et déchets toxiques en quantité dispersée doivent être apportés à la déchetterie (située à Etoile en face d'Emmaüs) gérée également par la communauté de communes.

Les déchets spéciaux sont traités dans les filières spécialisées.

Le département de la Drôme est concerné par le Plan interdépartemental d'élimination des Déchets (PIED) ainsi que par le Plan interdépartemental d'élimination des déchets du BTP.



PREFECTURE DE LA DROME

COMMUNE DE ETOILE SUR RHONE

Plan Local d'Urbanisme

Approuvé




Jl' dci f' .8Y'ubp8 f' l' 'uX'Y'Y'U8p8 Xl  
7cbp8T' A1 l'Y8p8U' Xl 3' 2' 1'Y' 88%  
Le Maire,

Jl'gU'X'Y'UDf'Z'W8'Y'

6.2 - PLAN RESEAU AEP

9W'Y'Y'8p8 \$88,a Y



IRCONCEPT E&A  
Adresse  
Immeuble "33 Street"  
33 route de Chevrières  
74060 CHAMAGNIER

Téléphone : 04 50 52 81 43  
Télécopie : 04 50 52 47 76  
E-mail : [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

Date  
06 février 2014

**RESEAU**

- CAPTAGE ADDUCTION
- RESEAU BAS-SERVICE REBATIERES
- RESEAU BAS-SERVICE LA PUYA
- RESEAU MOYEN-SERVICE DE L'ALOUETTE
- RESEAU HAUT-SERVICE

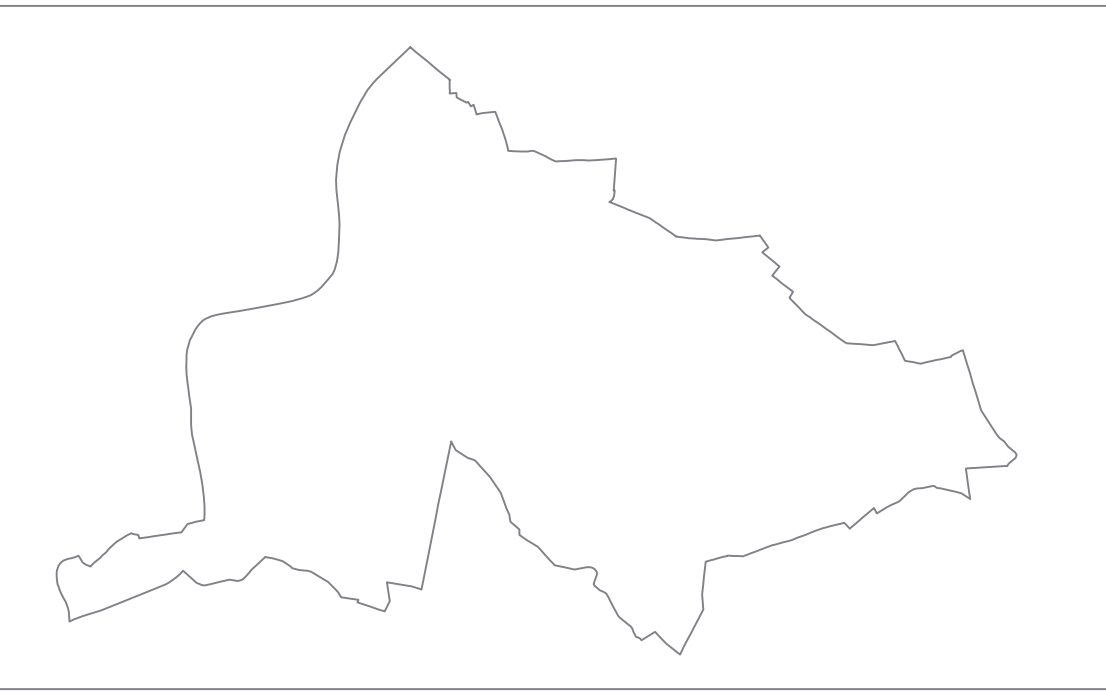
Plan vectoriel 2014/15  
Les renseignements figurant sur ce plan sont valables et d'actualité pour les renseignements, la planification des travaux et des modalités de mise en œuvre des ouvrages.



PREFECTURE DE LA DROME

COMMUNE DE ETOILE SUR RHONE


Plan Local d'Urbanisme  
Approuvé



Jl' dci f' .BYUbbY / ' Ux / YHUbcb Xi  
T'cspT' A i sYbAU Xi & 'ZJYH 85%  
Le Maire,

Jl'guXY'UDX/ZWY IY

6.3 - PLAN RESEAUX EU-EP  
9W Y'Y'5pP\$ \$\$\$\_a Y



IRCONCEPT EGA  
Adresse:  
Immeuble "33 Street"  
33 route de Chevrières  
74060 CHAM-ÉPHEMER

Téléphone : 04 50 52 61 43  
Télécopie : 04 50 52 47 76  
E-mail: [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

Date:  
06 février 2014







DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ**

## **ANNEXE N°6.4 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

**6.4.1 : PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

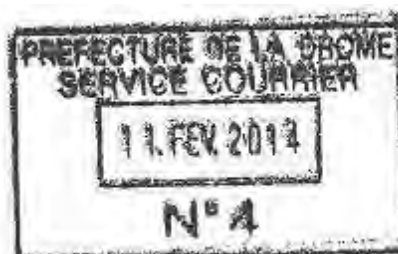
**6.4.2 : RAPPORT DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la sous-préfecture



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
---	---	---	--



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## ANNEXE N°6.4.1 : PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Visa de la Sous-Préfecture

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p>Date</p> <p>06 février 2014</p>
---	---	---	------------------------------------

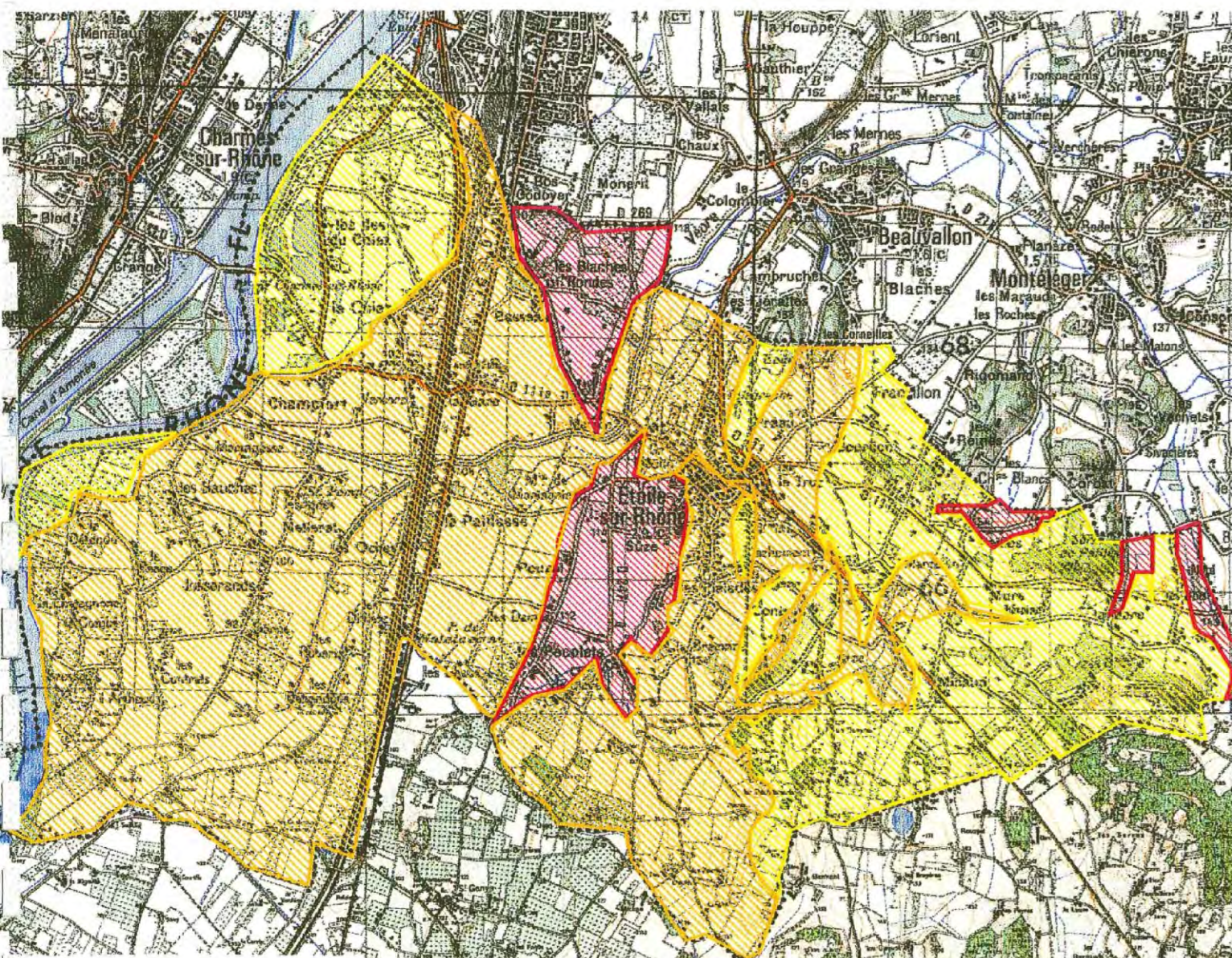






**BETURE - CEREC**  
L'INGÉNIEURIE DE L'EAU

## Carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome ECHELLE : 1 / 50 000



### Légende



**Sols très favorables**



**Sols favorables**

**Sols moyennements favorables**



**Sols défavorables**





Iles du Chez

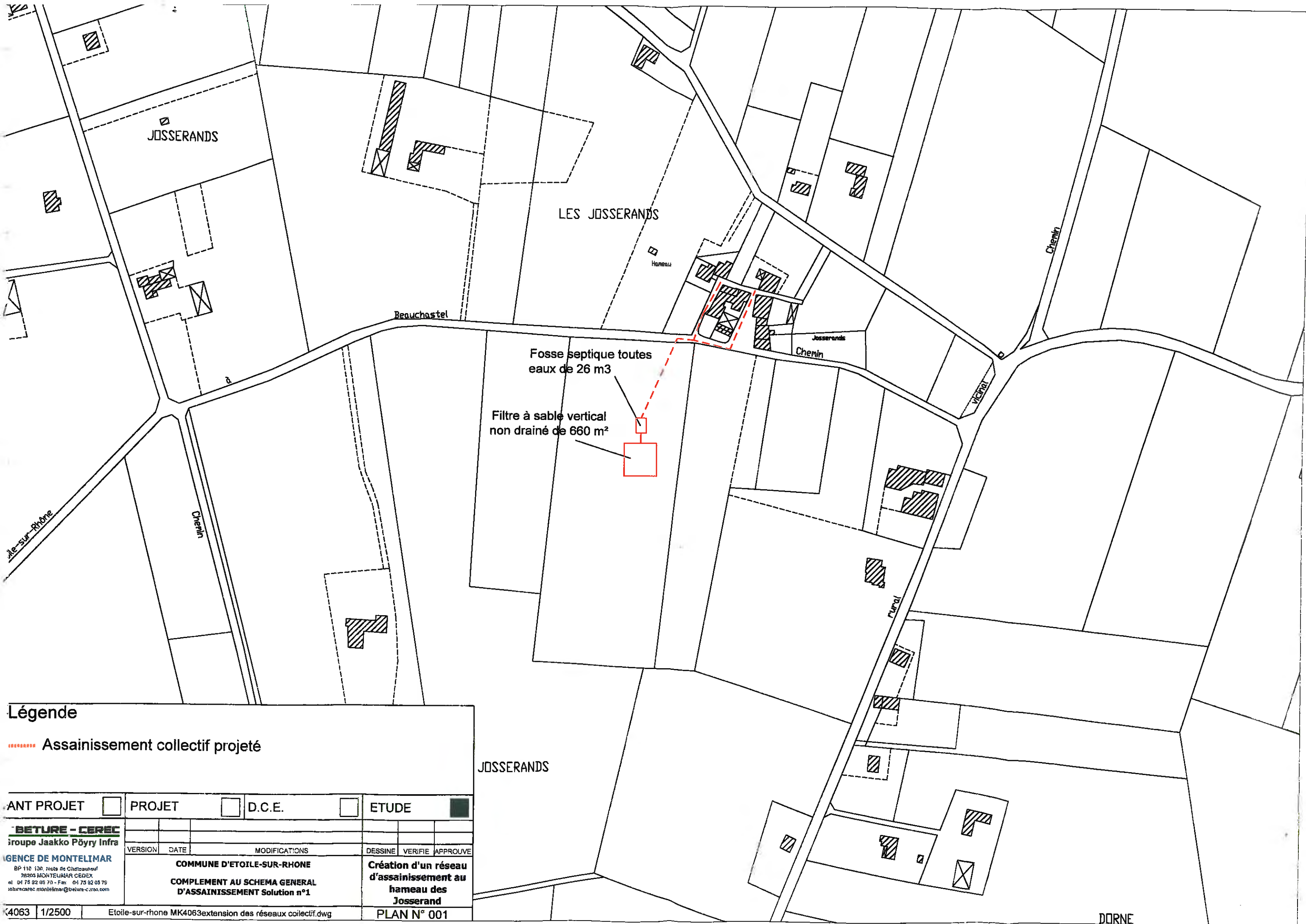
Les Caires - Sud

Légende

 Zones nouvellement constructibles

AVANT PROJET		<input type="checkbox"/>	PROJET		<input type="checkbox"/>	D.C.E.		<input type="checkbox"/>	ETUDE		<input checked="" type="checkbox"/>
<div><div><div><b>BETURE - CEREC</b></div><div>Groupe Jaakko Pöyry Infra</div><div><b>AGENCE DE MONTELMAR</b></div><div>SP 118 130, route de Châteauneuf 26203 MONTELMAR CEDEX Tel. 04 75 92 05 70 - Fax. 04 75 92 05 79 beture@cerc.montelmar@beture-cerc.com</div></div><div><div>VERSION</div><div>DATE</div><div>MODIFICATIONS</div></div><div>COMMUNE D'ETOILE-SUR-RHONE COMPLEMENT AU SCHEMA GENERAL D'ASSAINISSEMENT</div><div>Zones constructibles du P.L.U.</div></div>											
MK4063		1/10 000						PLAN N° 001			



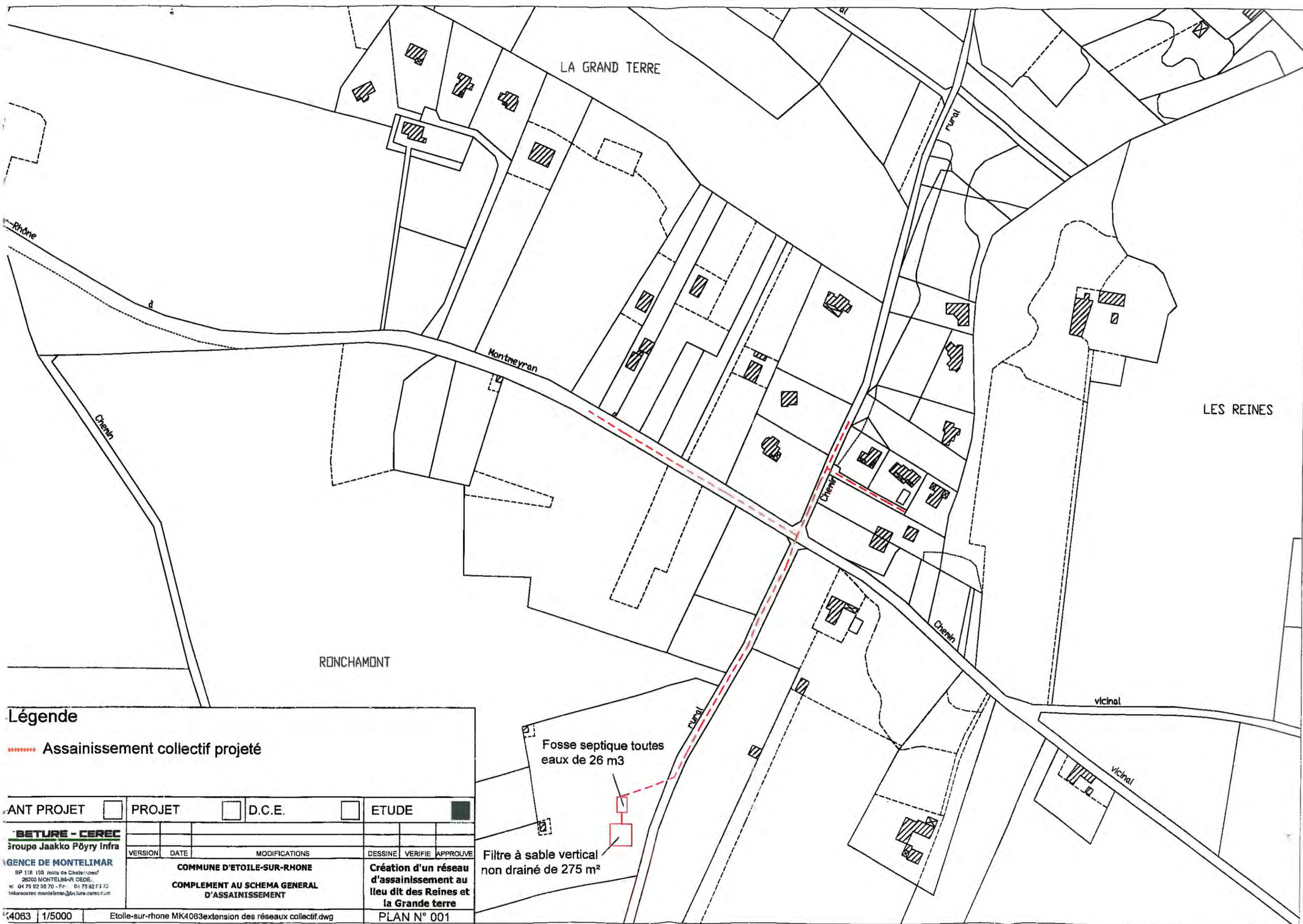


Légende

Assainissement collectif projeté

ANT PROJET		<input type="checkbox"/>	PROJET		<input type="checkbox"/>	D.C.E.		<input type="checkbox"/>	ETUDE		<input checked="" type="checkbox"/>
<b>BETURE - CEREC</b>											
Groupe Jaakko Pöyry Infra											
<b>AGENCE DE MONTEILMAR</b>		VERSION	DATE	MODIFICATIONS				DESSINE	VERIFIE	APPROUVE	
BP 118 130, route de Châteauneuf 26203 MONTEILMAR CEDEX tel 04 75 92 05 70 - Fax 04 75 92 05 79 beturec@monteilmar.com		<b>COMMUNE D'ETOILE-SUR-RHONE</b>  <b>COMPLEMENT AU SCHEMA GENERAL D'ASSAINISSEMENT Solution n°1</b>							<b>Création d'un réseau d'assainissement au hameau des Josserand</b>		
4063	1/2500	Etoile-sur-rhone MK4063extension des réseaux collectif.dwg							PLAN N° 001		



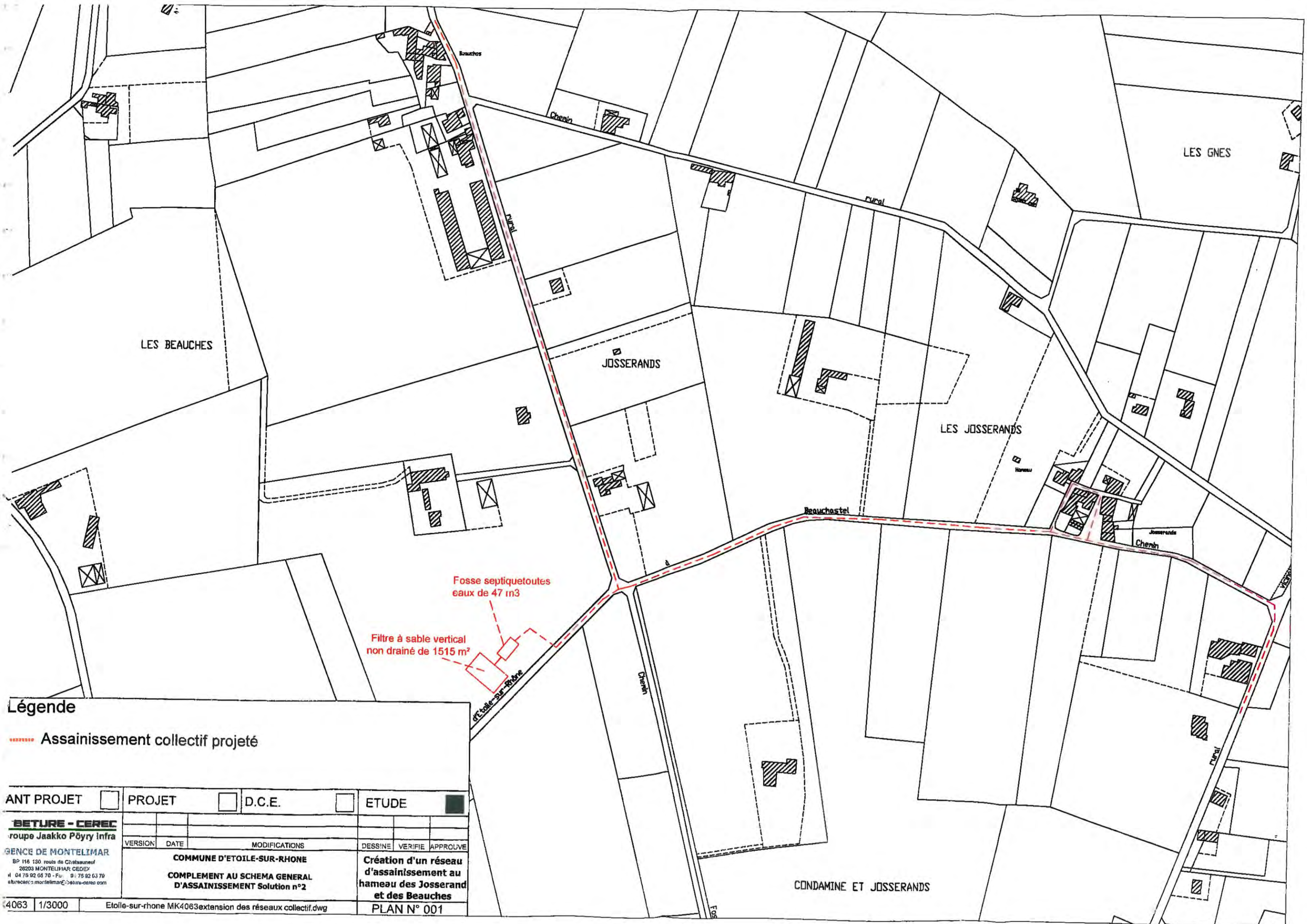


## Légende

Assainissement collectif projeté

ANT PROJET		<input type="checkbox"/>	PROJET		<input type="checkbox"/>	D.C.E.		<input type="checkbox"/>	ETUDE		<input checked="" type="checkbox"/>				
<b>BETURE - CEREC</b>															
Groupe Jaakko Pöyry Infra															
VERSION		DATE		MODIFICATIONS					DESSINE		VERIFIE		APPROUVE		
COMMUNE D'ETOILE-SUR-RHONE												Création d'un réseau			
COMPLEMENT AU SCHEMA GENERAL												d'assainissement au			
D'ASSAINISSEMENT												lieu dit des Reines et			
												la Grande terre			
K4063		1/5000		Etoile-sur-rhone MK4063extension des réseaux collectif.dwg						PLAN N° 001					





## Légende

Assainissement collectif projeté

ANT PROJET		<input type="checkbox"/>	PROJET		<input type="checkbox"/>	D.C.E.		<input type="checkbox"/>	ETUDE		<input checked="" type="checkbox"/>
<b>BETURE - CEREC</b> roupe Jaakko Pöyry Infra											
GENCE DE MONTELMAR											
BP 116 120 route de Châteauneuf 26203 MONTELMAR CEDEX Tél 04 75 92 05 70 - Fax 04 75 92 63 79 eture@montelmar.fr - bure@cerec.com											
VERSION		DATE		MODIFICATIONS				DESSINE		VERIFIE APPROUVE	
COMMUNE D'ETOILE-SUR-RHONE											
COMPLEMENT AU SCHEMA GENERAL D'ASSAINISSEMENT Solution n°2											
Création d'un réseau d'assainissement au hameau des Josserand et des Beauches											
4063		1/3000		Etoile-sur-rhone MK4063extension des réseaux collectif.dwg				PLAN N° 001			





DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## ANNEXE N°6.4.2 : RAPPORT DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Visa de la Sous-Préfecture

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



	<p>Adresse :</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
	<p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p>	
		<p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	



DEPARTEMENT DE LA DROME

## **COMMUNE DE ETOILE SUR RHONE**

Mairie - 26800

### **ETUDE COMPLEMENTAIRE AU SCHEMA GENERAL D'ASSAINISSEMENT**

#### **- MEMOIRE -**

**BETURE - CEREC**

**Jaakko Pöyry Infra**

Aff. : MK4063

**Siège Social**

55, rue de la Villette  
69425 LYON CEDEX 03  
Tél. : 04 72 13 50 90 - Fax : 04 78 53 39 22

**Agence de Montélimar**

130, route de Châteauneuf - BP 118  
26203 MONTE LIMAR CEDEX  
Tél. : 04 75 92 05 70 - Fax : 04 75 92 05 79

Version	Date	Etabli par	Vérifié par
Version 2 - Définitive	OCTOBRE 2004	Christelle ROLLAND	Xavier ACHARD

## SOMMAIRE

<b>I -</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>II -</b>	<b>PHASE 1 : RECUEIL DES DONNEES- ANALYSE DE L'EXISTANT</b>	<b>4</b>
II - 1)	CONFIGURATION DE L'HABITAT	4
II - 2)	CONTEXTES GEOLOGIQUES ET HYDROGEOLOGIQUES	4
II - 3)	CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE & HYDROLOGIQUE	5
II - 4)	NATURE DES SOLS ET APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME	5
II - 4.1)	Législation	5
II - 4.2)	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	6
II - 4.3)	Résultats des enquêtes	6
II - 5)	LE RESEAU D'EAUX USEES	7
II - 6)	CARACTERISTIQUES DE LA STATION D'EPURATION	7
II - 7)	RUISSELLEMENT ET EAUX PLUVIALES	8
II - 8)	PROJETS D'AMENAGEMENT DE LA COMMUNE (PLU)	8
<b>III -</b>	<b>PHASE 2 : PROPOSITION DE SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT</b>	<b>9</b>
III - 1)	LES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT PRECONISES	9
III - 1.1)	Assainissement des zones d'urbanisation futures	9
III - 1.2)	Assainissement de l'habitat existant	10
III - 1.3)	Choix des scénarios d'assainissement	13
III - 1.4)	Récapitulatif des travaux	13
<b>IV -</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>15</b>

## I - INTRODUCTION

La Commune de ETOILE SUR RHONE, dans le département de la DROME, a fait réaliser le zonage d'assainissement de son territoire en 1999. Ce document a été soumis à une enquête publique et a reçu un avis favorable des différents services concernés ainsi que de la population communale.

La commune est, de ce fait, en règle avec les obligations de la Loi sur l'Eau de 1992 et ses décrets d'application.

En 2003 et 2004, la commune de ETOILE SUR RHONE a engagé la mise à jour de son P.O.S. et la transformation de ce document en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).

Il est apparu, au vu des résultats obtenus dans le cadre du zonage du P.L.U., quelques contradictions avec le zonage de l'assainissement établi dans le cadre du schéma général. Par conséquent, la commune souhaite aujourd'hui, parallèlement à la révision de son Plan d'Occupation des Sols, obtenir deux documents conformes et compatibles l'un avec l'autre.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans le cadre de la réglementation actuelle, et notamment la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, qui confère aux collectivités locales des responsabilités accrues en matière d'assainissement. Elle renforce, en particulier, l'intervention des Collectivités territoriales en élargissant leurs compétences.

**Le document a pour objectifs principaux :**

- **Le zonage d'assainissement du territoire communal, au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau, compatible avec le zonage du P.L.U.,**
- **La mise à jour d'un programme chiffré et hiérarchisé des travaux proposés.**

Le rapport final présentant les différentes solutions au niveau d'un complément du schéma général d'assainissement devra permettre aux Elus de décider de la mise en oeuvre d'une politique globale de gestion des "Eaux Usées" de la Commune, avec :

- les zones d'assainissement collectif,
- les zones d'assainissement autonome,
- les zones d'assainissement semi-collectif.

*Les documents d'urbanisme pourront être réorientés, à partir de ce schéma général, de façon à garantir une cohérence optimale entre urbanisme et possibilités d'assainissement..*

## **II - PHASE 1 : RECUEIL DES DONNEES- ANALYSE DE L'EXISTANT**

### **II - 1) CONFIGURATION DE L'HABITAT**

Le dernier recensement, effectué en avril 1999, donne une population d'environ 4100 habitants, soit une augmentation de 17% entre 1990 et 1999.

L'objectif de la commune, pour les dix ans à venir, est de confirmer cette tendance. On peut ainsi estimer, selon une croissance régulière équivalente aux dernières décennies, que ETOILE recevra, d'ici à 2013, quelque 800 à 1000 habitants supplémentaires, et parviendra au seuil des 5000 habitants. Cela suppose donc la programmation d'environ 25 logements par an en moyenne, sur les dix ans à venir (*Extraits du Plan d'Aménagement et de Développement Durable*).

On peut distinguer trois zones d'habitat :

- **Une zone dense :**

Cette zone correspond au village à proprement parler. Le nombre d'habitants dans cette zone est d'environ 2200 personnes. Cette zone est desservie par un réseau d'assainissement collectif, dont le traitement est assuré par la station de Porte-lès-Valence.

- **Une zone semi - dense et une zone diffuse :**

Ces deux zones correspondent aux différents hameaux et petits lieux dits. Le nombre d'habitants dans ces deux zones est d'environ 1300 personnes répartis sur tout le territoire communal.

### **II - 2) CONTEXTES GEOLOGIQUES ET HYDROGEOLOGIQUES**

La Commune de ETOILE SUR RHONE se situe à l'intersection des basses terrasses alluviales de la vallée du Rhône et des collines molassiques de Montmeyran.

Nous sommes en présence de 4 formations géologiques différentes :

- **Post - Würm Alluvions des fonds de vallées : Fz, OE/Fye**

Elles sont situées à l'ouest de la commune et correspondent aux alluvions fluviales du Rhône. Elles sont constituées de cailloutis à matrice sableuse, et recouvert de limons d'une épaisseur variant de 1 à 4 mètres.

- **Würm - Alluvions des basses terrasses : Fya, FXR, OE2/Fxb**

Cette formation est située au centre de la commune. Elle est constituée de cailloutis à galets bien arrondis, de taille moyenne, à matrice sableuse abondante. Ces terrasses sont irrégulièrement recouvertes de limons dont l'épaisseur varie de 1 à 2 mètres.

- **L'Oligocène conglomératique : gc**

Conglomérat à galets calcaires blancs uniquement, bien arrondis, de taille 1 à 50 cm, formant de gros bancs irréguliers. L'ensemble de l'Oligocène d'Etoile est visible sur une épaisseur d'une cinquantaine de mètres.

- **Le Miocène : m<sub>2a1</sub>G (Helvétien inférieur. Grès de Grane)**

Grès assez grossiers, stratifiés, en plaquette, durs, de teinte gris roussâtre, avec intercalations locales de sables fins et de calcaires mameux gris. Epais de 15 à 20 mètres, ils reposent à Etoile directement sur l'Oligocène.

Au point de vue de l'Hydrogéologie, le long du Rhône circulent d'importantes nappes aquifères et notamment dans les alluvions des terrasses les plus basses.

On peut les classer ainsi :

- *nappe des alluvions post - würmiennes* : Elle constitue l'unité hydrogéologique la plus importante. L'épaisseur moyenne de l'aquifère est supérieure à 10 m. La perméabilité moyenne des alluvions est élevée, mais la qualité des eaux est médiocre, en raison des pollutions chimiques par le Rhône,
- *nappe des basses terrasses würmiennes* : Dans ces basses terrasses, circule une nappe continue qui se raccorde finalement au niveau du Rhône par l'intermédiaire des alluvions récentes. L'épaisseur de l'aquifère varie de 5 à 10 mètres.

## **II - 3) CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE & HYDROLOGIQUE**

Le village est situé aux abords de la route départementale n°111, au sud-est de Valence. La commune, située au cœur de la vallée rhodanienne, s'étend sur 42,8 km².

- La topographie générale est vallonnée,
- L'altitude de la Commune est comprise entre 100 et 190 mètres NGF,
- Le réseau hydrographique principal est constitué par le fleuve le Rhône qui s'écoule du nord vers le Sud,
- Le réseau hydrographique secondaire est constitué par le ruisseau Ozon et par la rivière la Véore située au nord-ouest du bourg.

## **II - 4) NATURE DES SOLS ET APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME**

Les éléments d'analyses, relatifs au milieu naturel et au contexte humain présenté dans les chapitres précédents, ont été regroupés et juxtaposés dans une carte des contraintes qui donnera lieu à la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

### **II - 4.1) Législation**

Nous rappelons les principales caractéristiques exigées pour l'adoption d'un assainissement autonome classique (fosse septique + épandage souterrain sur sol en place) :

- épaisseur du sol : de 70 cm à 1 m,
- perméabilité : > à 6 mm/h,
- nappe phréatique : >1,20 m,
- pente : < 10 %.

Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées » et de ce fait, plus coûteuses.



## **II - 4.2) Aptitude des sols à l'assainissement autonome**

Des investigations de terrain ont été réalisées par le bureau d'études BETURE- CEREC en octobre 1999. Elles ont permis, grâce à des sondages à la tarière et des tests de perméabilité, de dresser la carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome.

Il est important de noter que la carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome ne donne qu'une idée globale des contraintes rencontrées. Elle est établie essentiellement en comparaison avec un système d'épandage classique (épandage sur sol en place réalisé par tranchées d'infiltration). Seule une étude approfondie à la parcelle peut définir correctement les contraintes et les installations qui s'y adapteront pour chaque habitation.

Le territoire communal a ainsi été zoné par différents codes couleurs : ces codes correspondent, à une nature plus ou moins favorable, des terrains à l'assainissement non collectif. Le bureau d'études a ensuite proposé sur chaque parcelle, la filière d'assainissement la plus adaptée.

La carte d'aptitude est fournie en annexe.

## **II - 4.3) Résultats des enquêtes**

Des questionnaires ont été adressés aux particuliers abonnés au réseau d'eau potable, mais non raccordés au réseau d'Eaux Usées, en octobre 1999. Le recueil des questionnaires retournés a été joint à la précédente étude.

- Nombre de questionnaires envoyés :	578
- Nombre de questionnaires retournés par la poste :	27
- Nombre de questionnaires retournés :	283 soit 51 %
- Nombre d'habitations interrogées, mais raccordées au réseau collectif :	34
- Nombre d'habitations non assainies :	5
- Année de mise en service moyenne :	1982
- Capacité moyenne d'une fosse septique toutes eaux :	2 300 litres

### Les Fosses septiques

Ces résultats mettent en évidence :

- un taux d'équipement en fosses septiques toutes eaux faible,
- un manque d'équipement : on peut dire que, pour 42 % des cas, les effluents vont directement de la fosse, dans un puits perdu, un fossé, ce qui est strictement interdit par la loi,

### L'entretien

Le fonctionnement d'une fosse est optimal jusqu'à un niveau de boues inférieur à la moitié de la capacité totale. Ainsi, pour une installation type (3 000 litres et 4 habitants, la vidange doit se faire tous les 4 à 5 ans).

Sur la commune, près de 64 % des fosses septiques ont une fréquence de vidange insuffisante (supérieure à 5 ans).

*L'entretien des installations consiste essentiellement en la vidange périodique de la fosse septique et du bac à graisses, s'il existe.*

### Conclusions

- 48 % des fosses septiques sont sous dimensionnées,
- 64 % des habitations ont des problèmes d'entretien de leur filière d'assainissement,
- 42 % des habitations doivent installer un système d'infiltration.



Au total, sur la commune de ETOILE sur RHONE, en considérant qu'il y a 544 habitations non raccordées au réseau d'assainissement, on a :

- 261 fosses " toutes eaux " à installer,
- 228 systèmes d'infiltration à mettre en place, pour réhabiliter les systèmes d'assainissement autonomes.

## **II - 5) LE RESEAU D'EAUX USEES**

Il a fait l'objet d'une étude diagnostique en 1994 réalisée par le cabinet CEREC.

Il dessert actuellement la presque totalité du bourg ainsi que sont versant Est de la commune jusqu'au Rhône.

Le réseau est majoritairement de type séparatif dans les zones nouvellement loties. Les collecteurs anciens du centre ville étaient de type unitaire et sont pratiquement tous séparatifs actuellement.

L'acheminement des effluents est en partie seulement gravitaire : 3 postes de refoulement existent sur le réseau :

- le poste de la " Paillasse " récupère des effluents de la Z.A.C. de la Paillasse,
- le poste de l'ancienne gare collecte les effluents au Nord de la départementale D111a,
- le poste de " l'île du Chiez " permet l'acheminement de la totalité des effluents de la commune jusqu'à la station d'épuration de Porte-Les-Valence.

Le réseau, d'un linéaire total d'environ 1,5 Km, peut se décomposer en 4 bassins versants d'assainissement principaux, soit de l'aval vers l'amont :

- A. Un premier bassin immédiatement à l'aval des dernières pentes du bourg comprenant tous les collecteurs en rive droite de la VEORE,
- B. Un second bassin, situé au Nord de la départementale D111a, collecte les effluents des quartiers de la " Salière " et de " l'alouette ",
- C. Un troisième bassin, composé de la rue de la Gare, au niveau de la VEORE, jusqu'à la place Léon Lerrisse au centre ville,
- D. Le quatrième bassin est composé de la partie Ouest du bourg (quartier du " Setty ").

## **II - 6) CARACTERISTIQUES DE LA STATION D'EPURATION**

Les communes de Portes lès Valence, Beaumont lès Valence, Beauvallon, Montéleger, Etoile et la Z.I. de Valence sont raccordées à la station d'épuration, située sur la commune de Porte lès Valence.

La population raccordée est de 11 000 habitants, pour une capacité de traitement de 80 000 Equivalent Habitant. Plusieurs industries sont également raccordées et représentent une part importante des apports (70 %).

Cette station d'épuration est de type " Boues Activées " sans traitement tertiaire. Les boues extraites sont épandues sur des terrains agricoles, évacuées en décharge ou compostées.

## **II - 7) RUISSELLEMENT ET EAUX PLUVIALES**

Les élus nous ont fait part de la surcharge de leur réseau pluvial, qui débordait régulièrement lors d'événement pluvieux important, notamment sur les quartiers «Les Salières» et «Les Pécolets», et provoquait l'inondation de quelques lotissements.

Un projet d'étude de mise en place de bassins de rétention et/ ou de puits d'infiltration est en cours.

Néanmoins, nous préconisons quelques techniques générales de gestion des eaux pluviales :

- Dans les zones où l'aptitude des sols est favorable, moyennement favorable (jaune, orange sur la carte d'aptitude des sols), les eaux pluviales (toitures) des habitations devront être dirigées vers un puits d'infiltration individuel.
- Dans les zones d'urbanisation future (pour les constructions de lotissements), le coefficient de ruissellement passera de 15 % à 50 %. Des mesures doivent être prises pour limiter le débit de pointe induit par les nouvelles constructions. Ces mesures sont les suivantes :
  - ~ Au niveau de chaque habitation, les eaux pluviales (toiture) devront être infiltrées dans le sol au moyen d'un puits d'infiltration,
  - ~ Au niveau du "lotissement", les eaux pluviales ruisselant sur la chaussée devront être collectées, traitées et infiltrées, si possible dans le sol. Dans le cas où l'infiltration serait impossible (zone rouge), il faudra créer un bassin de rétention avec un exutoire calibré se rejetant dans un fossé ou dans le réseau des eaux pluviales.

## **II - 8) PROJETS D'AMENAGEMENT DE LA COMMUNE (PLU)**

Dans la composition du dossier du Plan Local d'Urbanisme (PLU), figure le Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune de ETOILE SUR RHONE.

La définition des zones d'urbanisation future a donc changé par rapport à l'ancien Plan d'Occupation des Sols.

**En ce qui concerne le Schéma Général d'Assainissement, l'intérêt est de définir, à l'intérieur de ces nouvelles zones ouvertes à la construction, les possibilités techniques d'assainissement.**

Les nouvelles zones urbanisables sont situées principalement autour du village, dans les quartiers suivants :

- Larzallier (zone AU : zone d'urbanisation future à long terme),
- Le Parquet (zone AU et AUa : zone d'urbanisation future à vocation résidentielle),
- Marsauze (zone AUa : zone d'urbanisation future à vocation résidentielle),
- Salière (zone AUa ).

Plus excentrées, les zones suivantes ont été ouvertes à une urbanisation plus spécifique :

- Les Basseaux Sud (zone AUai : zone d'urbanisation future à vocation industrielle),
- Les Caires Sud (zone AUai et UI : quartiers équipés à vocation industrielle),
- Les Iles du Chez , autour du plan d'eau (zone AUai : zone d'urbanisation future à vocation sport et loisir).

La commune a pour projet la construction de 25 logements par an en moyenne, sur les dix ans à venir.

**Ces nouvelles zones urbanisables sont repérées sur une carte en annexe.**

### **III - PHASE 2 : PROPOSITION DE SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT**

#### **III - 1) LES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT PRECONISES**

##### **III - 1.1) Assainissement des zones d'urbanisation futures**

###### **III - 1.1.1) Quartier LE PARQUET**

Les zones constructibles, situées sur le quartier « Le Parquet » ne seront pas desservies par le réseau collectif d'eaux usées existant. La commune envisage, sur le long terme, de créer une antenne de réseau qui collecterait ces futures habitations, et rejoindrait le réseau existant, mais ce n'est pas une priorité pour le moment. Ces zones apparaissent néanmoins sur la carte de zonage en assainissement collectif futur.

###### **III - 1.1.2) Quartier MARSAUZE**

La zone AUAL, à vocation sport et loisirs, accueillera une aire de camping-car où seront implantés quelques sanitaires et, à plus long terme, un complexe sportif. Le réseau de collecte est déjà existant en limite de parcelle, au sud et à l'est.

###### **III - 1.1.3) Quartier SALIERE**

Les zones constructibles du quartier Les Salières se raccorderont sur le réseau collectif existant, situé à l'est, le long de la route de Beauvallon.

###### **III - 1.1.4) Quartier Les BASSEAUX SUD**

Les établissements, qui vont s'implanter dans cette zone industrielle, se raccorderont sur le réseau de collecte existant, au niveau des premiers regards de branchements. Aucune extension de réseau n'est à prévoir.

###### **III - 1.1.5) Quartier LES CAIRES SUD**

Cette zone est classée dans le PLU en zone industrielle du type AUAi. Le raccordement des établissements industriels des Caires Sud, va se réaliser sur le réseau de collecte de la Commune de LIVRON SUR DROME, ou bien sur celui d'ETOILE, au niveau du quartier « La Paillasse ». Le projet est en cours d'études par le cabinet L.O VRD.

La zone classée UI, de l'autre côté de la voie de chemin de fer, va être raccordée au réseau collectif de Livron sur Drôme, ou sur le quartier « La Paillasse » d'ETOILE SUR RHONE.

###### **III - 1.1.6) Quartier Les Iles du Chez**

Les Iles du Chez sont classées zone d'urbanisation future à vocation sport et loisirs. Le projet de la commune est de mettre en place une aire pique-nique, avec des sanitaires. Le réseau du SIARP passant à proximité de la zone, il n'y aura pas de problème pour raccorder les sanitaires.

**III - 1.1.7) Quartier LE VIGEON**

Ce quartier était déjà classé en zone constructible dans le POS. Les futures habitations pourront se raccorder au réseau existant au sein de la zone de lotissement, dont les premiers regards de branchements se situent en limite de parcelle avec la zone constructible. Aucune extension de réseau n'est à prévoir.

**III - 1.2) Assainissement de l'habitat existant**

En comparant la carte de la commune avec la carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome, on se rend compte que certaines zones d'habitats existants apparaissent en zone défavorable (rouge). La réhabilitation est difficilement envisageable du fait du manque de place. Des solutions d'assainissement collectifs et semi-collectifs sont proposés ci-dessous, sur ces hameaux.

**III - 1.2.1) Hameau Les Pecolets, Larzailler, La Cote**

La réhabilitation de l'autonome est impossible pour les habitations situées sur ces 3 hameaux. En effet, la faible perméabilité des terrains, la topographie ainsi que la proximité des habitations et le manque de surface ne permettent pas d'envisager la mise en place d'assainissements autonomes individuels (selon les normes actuelles).

Ces zones ne sont pas classées comme urbanisable dans le PLU et donc, ne s'étendront pas.

Suite à l'étude de 1999, plusieurs scénarios ont été envisagés. Les élus se sont décidés en faveur d'un raccordement des habitations de ce quartier vers le réseau collectif.

Les coûts de cette opération sont les suivants :

Opérations	Nombre ou ml	Coût/Unité en €HT	Coût total en € HT
Collecteur sous chaussée « Chemin de Larzailler »	800	215	172 000
Réseau de collecte « Chemin des Pêcheurs, du Hameau des Pecolets »	3 450 m sous chaussée 1 050 m sous terrain naturel	215 150	742 000 158 000
Réseau de collecte « Chemin de la Cote »	500 m sous terrain naturel 300 m sous chaussée	150 215	75 000 65 000
<b>TOTAL</b>			<b>1 212 000</b>

**III - 1.2.2) Hameau Les Josserands**

Il s'agit d'un hameau où le raccordement au réseau principal est coûteux, du fait de l'éloignement du réseau.

La réhabilitation de l'assainissement autonome est, par ailleurs, difficile. En effet, certaines maisons se touchent et ne possèdent pas assez de terrain pour créer un épandage. Un assainissement de type semi-collectif peut être envisagé.

Plusieurs cas de figures ont été envisagés sur ce hameau, dans le cadre du schéma réalisé en 1999. De plus, une étude de faisabilité a été réalisée par le bureau d'études BURGEAP, en juin 1997. La solution du raccordement au réseau collectif est exclue, les élus s'orienteraient vers un assainissement autonome regroupé.

**L'assainissement de ce quartier doit être une action prioritaire du fait des impossibilités techniques de mise en place d'assainissement autonome.**

**SOLUTION N°1**

Nous avons mis en place un assainissement de type semi-collectif sur le hameau des Josserands.

Nous avons estimé le nombre d'Equivalents Habitants raccordables à 50, soit 10 habitations (30 EH) plus l'école (20 EH).

Le système de traitement des eaux usées sera assuré au moyen d'une fosse septique toutes eaux de 26 m<sup>3</sup> suivi d'un filtre à sable vertical non drainé de 660 m<sup>2</sup> avec au fond de celui ci une couche de gravier de 20 cm d'épaisseur.

La vidange de la fosse septique devra être effectuée tout les quatre ans.

Opérations	Nombre ou ml	Coût/Unité en € HT	Coût total en € HT
Collecteur sous chaussée	185	152	28 200
Collecteur sous terrain naturel	106	130	13 800
Branchements	11	1 220	13 500
Fosse septique de 26 m <sup>3</sup>	1	12 200	12 200
Filtre à sable vertical non drainé de 660 m <sup>2</sup> (25,4*26)	1	44 200	44 200
Préfiltre de 1 m <sup>3</sup>	1	2 000	2 000
Divers et Imprévus (15 %)			20 000
<b>TOTAL</b>			<b>134 000</b>

Le coût de la mise en place du réseau d'assainissement et de la création d'une unité de traitement sera de 137 000 € HT.  
Soit un coût de :

- 12 500 € HT/ par habitation raccordée,
- 2 500 € HT/ par équivalent habitant raccordé.

Le dispositif de traitement des effluents sera dimensionné pour 55 équivalents habitants.

**SOLUTION N°2**

Nous avons mis en place un assainissement de type semi-collectif pour le hameau des Josserands et des Beauches. Nous avons estimé le nombre d'Equivalent Habitants raccordable à 101 soit 27 habitations (81 EH) plus l'école (20 EH).

Le système de traitement des eaux usées sera assuré au moyen d'une fosse septique toutes eaux de 47 m<sup>3</sup> suivi d'un filtre à sable vertical non drainé de 1212 m<sup>2</sup> avec au fond de celui ci une couche de gravier de 20 cm d'épaisseur.

La vidange de la fosse septique devra être effectuée tout les quatre ans.

Opérations	Nombre ou ml	Coût/Unité en € HT	Coût total en € HT
Collecteur sous chaussée	1300	152	198 000
Collecteur sous terrain naturel	65	127	8 300
Branchements	28	1 300	36 400
Fosse septique de 45,5 m <sup>3</sup>	1	22 400	22 400
Filtre à sable vertical non drainé de 496 m <sup>2</sup> (20*24,8)	1	79 000	79 000
Préfiltre de 1 m <sup>3</sup>	1	3 000	3 000
<b>Total</b>			<b>347 100</b>

Le coût de la mise en place du réseau d'assainissement et de la création d'une unité de traitement sera de 347 000 € HT.

Le dispositif de traitement des effluents sera dimensionné pour 101 équivalents habitants.

Soit un coût de :

- 12 400 € HT par habitation raccordée,
- 3 500 € HT par équivalent habitant raccordé

La solution n°2 a été abandonnée car la filière d'assainissement semi- collectif se situerait au sein de la zone inondable du Rhône.

## **CONCLUSION**

Deux solutions ont été étudiées :

- Solution 1 : assainissement semi-collectif pour le Hameau des Josserands.
- Solution 2 : Assainissement semi-collectif pour les hameaux des Josserands et des Beauches

Le comité de pilotage de l'étude a entériné le choix de la solution 1.

### **III - 1.2.3) Hameaux La Grande Terre et Les Reines**

Ces deux hameaux sont classés sur le PLU en zone agricole non constructible. L'aptitude des sols est jugée favorable à l'assainissement autonome mais avec mise en place d'une filière adaptée. Une solution d'assainissement semi-collectif a été étudiée, dans le cadre de l'étude de 1999, et est proposée de nouveau ci-dessous.

Nous n'allons pas collecter l'ensemble des habitations de La Grande Terre et des Reines. Seules 16 habitations (soit 40 Eh) problématiques, n'ayant pas l'espace suffisant pour réaliser un assainissement autonome, seront raccordées au futur réseau d'assainissement. Une fosse septique, d'un volume de 26 m<sup>3</sup>, assurera le pré-traitement des effluents et un filtre à sable vertical non drainé de 275 m<sup>2</sup>, l'épuration des effluents avant infiltration dans le sol en place.

Les coûts des travaux sont les suivants :

Opérations	Nombre ou ml	Coût/Unité en € HT	Coût total en € HT
Collecteur sous chaussée (bi - couche)	550	200	110 000
Collecteur sous terrain naturel	50	150	7 500
Unité de traitement	1	33 000	33 000
<b>TOTAL</b>			<b>150 500</b>

La mise en place de cette solution est estimée à 151 000 € HT.

Soit un coût de :

- 9 500 € HT par habitation raccordée,
- 3 800 € HT par équivalent habitant raccordé.

### **III - 1.3) Choix des scénarios d'assainissement**

Les élus se sont décidés en faveur des scénarios suivants, selon un ordre de priorité croissant :

Assainissement collectif :

- Tranche 1 : L'assainissement collectif pour le quartier de « Larzailler »,
- Tranche 2 : L'assainissement collectif pour le hameau des « Pécolets »,
- Tranche 3 : L'assainissement collectif pour le quartier « Les Cotes »,
- Le raccordement de la zone industrielle des Caires- Sud sur la commune de Livron sur drôme,
- Le choix de la solution n°1 pour le hameau des Josserands : assainissement semi- collectif (50 EH),

Assainissement Autonome :

- L'assainissement autonome pour les hameaux des Reines et de la Grande Terre, même si deux maisons ont des surfaces un peu restreintes : des filières compactes peuvent être mise en place,
- L'assainissement autonome pour le hameau Les Beauches, avec mise en place de filières adaptées du type terre d'infiltration (filtres à sables sur- élevés).

### **III - 1.4) Récapitulatif des travaux**

#### **III - 1.4.1) Tableau des subventions**

Les subventions attendues par les principaux financeurs peuvent être les suivantes :

## Programme de travaux

Priorité	Localisation	Nature de l'opération	Linéaire ou quantité	Montant affecté aux travaux € .H.T	Subventions en € .H.T				Part communale pour la solution 1 € .H.T
					Agence de l'Eau	DGE	Région	Département	
4	Hameau Les Jasserands	Solution 1 : Assainissement semi - collectif	50 EH	134 000 €HT	20% Traitement		15% (Traitement)	20 % collecte - 10 % traitement	87 600 €HT
2	Les Pecolets	Collecteur Eaux usées	4 500 ml	900 000 €HT			15%	20 % collecte	585 000 €HT
1	Larzailler	Collecteur Eaux usées	800 ml	172 000 €HT	7%		15%	20 % collecte	99 800 €HT
3	La Côte	Collecteur Eaux usées	800 ml	140 000 €HT			15%	20 % collecte	91 000 €HT
	Zone Industrielle les Caires Sud (LO VRD)	Collecteur Eaux usées							
TOTAL				1 346 000 €HT					863 400 €HT

Remarques : Les chiffres suivants sont basés sur des estimations des subventions attendues de la part des principaux financeurs

\* : La région peut intervenir dans le cadre du contrat Véore - Barberolles de l'ordre de 15 % sur le traitement et sur la collecte (à confirmer)

BETURE CEREC



## III - 1.4.2) CALCUL DES ANNUITES D'EMPRUNT

base de calcul durée : 20 ans à un taux de 5 %

	Restant à financer par la commune	Annuités En € HT	Cumul des travaux en € HT/ m3 d'eau consommé
Solution 1 : Hameau les Josserands	65 500	40 000	0,02 €/ m3
Les Pécolets	720 000	435 000	0,30 €/ m3
Larzailler	138 000	83 400	0,34 €/ m3
La Cote	112 000	68 000	0,37 €/ m3
Les Caires Sud	(en cours d'étude)		

Les calculs ci-dessus ont été estimés en prenant les hypothèses suivantes :

- Un choix de la solution 2 par les élus pour le hameau des Josserands,
- Une base de consommation annuelle en eau de 225 000 m3 pour une population de 4 100 habitants,
- Une base d'évolution de 25 logements par an, soit une population de 6 000 habitants d'ici l'horizon 2 019.

#### **IV - ANNEXES**

- Carte géologique
- Carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome
- Plan des zones nouvellement constructibles
- Scénarios d'assainissement semi – collectifs proposés
- Carte de zonage de l'assainissement collectif et non- collectif



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ


**ANNEXE N°6.5 :**    **SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE**  
**6.5.1 : LISTE DES SERVITUDES + PLAN DE LA**  
**SERVITUDE LIÉE AUX MONUMENTS HISTORIQUES**  
**6.5.2 : PLAN DES SERVITUDES**

Visa de la Sous-préfecture

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
---	---	---	--



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

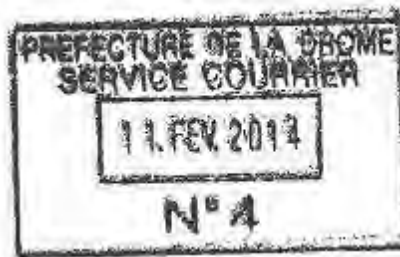
## **ANNEXE N°6.5.1 : LISTE DES SERVITUDES + PLAN DE LA SERVITUDE LIÉE AUX MONUMENTS HISTORIQUES**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



Adresse :

Immeuble "33 Street"  
33 Route de Chevennes  
74960 CRAN-GEVRIER

Téléphone : 04 50 52 81 43

Télécopie : 04 50 52 47 76

Email : [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

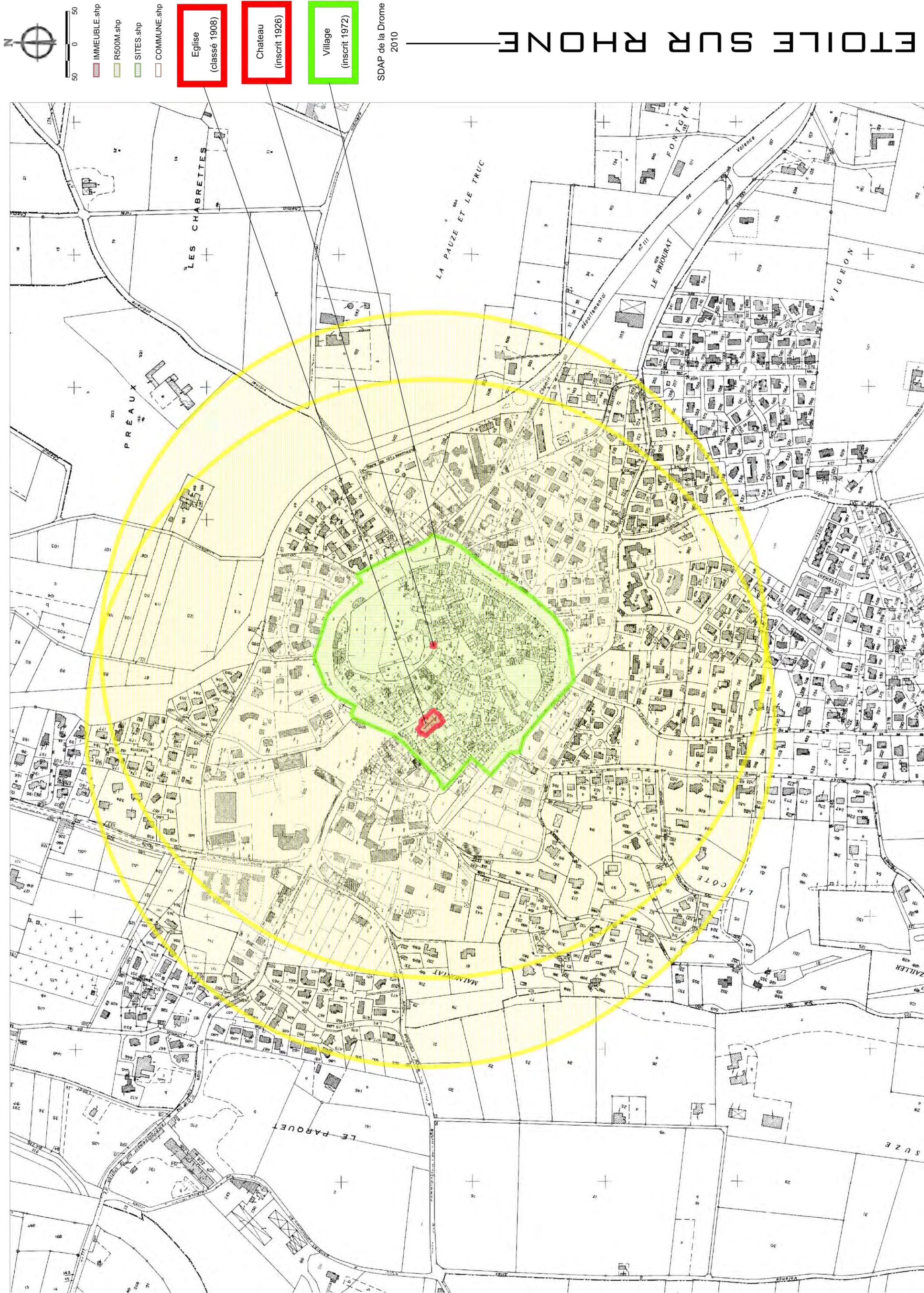
Date  
06 février 2014



									#
Passage des engins d'entretien le long des cours d'eau: Le Lambert, La Véore, L'Arcette, La Lauze, L'Ozon, La Granelle	\$&'()*				i"				
-)0 ( 1	\$&:(				i"				
(	\$&(			"#!	"#!				
	\$&(				s! \$!				
Création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage d'eaux souterraines sur l'île d'Eyrieux situé sur la commune de Beauchastel (Ardèche)	\$& )O\$. ,			)  *, +.					
. ) 2#567}8 %9:...;				.	i				
	\$&0								
%&(&				.	e i				
ii i				.	i i				
"<>9=<1->(#? #?)>@&-(!->&-1""#	\$&0								
"A=( "&"	\$&0								
%%7) ,?' "	\$&'(+%) )-*				&				
B. ,	' ,3++3				'!\$				
B. (					&'!\$&				
O\$,C&?DE<,"# &( ?'(-&%?"??&%"##???	\$&(				iii				
"#\$ %&"&("	\$&0								

\$	0 4			
\$	#\$.11 '0			
\$	#\$.11 '0			
\$*	#\$.11 '0			
\$	\$ <sub>0</sub>			
	01			
-	##..//			
"	# (001			
,	\$\$2			
,	\$\$2			
'2	0 #91			
*:	00111			
*:	00111			
'_	/O\$5.			
	4			





# ETOILE SUR RHONE

SDAP de la Drome  
2010

Village  
(inscrit 1972)

Chateau  
(inscrit 1926)

Eglise  
(classé 1908)

COMMUNE.shp

SITES.shp

R500M.shp

IMMEUBLE.shp

0 50





Département de la Drôme

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

Commune de  
Étoile-sur-Rhône

PLU en révision

Servitudes d'Utilité Publique

Date de prescription :	24/08/2010
Date d'approbation :	14/02/2008



Direction  
Départementale des  
Territoires de  
la Drôme

Service Aménagement du Territoire et Risques  
Pôle Aménagement

Plan 0268 le  
29-04-2013

Échelle:  
[indiquée sur le plan]

Servitudes d'utilité publique :

- A4 : Conservation des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du fil de ses cours d'eau
- AC1 : Servitudes de protection des monuments historiques
- AC1 : Monument historique inscrit ou classé (emplacement)
- AC2 : Servitudes de protection des sites et des monuments naturels classés et inscrits
- EL11 : Servitudes relatives à l'interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération
- EL3 : Servitudes de halage et de manœuvage
- I1 : Servitudes concernant les hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression
- I1-bis : Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipelines par la T.R.A.P.I.L.
- I4 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques - données RTE 2012
- PM1 : Plan de prévention des risques naturels prévisibles - PPRN
- PT2 : Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles autour des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat
- T1 : Servitudes relatives aux chemins de fer
- PT3 : Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques
- AS1 : Servitudes résultant de l'insaturation de périmètres de protection des eaux potables
- Périmètre de Protection Immédiate
- Périmètre de Protection Rapprochée
- Périmètre de Protection Éloignée

AC1 - protection des monuments historiques - Vérification assurée par le SDAP à partir de la BD Parcellaire © IGN-BD PARCELLAIRE édition 2006, complétée par des plans de situation ou d'architecture lorsque ceux-ci sont disponibles.  
PM1 - Aménagement des gaspilleurs - Pour le détail des zones et leurs prescriptions, il est impératif de se reporter au dossier Plan de Prévention des Risques (PPR) annexé au PLU ou à la Carte Communale.

Limites administratives et naturelles

- Commune
- Section cadastrale
- Cours d'eau, plan d'eau





DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## ANNEXE° 6.6 : LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
---	---	---	--

PLU D'ÉTOILE-SUR-RHÔNE approuvé le 06 février 2014 – Liste des emplacements réservés  
IR CONCEPT Aménagement et Urbanisme – 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER

# PLU D'ETOILE-SUR-RHONE APPROUVÉ

## Liste des Emplacements Réservés (ER)

Numéro de l'ER	Désignation	Surface approximative	Bénéficiaire
ER n°1	Réalisation d'un parking relais Parcelle : ZK n°355	4 360 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°2	Aménagement du carrefour Chemin de Controu Parcelle : ZV n°25	2 100 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°3	Aménagement de la voirie rue de l'Echaillon Parcelle : ZK n°488	470 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°4	Aménagement d'un cheminement piéton Parcelles : ZK n°653, 729, 434, 432 et 431	200 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°5	Aménagement d'une liaison piétonne entre le chemin du Setty et le chemin de l'Arzailler Parcelle : ZK n°107	115 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°6	Aménagement du carrefour Parcelles : ZH n°732 et 758 ZY n°16 et 326 ZD n°38 et 37	1 017 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°7	Elargissement de la voirie Chemin de Côte Chaude Parcelle : ZH n°135	160 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°8	Extension du cimetière Parcelles : ZH n°704, 705, 706 et 707	5 380 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°9	Aménagement d'une liaison piétonne Parcelles : ZH n°665 et 699	665 m <sup>2</sup>	Commune
ER n°10	Extension du stade Parcelles : ZH n°35, 36, 38, 39, 42, 43, 46, 47, 49, 50, 293, 629, 630	51 400 m <sup>2</sup>	Commune



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ**

## **ANNEXE N°6. 7 : CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET DE TRANSPORTS TERRESTRES**

**6.7.1 : ARRETES PREFECTORAUX DE CLASSEMENT  
SONORE DES INFRASTRUCTURES  
FERROVIAIRES ET DE TRANSPORTS  
TERRESTRES**

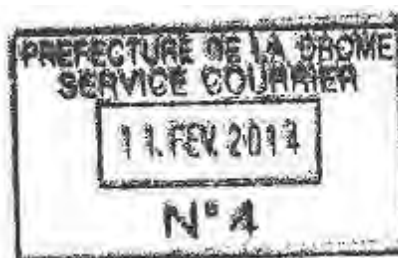
**6.7.2 : PLAN DES ZONES DE BRUIT**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



Adresse :

Immeuble "33 Street"  
33 Route de Chevennes  
74960 CRAN-GEVRIER

Téléphone : 04 50 52 81 43

Télécopie : 04 50 52 47 76

Email : [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

**Date**  
06 février 2014





DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ**

## **ANNEXE N°6.7.1 : ARRETES PREFECTORAUX DE CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET DE TRANSPORTS TERRESTRES**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p>Date</p> <p>06 février 2014</p>
---	---	---	------------------------------------



## **ARRETE N°748**

### **LE PREFET DE LA DROME Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 20 Janvier 1999,

#### **Arrête :**

##### **Article 1**

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

##### **Article 2**

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

1 - Classement des routes nationales

2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.

3 - Classement des autoroutes A7 et A49

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillasse	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LIVRON LORIOLE	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Lorient	PR 66.175 à PR 72.240	LORIOLE CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.980	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.980 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.807	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALIXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAJIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORIOLE	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.880 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.196	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.196 à PR 12.506	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.506 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.423 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 33.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 33.740 à PR 36.0	ESPEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.153	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.153 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.656	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000+B129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.800 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DIVAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.820 à PR 18.0	LORIOI	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORIOI	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET BLAONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.676	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	4	30 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 36.0	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.0 à PR 38.792	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.763	MONTÉLIMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 45.763 à PR 46.331	MONTÉLIMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTÉLIMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 147.50 à PR 149.364	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.50 à PR 5.630	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTÉLIMAR	4	30 m	ouvert



Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 6.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 6.286 à PR 6.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.886	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.886 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.639	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.639 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 26.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORJOL SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A49		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

### Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

### Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure\* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

\* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;

- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

#### Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

#### Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOLE	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLAONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTELMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPENEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	



## Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

Signé : LE PREFET

Le 2/03/1999

---

---

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 970

**LE PREFET DE LA DROME**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 Janvier 1999,

**Arrête :**

**Article 1**

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

**Article 2**

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU RHONE"	KM 571+414 à KM 688.744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANDANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOU SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 454+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MUREILS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAZ CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELIER CHABEUIL MONTVENDRE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSANNE BONLIEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURRE CREST DIVAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GARDE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

### Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

### Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure\* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

\* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.



## Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

## Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN  
ANDANCETTE  
BONLIEU SUR ROUBION  
BOURG LES VALENCE  
BREN  
CHABEUIL  
CHABRILLAN  
CHATEAUNEUF DE GALAURE  
CHATEAUNEUF DU RHONE  
CHATEAUNEUF SUR ISERE  
CHAVANNES  
CLAVEYSON  
CLERIEUX  
CREST  
CROZES HERMITAGE  
DIVAJEU  
DONZERE  
EROME  
ESPELUCHE  
EURRE  
ETOILE SUR RHONE  
GERVANS  
GRANGES GONTARDES  
GRANGES LES BEAUMONT  
LA COUCOURDE  
LA GARDE ADHEMAR  
LA LAUPIE  
LA MOTTE DE GALAURE  
LA ROCHE SUR GRANE  
LAPEYROUSE MORNAY  
LAVEYRON  
LES TOURETTES  
LIVRON

LORJOL  
MALATAVERNE  
MANTHES  
MARSANNE  
MARSAZ  
MERCUROL  
MONTBOUCHER SUR JABRON  
MONTELIER  
MONTELMAR  
MONTMEYRAN  
MONTVENDRE  
MORAS EN VALLOIRE  
MUREILS  
OURCHES  
PIERRELATTE  
PONSAS  
PONT D'ISERE  
PORTES LES VALENCE  
ROUSSAS  
ROYNAC  
SAINT MARCEL LES VALENCE  
SAINT RAMBERT D'ALBON  
SAINT SORLIN EN VALLOIRE  
SAINT VALLIER  
SAULCE  
SAUZET  
SAVASSE  
SERVES SUR RHONE  
TAIN L'HERMITAGE  
UPIE  
VALENCE  
VAUNAVEYS LA ROCHETTE

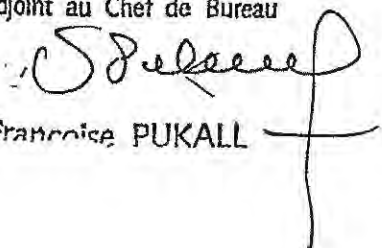
Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

Valence le 15 MAR. 1999

Pour ampliation  
L'Adjoint au Chef de Bureau

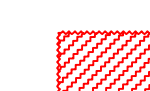
  
Françoise PUKALL

Jean-Pierre MARQUIE





## LEGENDE

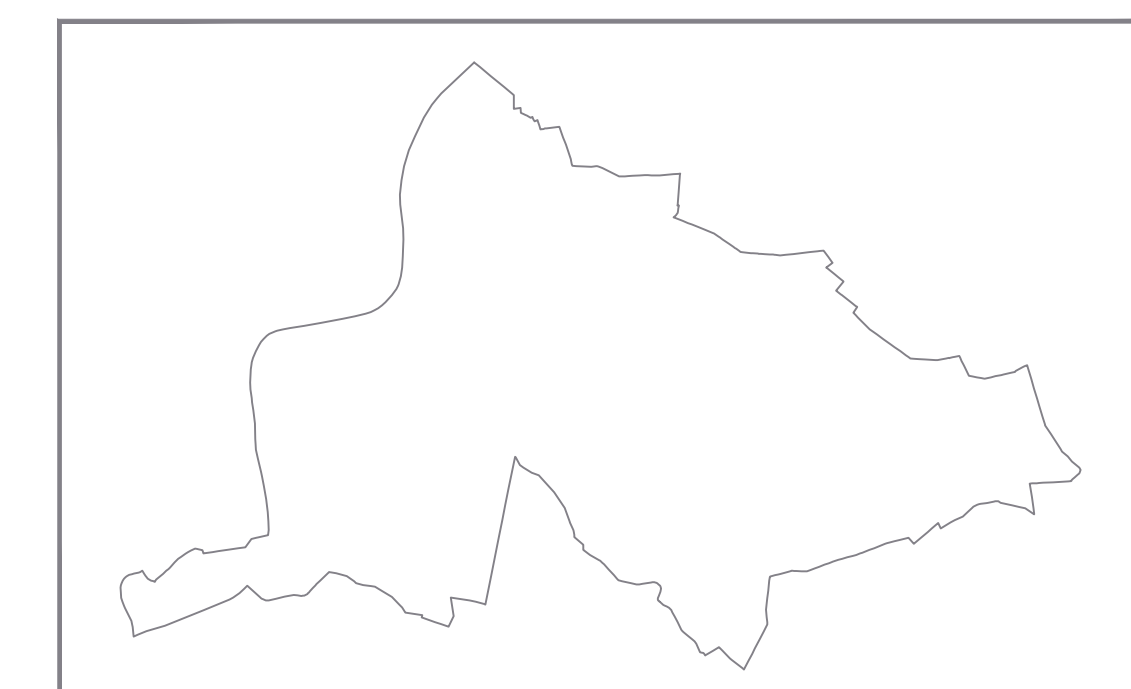
 Zones de bruit (arrêté préfectoral n°748 du 02/03/1999)

 Construction nouvelle absente du cadastre  
(A titre indicatif)

PREFECTURE DE LA DROME

COMMUNE DE ETOILE SUR RHONE

### Plan Local d'Urbanisme Approuvé



J'ai délégué la signature de ce document à  
7 signataires :  
Le Maire,

Le 02/03/1999

#### 6.7.2 - PLAN DES ZONES DE BRUIT



ICONCEPT EDA  
Rue de la République  
20 rue de la République  
74000 CHAMONIX

Téléphone : 04 50 52 81 43  
Télécopie : 04 50 52 47 76  
E-mail : iconcept@iconcept.fr

Date  
06 février 2014





DÉPARTEMENT DE LA DRÔME  
COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## **ANNEXE N°6.8 : PLAN DE PREVENTION DU RISQUE D'INONDATION DU RHONE ET DE LA VEORE**

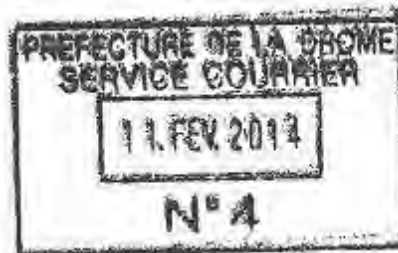
- 6.8.1 : REGLEMENT DU PPRI**
- 6.8.2 : PPRI – PLAN DE ZONAGE GLOBAL**
- 6.8.3 : PPRI – PLAN DE ZONAGE SECTEUR EST**
- 6.8.4 : PPRI – PLAN DE ZONAGE SECTEUR OUEST**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : irconcept@irconcept.fr</p>	<p>Date 06 février 2014</p>
---	---	---	---------------------------------





DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## ANNEXE N°6.8.1 : RÈGLEMENT DU PPRI

Visa de la Sous-Préfecture

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : irconcept@irconcept.fr</p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
---	---	---	--





PREFECTURE DE LA DRÔME

service  
Navigation  
Rhône-Seône



arrondissement  
Aménagement  
Entretien  
Exploitation  
cellule Hydraulique et  
Annuaire des Crues

**PLAN DE PREVENTION  
DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES  
- INONDATIONS -  
(P.P.R.I.)**

**Commune d'Etoile-sur-Rhône**

**Règlement**

Novembre 2004

## SOMMAIRE

<b>TITRE I : PORTEE DU REGLEMENT - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - Champ d'application</b>	<b>3</b>
1-1 Généralités	3
1-2 Obligations à caractère général	3
<b>ARTICLE 2 - Effets du P.P.R.I.</b>	<b>4</b>
2-1 Zonage	4
2-2 Conséquences sur les projets en zone réglementée	4
2-3 Conséquences sur le régime d'assurance des biens et activités	4
2-4 Dispositions relatives au libre écoulement des eaux et à la conservation du champ des inondations	5
<b>ARTICLE 3 - Références techniques</b>	<b>5</b>
3-1 Surface des constructions.	5
3-2 Niveau des constructions	6
3-4 Cotes de la crue centennale de la Véore en amont de l'autoroute A7	8
<b>TITRE II : MESURES COLLECTIVES</b>	<b>9</b>
Article 4 - Entretien des digues	9
Article 5 - Amélioration des écoulements	9
<b>TITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 - Interdictions</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 - Autorisations</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 - Dispositions particulières :</b>	<b>12</b>
8-1 Biens et activités existants	12
8-2 Biens et activités futurs ou temporaires :	12
<b>TITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B1</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 9- Interdictions</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 10 - Autorisations</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 - Dispositions particulières :</b>	<b>15</b>
11-1 Biens et activités existants	15
11-2 Biens et activités futurs ou temporaires	15
<b>TITRE V : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B2</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12- Interdictions</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13 - Autorisations</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 - Dispositions particulières :</b>	<b>18</b>
14-1 Biens et activités existants	18
14-2 Biens et activités futurs ou temporaires	18
<b>TITRE VI : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B3</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 15- Interdictions</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 16 - Autorisations</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 17 - Dispositions particulières :</b>	<b>21</b>
17-1 Biens et activités existants	21
17-2 Biens et activités futurs ou temporaires	21
<b>TITRE VII : AVERTISSEMENT CONCERNANT LA ZONE BLANCHE</b>	<b>23</b>



## **TITRE I : PORTEE DU REGLEMENT - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1 - Champ d'application**

Le présent règlement s'applique à une partie du territoire de la commune d'Etoile-sur-Rhône, en application de l'arrêté préfectoral de prescription N° 90-5821 du 26/11/1990.

#### **1-1 Généralités**

L'élaboration des PPR est régie par le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, et pris en application de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée par la loi N°95-101 du 2 février 1995 (textes en annexe). Les plans de prévention des risques naturels prévisibles ont pour objet, en tant que de besoin :

1° de délimiter les zones exposées aux risques :

- en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru,
- d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle,
- OU dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisées, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités.

2° de délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques (zones non inondables du bassin versant) mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que celles citées au 1° du présent article (disposition sans objet dans le PPR d'Etoile sur Rhône).

3° de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises dans les zones mentionnées au 1° et au 2° du présent article par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers.

4° de définir dans les zones mentionnées au 1° et au 2° du présent article, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de publication du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

#### **1-2 Obligations à caractère général**

La réalisation des mesures prévues par le PPR peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de 5 ans pouvant être réduit en cas d'urgence (disposition sans objet dans le PPR d'Etoile sur Rhône voir articles 8-1, 11-1, 14-1, 17-1).

Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° ci-dessus, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.

Les travaux de prévention imposés en application du 4° à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant la publication du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités (*voir 2.2 ci-dessous*)

## **ARTICLE 2 - Effets du P.P.R.I.**

### **2-1 Zonage**

Conformément aux textes, l'étude du P.P.R.I. conduit à la détermination de limites territoriales dans lesquelles les différentes sortes d'utilisation et d'occupation des sols sont réglementées.

A cet effet, trois types de zones sont délimitées à l'intérieur du périmètre d'étude :

- zone **rouge**, exposée à un aléa fort ou nécessaire à l'écoulement et au stockage des eaux de crue. Sur une telle zone, seuls des aménagements très limités sont autorisés ;
- zone **bleue**, soumise à un aléa plus faible, où les aménagements sont possibles en respectant certaines prescriptions ;
- zone **blanche**, non inondable par les crues de référence, où aucune prescription particulière n'est imposée.

### **2-2 Conséquences sur les projets en zone réglementée**

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40-4 de la loi du 22 juillet 1987 modifiée. A ce titre, il doit être annexé au Plan local d'urbanisme (anciennement POS) de la commune concernée, conformément aux articles L 126-1 et R 123-24-4 du Code de l'Urbanisme. Toute demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol dans le périmètre inondable défini par le P.P.R. devra être accompagné des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet aux règles d'urbanisme instituées par le règlement du P.P.R.

La nature et les conditions d'exécution des mesures prescrites pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

### **2-3 Conséquences sur le régime d'assurance des biens et activités**

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la publication du P.P.R. continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982. Dans le cadre de ce régime général (hors contrats d'assurance particuliers), pour pouvoir bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, comme les inondations, les conditions à remplir sont :

- que les biens et activités nouveaux respectent les dispositions du P.P.R.,
- que les biens et activités soient assurables et régulièrement assurés,
- que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

Conformément à l'article 5 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, le PPR peut imposer des travaux pour réduire les dommages, aux propriétaires de biens situés en zone soumise à un risque naturel (dans un délai de 5 ans, après approbation du PPR et pour un montant inférieur à 10% de la valeur vénale ou estimée des biens appréciée à la date de la publication de ce plan). Les propriétaires ou exploitants de biens et activités implantés avant la date d'approbation du PPR doivent réaliser ce type de travaux prévus par le présent règlement (articles 8-1, 11-1, 14-1, 17-1) pour pouvoir bénéficier de la réparation des dommages dus aux inondations dans les mêmes conditions que pour les biens et activités nouveaux.

Dans le cas du PPR d'Etoile sur Rhône, ces travaux sont uniquement préconisés et le P.P.R. ne rend obligatoire de se conformer à des exigences techniques que lorsque des projets normaux d'entretien, de réparation ou de transformation (bâti) sont réalisés (articles 8-1, 11-1, 14-1, 17-1)

Il est rappelé qu'en application de l'article 40.5 de la loi du 22 juillet 1987, les infractions aux dispositions du P.P.R. sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article R.480.4 du Code de l'Urbanisme.



## **2-4 Dispositions relatives au libre écoulement des eaux et à la conservation du champ des inondations**

Conformément à l'article 16 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, le règlement définit, en tant que de besoin, les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation.

### **ARTICLE 3 - Références techniques**

Ces références techniques servent à définir les droits d'occupation du sol en zone réglementée par le PPR et les conditions d'implantation des constructions.

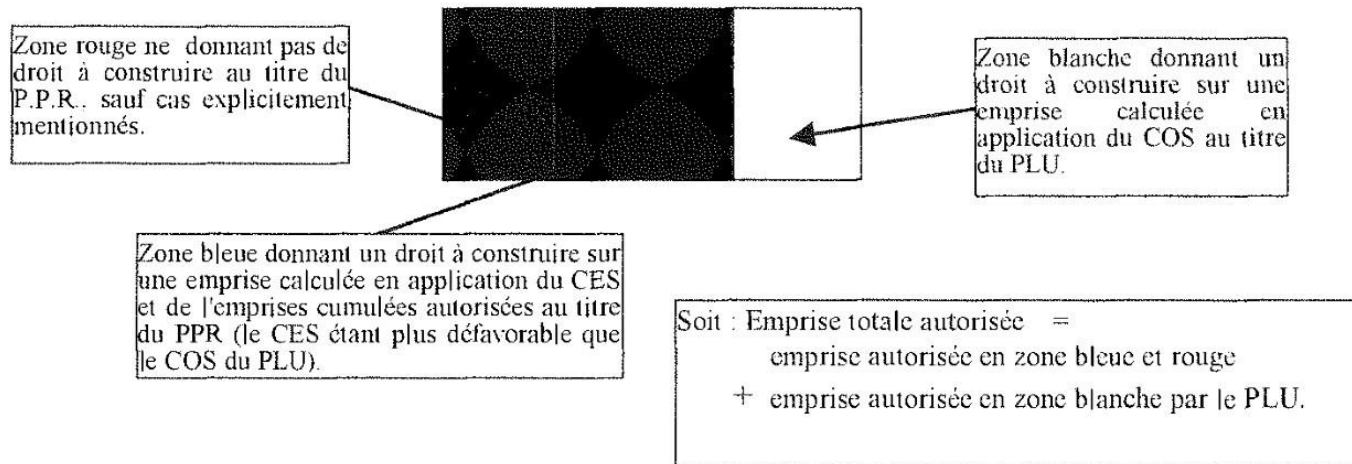
#### **3-1 Surface des constructions.**

Sur une parcelle, la surface maximale autorisée est définie par le coefficient d'emprise au sol autorisé (C.E.S.), correspondant au rapport de la projection au sol des bâtiments et remblais de ce terrain sur la surface totale de celui-ci, et par l'emprise cumulée autorisée définie explicitement dans certaines zones ( R1e ou B1).

Le CES et l'emprise cumulée ne s'appliquent pas pour certaines implantations (par exemple les hangars ouverts) mentionnées dans les dispositions de chaque type de zone.

En zone rouge, le CES ne s'applique que pour les reconstructions autorisées. Pour les nouvelles constructions, les limitations d'emprises cumulées autorisées sont stipulées dans les dispositions particulières applicables en zone rouge.

Sur une parcelle classée en totalité selon un même type de zone (bleue ou rouge), le CES et l'emprise maximale s'appliquent à la totalité de la parcelle. Sur une parcelle classée selon plusieurs types de zones (illustration si-dessous), au titre du présent PPR, ils s'appliquent indépendamment sur chacune de ces zones, comme l'illustre le schéma suivant :



Sur un ensemble de parcelles contiguës (tènement) appartenant au même propriétaire (ou exploitées par la même personne demandeuse d'un permis) ou à une même copropriété, le CES pourra être calculé globalement sur chacune des zones identiques au titre du présent Plan de Prévention des Risques.

La présente définition porte sur les parcelles et tènements existant à la date d'approbation du présent Plan de Prévention des Risques et, en cas de détachement d'une partie de la parcelle ou du tènement, postérieur à la date d'approbation du PPR, le calcul des droits à construire, au titre du CES autorisé par le PPR, continue à se faire sur la base du foncier existant à la date d'approbation du PPR.

### **3-2 Niveau des constructions**

Les niveaux de plancher, pour les constructions en zone réglementée sont définis par les cotes de référence retenues, correspondant aux différents niveaux des crues centennales du Rhône et de la Véore et de l'Ozon.

Ces cotes de référence correspondent à une altitude dans le système de nivellement général qui s'exprime en cotes normales (IGN1969) ou *orthométriques* sur certains documents.

Les lignes d'iso-valeurs des cotes de référence figurent sur le plan de zonage inclus dans le dossier de P.P.R.

Entre deux lignes d'iso-valeur, la cote de référence s'obtient par interpolation linéaire.

Toutes les informations sur les cotes de référence figurent de manière explicite sur le plan de zonage.

Les différents modes de submersion observés imposent de distinguer plusieurs secteurs pour la détermination de ces cotes de référence.

Pour les zones de débordement direct du Rhône, de la Véore ou de l'Ozon elles correspondent au niveau de la crue pour chaque Point Kilométrique du Rhône (PK) ou de la Véore (notés PV), ou à la modélisation des zones inondables par l'Ozon.

Les tableaux des pages suivantes mentionnent ces cotes, avec les cotes intermédiaires, ainsi que celles de la crue décennale pour information.

Pour les zones inondables du Rhône en amont de la dérivation de la Véore (submersion par remontée à l'aval de la digue CNR), la cote de référence est unique.

Pour les zones éloignées du lit de la Véore, en amont du pont de l'autoroute A7, les cotes de référence ont été établies par l'étude hydraulique spécifique.

Pour les secteurs inondables de la Véore et de l'Ozon situés à l'aval du pont de l'autoroute A7, les zones inondables ne sont pas liées aux débordements transversaux. Il s'agit de zones d'écoulements d'une lame d'eau provenant des passages inférieurs de l'autoroute. Ces secteurs ont été identifiés par le complément d'étude GéoPlus d'avril 1998 portant sur la Véore en aval de l'autoroute A7. Ils sont délimités par les contours des zones R2, sur le plan de zonage.

En zone B3, le risque de submersion n'est pas permanent, mais il est lié à d'éventuels dysfonctionnements au niveau des ponts SNCF et de la RN7.

A l'intérieur de ces zones R2 et B3, la cote de référence est une cote relative qui devra correspondre à une surélévation des planchers utilisables de **0.50m** au dessus du niveau moyen du terrain naturel. Ces deux derniers secteurs sont identifiés par des surfaces hachurées sur le plan de zonage.

### **3-3 Vulnérabilité**

Le règlement du P.P.R. proscrit l'augmentation notable de la vulnérabilité (degré de pertes ou d'endommagements) des personnes et des biens (articles 6, 9, 12 et 15), quand des changements de destination ou d'usage des locaux situés sous la cote de référence sont projetés.

Pour les personnes, cette notion se rattache au nombre de logements exposés ou au nombre de personnes hébergées pour les établissements accueillant des personnes.

Pour les biens, elle se rattache à la valeur vénale des biens assurés.



**3-4 Cotes de référence du Rhône (crue centennale)**

Ces cotes s'appliquent aux zones inondables du Rhône, c'est à dire les zones comprises entre le Rhône et la limite de la zone R2.

PK	Système NGF Orthométrique		Système Normal IGN1969 *		PK	Système NGF Orthométrique		Système Normal IGN1969 *	
	crue décennale	crue centennale cote de référence	crue décennale	crue centennale cote de référence		crue décennale	crue centennale cote de référence	crue décennale	crue centennale cote de référence
118.0	99.42	100.62	99.59	100.79	121.5	98.05	99.22	98.22	99.39
118.1	99.42	100.62	99.59	100.79	121.6	97.98	99.18	98.15	99.35
118.2	99.42	100.62	99.59	100.79	121.7	97.92	99.14	98.09	99.31
118.3	99.42	100.62	99.59	100.79	121.8	97.85	99.10	98.02	99.27
118.4	99.42	100.62	99.59	100.79	121.9	97.79	99.06	97.96	99.23
118.5	99.42	100.62	99.59	100.79	122.0	97.72	99.02	97.89	99.19
118.6	99.42	100.62	99.59	100.79	122.1	97.64	98.93	97.81	99.10
118.7	99.42	100.62	99.59	100.79	122.2	97.56	98.84	97.73	99.01
118.8	99.42	100.62	99.59	100.79	122.3	97.47	98.75	97.64	98.92
118.9	99.42	100.62	99.59	100.79	122.4	97.39	98.66	97.56	98.83
119.0	99.42	100.62	99.59	100.79	122.5	97.31	98.57	97.48	98.74
119.1	99.42	100.62	99.59	100.79	122.6	97.23	98.47	97.40	98.64
119.2	99.42	100.62	99.59	100.79	122.7	97.15	98.38	97.32	98.55
119.3	99.42	100.62	99.59	100.79	122.8	97.06	98.29	97.23	98.46
119.4	99.42	100.62	99.59	100.79	122.9	96.98	98.20	97.15	98.37
119.5	99.42	100.62	99.59	100.79	123.0	96.90	98.11	97.07	98.28
119.6	99.42	100.62	99.59	100.79	123.1	96.82	98.02	96.99	98.19
119.7	99.42	100.62	99.59	100.79	123.2	96.75	97.92	96.92	98.09
119.8	99.42	100.62	99.59	100.79	123.3	96.67	97.83	96.84	98.00
119.9	99.42	100.62	99.59	100.79	123.4	96.60	97.73	96.77	97.90
120.0	99.42	100.62	99.59	100.79	123.5	96.52	97.64	96.69	97.81
120.1	99.32	100.50	99.49	100.67	123.6	96.44	97.55	96.61	97.72
120.2	99.21	100.38	99.38	100.55	123.7	96.37	97.45	96.54	97.62
120.3	99.11	100.26	99.28	100.43	123.8	96.29	97.36	96.46	97.53
120.4	99.00	100.14	99.17	100.31	123.9	96.22	97.26	96.39	97.43
120.5	98.90	100.02	99.07	100.19	124.0	96.14	97.17	96.31	97.34
120.6	98.79	99.90	98.96	100.07	124.1	96.07	97.10	96.24	97.27
120.7	98.69	99.78	98.86	99.95	124.2	95.99	97.02	96.16	97.19
120.8	98.58	99.66	98.75	99.83	124.3	95.92	96.95	96.09	97.12
120.9	98.48	99.54	98.65	99.71	124.4	95.84	96.88	96.01	97.05
121.0	98.37	99.42	98.54	99.59	124.5	95.77	96.81	95.94	96.98
121.1	98.31	99.38	98.48	99.55	124.6	95.69	96.73	95.86	96.90
121.2	98.24	99.34	98.41	99.51	124.7	95.62	96.66	95.79	96.83
121.3	98.18	99.30	98.35	99.47	124.8	95.54	96.59	95.71	96.76
121.4	98.11	99.26	98.28	99.43	124.9	95.47	96.51	95.64	96.68
121.5	98.05	99.22	98.22	99.39	125.0	95.39	96.44	95.56	96.61

\* Le système Normal (IGN 69) est celui officiellement en vigueur depuis 1969. Toutefois, certains plans et documents peuvent faire référence à l'ancien système, dit orthométrique.

Sur la commune d'Etoile-sur-Rhône : altitude normale = altitude orthométrique + 0.17m

N.B. : en amont du PK 120, la submersion se fait par remontée en aval de la digue. Les cotes de référence à appliquer et figurant sur ce tableau sont inférieures au niveaux atteint dans le lit mineur du Rhône.

**3-5 Cotes en lit mineur de la crue centennale de la Véore en amont de l'autoroute A7**

PV	Lieu	crue cinquantennale, système IGN1969	crue centennale cote de référence, système IGN1969
<b>0.000</b>	<b>Pont A7</b>	<b>105.70</b>	<b>106.15</b>
0.103		107.00	107.70
<b>0.190</b>	<b>Pont RN7</b>	<b>108.20</b>	<b>108.48</b>
0.280		108.12	108.34
0.380		108.20	108.23
0.470		108.29	108.32
0.583		108.57	108.74
0.665		109.04	109.25
0.750		109.15	109.31
0.875		109.57	109.72
<b>1.040</b>	<b>Le Comte</b>	<b>110.00</b>	<b>110.29</b>
1.130		110.29	110.81
1.225		110.57	110.84
1.380		110.90	111.34
1.480		111.14	111.80
1.600		111.62	112.11
1.690		111.80	112.34
<b>1.760</b>	<b>Pont RD 111</b>	<b>112.33</b>	<b>112.98</b>
1.855		112.76	113.62
1.945		113.00	113.88
2.035		113.23	113.76
2.115		113.52	113.84
2.215		113.71	113.95
2.360		114.20	114.44
2.480		114.60	114.84
2.570		114.95	115.18
2.660		115.14	115.37
2.800		115.38	115.50

Les cotes de crue dans le lit mineur de l'Ozon n'ont pas été calculées.



## **TITRE II : MESURES COLLECTIVES**

### **Article 4 - Entretien des digues**

Plusieurs digues de protection interviennent pour la protection partielle des secteurs exposés aux débordements :

- digues du Rhône, gérées par le Syndicat des Digues du Cholet et de Chastagnon,
- digues de la Véore, gérées par le Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de la Véore.

Un autre maître d'ouvrage pourra reprendre à sa charge les aménagements et les obligations liées à ces ouvrages, sous réserve des dispositions prises en application des articles 10 et 31 de la loi n°92-3 sur l'eau.

Pour les digues de la Véore, un programme d'entretien est en cours de montage dans le cadre du contrat de rivière.

Pour l'ensemble de ces digues, les opérations d'entretien telles que confortement, débroussaillage des digues, évacuation des dépôts, amélioration de l'accessibilité ... feront l'objet d'un plan et d'un programme simple de gestion prévu par le code de l'environnement (loi de février 1995), dont la mise en œuvre, en tant que de besoin, et la mise à jour constituent pour le gestionnaire une obligation au titre du présent P.P.R.

### **Article 5 - Amélioration des écoulements**

Les conditions d'écoulement des crues de la Véore sous les ouvrages de franchissement de la RN7 et de la voie ferrée ont été étudiées (*études de Décembre 1995, Avril 1996, Avril 1998 et Septembre 1999*). Ces études, et en particulier celle complémentaire d'avril 1996, montrent l'insuffisance de capacité de ces ouvrages pour le transit du débit centennal, avec une influence prépondérante du pont de la RN7 .

Une amélioration sensible de ces conditions d'écoulement est préconisée, au titre des mesures de prévention collectives du présent PPR. Une étude a été réalisée en décembre 2003 par la DDE 26 (Géoplus), pour évaluer l'impact d'éventuels busages parallèles au pont de la RN7.

Un programme de travaux concernant le recalibrage de l'ensemble de ces ouvrages devra être élaboré par les maîtres d'ouvrages respectifs.

### **TITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES ROUGES DU RHONE, DE LA VEORE ET DE L'OZON A PRESERVER**

En zone rouge, inondée pour les crues de référence et délimitée sur le plan de zonage (pièce n° 2), les travaux, constructions, installations et activités sont très strictement réglementés en vue de ne pas accroître la vulnérabilité des biens et des personnes et afin de préserver les champs d'écoulement et d'expansion des crues.

La zone rouge comprend 3 types de zones spécifiques distinctes repérées sur le plan de zonage :

- Les zones rouges R1, du Rhône, de la Véore et de l'Ozon,
- Les zones R1e, inondables par les débordements directs du Rhône avec des hauteurs de submersion faibles, dans lesquelles les implantations de bâtiments d'élevage sont autorisés sous les conditions précisées par la suite,
- Les zones R2 repérées de manière distincte sur le plan de zonage (hachures) constituées par les zones d'écoulements de la Véore, par les passages inférieurs de la RN7, de la voie ferrée et de l'autoroute A7.

La zone connue pour être régulièrement inondée par les débordements de l'Ozon, dans le secteur des "Contents", a également été classée en zone R2, de manière à compléter l'information sur ce secteur.

#### **ARTICLE 6 - Interdictions**

Sont interdits dans les zones R1, R1e et R2 tous types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements ou d'exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles à l'exception de ceux visés à l'article 7 ci-après, et notamment les éléments suivants, cités de manière non limitative, pour information :

- les remblais autres que ceux strictement nécessaires à la mise en oeuvre d'aménagements autorisés à l'article 7,
- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage, à proximité des berges, ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- la création de sous-sols au-dessous de la cote de référence définie à l'article 3,
- les changements de destination des locaux situés sous la cote de référence définie à l'article 3 conduisant à augmenter la vulnérabilité des biens et/ou des personnes (notion définie à l'article 3-3).
- le stationnement temporaire ou permanent des véhicules, engins, caravanes, ou mobil-homes, sur des parkings, garages ou terrains de camping privés ou publics, dès que les crues ont débordé des berges du Rhône, de la Véore ou de l'Ozon.

#### **ARTICLE 7 - Autorisations**

Sont admis dans les zones R1, R1e et R2, à condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des dispositions de l'article 8 :

- les clôtures ménageant au moins 80% de surfaces vides, sans fondation faisant saillie sur le sol naturel,



- les cultures annuelles et pérennes, comprenant les serres,
- les vignes, les plantations d'arbres fruitiers et les haies coupe-vent,
- la sylviculture, à l'exclusion des plantations à enracinement superficiel comme les acacias, dès lors que les produits de coupe et d'élagage sont traités pour ne pas former d'embâcles,
- les espaces verts, les aires de jeux et de sport et les installations sanitaires nécessaires à ces équipements, conçus de manière à ne pas être endommagés par les crues jusqu'aux cotes de référence définies à l'article 3,
- les installations ou implantations directement liées aux exploitations agricoles, de type hangars ouverts ou partiellement fermés, de manière à ne pas s'opposer à l'écoulement des crues, ne servant qu'à stocker des récoltes ou du matériel susceptibles d'être évacués dès les premiers débordements et conçus de manière à ne subir ni occasionner de dommages lors des crues jusqu'aux cotes des crues de référence définie à l'article 3,
- les travaux de réparation, d'entretien et de gestion courants des constructions et des installations implantées antérieurement à l'approbation du présent plan.
- la reconstruction totale des bâtiments existant à la date d'approbation du présent Plan de Prévention des Risques sous réserve du respect des dispositions de l'article 8-2.
- l'exercice des activités autorisées avant la date d'approbation du présent Plan de Prévention.

Sans préjudice de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, pourront également être autorisés :

- tous les travaux prévus à l'article 31 de la loi du 3 Janvier 1992 sur l'eau :
  - d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
  - d'entretien et d'aménagement d'un cours d'eau non domanial, y compris les accès à ce cours d'eau
  - d'approvisionnement en eau
  - de maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement
  - de défense contre les inondations
  - de lutte contre la pollution
  - de protection et de conservation des eaux souterraines
  - de protection et de restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines
  - d'aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile.
- les équipements et infrastructures nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris la pose de lignes et de câbles,
- les installations et ouvrages directement liés à l'exploitation hydraulique et hydrométrique du Rhône,
- les aménagements directement liés à la navigabilité du Rhône,
- les carrières autorisées au titre de la législation sur les installations classées,
- les déblais qui constituent une mesure compensatoire ou améliorent l'écoulement ou l'expansion des crues.

Sont également admis uniquement dans les zones R1e et R2, à condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des dispositions de l'article 8 :

- les implantations de bâtiments fermés et sur-élevés à vocation agricole (ex. élevages), attenants à une exploitation agricole existante.

## **ARTICLE 8 - Dispositions particulières :**

### **8-1 Biens et activités existants**

Selon l'exposition aux inondations de certaines constructions, des travaux ou dispositifs de protection peuvent être efficaces pour en réduire la vulnérabilité. Sans que le présent PPR ne les rendent obligatoires, comme indiqué à l'article 2-3, les mesures suivantes pourront être prises :

- Création d'un niveau refuge au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3 ou d'une ouverture sur le toit,
- Mise à l'abri d'une entrée des eaux, par des dispositifs d'étanchéité, des ouvertures de bâtiments telles que portes, baies, soupiraux, orifices, conduits... situées sous la cote de référence définie à l'article 3,
- En complément à ces obturations, mise en place de pompes d'épuisement d'un débit suffisant permettant l'évacuation des eaux d'infiltration,
- Etanchéité ou tout au moins isolation par vannages de tous les réseaux techniques d'assainissement et d'eau potable,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les dispositifs de commande des réseaux électriques et techniques,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les appareillages fixes sensibles à l'eau,
- Les matériels et matériaux employés pour les locaux et installations situés sous la cote de référence définie à l'article 3 devront être de nature à résister aux dégradations par immersion.

L'opportunité et l'initiative de ces travaux relèvent de la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre, qui peuvent prendre conseil auprès des professionnels compétents.

Cependant, pour se conformer aux obligations du P.P.R. et chaque fois qu'il décidera de procéder à des travaux, le maître d'ouvrage devra appliquer les mesures ci-dessus mentionnées se rapportant à la nature des travaux entrepris. Les travaux visés concernent l'entretien, la réparation ou la transformation des locaux et installations existant, même si ces travaux ne sont pas motivés par le risque inondation.

*Par exemple : les éléments rénovés, remplacés ou complétés d'une installation électrique devront être réalisés en sélectionnant les matériels et matériaux qui restent situés sous la cote de référence en fonction de leur tenue à l'immersion et en plaçant les matériels sensibles au dessus de la cote de référence. Autres exemples en page 20 de la note de présentation.*

Dans tous les cas, les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ni occasionner de dégradations.

### **8-2 Biens et activités futurs ou temporaires :**

*Pour tout aménagement nouveau, les objectifs du P.P.R., outre la nécessité de ne pas aggraver le risque ni d'en provoquer de nouveaux, sont de limiter au maximum les remblais dans les zones inondables, pour conserver au maximum les capacités d'écoulement et d'expansion. Les mesures énoncées dans cet article sont donc obligatoires, mais des précautions complémentaires peuvent être prises à l'initiative des aménageurs ou exploitants.*



Les aménagements et exploitations temporaires sont autorisés avec un premier niveau utilisable inférieur à la cote de référence définie à l'article 3, à condition que toutes les dispositions techniques soient prises pour que ces installations soient évacuées en cas de crue ou, lorsque cela ne sera pas possible, qu'ils ne soient pas entraînés et qu'ils ne subissent ni n'occasionnent aucun dommage jusqu'au niveau de la crue de référence.

Les équipements nouveaux permanents, visés à l'article 7, en zone **R1**, **R1e** et **R2**, ne pourront être autorisés que sous les conditions suivantes :

- En cas de reconstruction totale d'un bâtiment, le C.E.S. ne devra pas dépasser celui de la construction existante à la date d'approbation du présent P.P.R. et le premier plancher utilisable devra être situé à un niveau supérieur à la cote de référence définie à l'article 3, à l'exception des hangars agricoles autorisés à l'article 7.
- Les hangars agricoles autorisés à l'article 7 seront implantés avec leur plus grand coté parallèle à l'axe Nord-Sud et conserveront, au moins sur leur deux petits cotés, des dispositifs de clôture ménageant 50% de surface ouverte.
- Les clôtures, cultures, plantations, hangars agricoles ouverts et espaces verts et de jeux s'effectueront sans remblaiement.
- Les réseaux et équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les installations de chauffage, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de la cote de référence.
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de sorte qu'elles n'occasionnent ni ne subissent de dommages lors des crues, notamment par remontée des effluents,
- Les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements ou érosions localisées,
- Les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la cote de référence définie à l'article 3 soient de nature à résister aux dégradations par immersion,
- Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau ne remonte dans les murs des bâtiments par capillarité,

Tous les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ni occasionner de dégradations.

Les nouveaux bâtiments fermés et sur-élevés à vocation agricole visés à l'article 7, en zone **R1e** et en zone **R2**, ne pourront être autorisés que sous les conditions supplémentaires suivantes :

- l'emprise cumulée supplémentaire par rapport à celle existant à la date d'approbation du PPR sera limitée à 1000 m<sup>2</sup> (surface prenant en compte les éléments indiqués à l'article 3.1) pour chaque exploitation agricole existant à la date d'approbation du PPR,
- les nouveaux bâtiments seront implantés dans un rayon maximum de 100m autour des bâtiments d'exploitation existants.

## **TITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B1, CONSTRUCTIBLE SOUS CONDITIONS**

La zone bleue B1 est également inondée pour les crues de référence du Rhône, de la Véore ou de l'Ozon.

La zone soumise aux crues du Rhône comprend des secteurs occupés par des activités essentiellement agricoles et par quelques habitations qui sont exposées aux débordements. Les hauteurs de submersion à la crue de référence restent inférieures à un mètre.

La zone exposée aux crues de la Véore comprend des secteurs agricoles, mais aussi des activités économiques non agricoles et des habitations. A la crue centennale, les hauteurs de submersion sont inférieures à 0.50m et les vitesses du courant sont inférieures à 1.00m/s.

En zone bleue des mesures particulières de prévention et de protection sont recommandées pour l'existant comme pour le futur.

### **ARTICLE 9- Interdictions**

En zone bleue B1 sont interdits :

- les remblaiements (autres que ceux strictement nécessaires à la réalisation des projets autorisés) généraux,
- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage, à proximité des berges, ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- la création de sous-sols au-dessous de la cote de référence définie à l'article 3,
- les changements de destination des locaux existant, sous la cote de référence définie à l'article 3, conduisant à augmenter la vulnérabilité des biens et/ou des personnes (notion définie à l'article 3-3).
- le stationnement temporaire ou permanent des véhicules, engins, caravanes, ou mobil-homes, sur des parkings, garages ou terrains de camping privés ou publics, dès que les crues ont débordé des berges du Rhône, de la Véore ou de l'Ozon.

### **ARTICLE 10 - Autorisations**

Sont admis en zone bleue B1, à condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des dispositions de l'article 11, les ouvrages, constructions et activités qui ne sont pas interdits à l'article 9, et notamment les éléments suivants, cités de manière non limitative, pour information :

- les installations, aménagements et activités autorisés en zone rouge et ce dans les mêmes conditions,
- l'exercice des activités autorisées avant la date d'approbation du présent Plan de Prévention,
- l'aménagement des constructions et ouvrages existants avant la date d'approbation du PPRI ainsi que l'implantation de nouveaux ouvrages, constructions et activités respectant les prescriptions mentionnées à l'article 11 suivant.



## **ARTICLE 11 - Dispositions particulières :**

### **11-1 Biens et activités existants**

Selon l'exposition aux inondations de certaines constructions, des travaux ou dispositifs de protection peuvent être efficaces pour en réduire la vulnérabilité. Sans que le présent PPR ne les rendent obligatoires, comme indiqué à l'article 2-3, les mesures suivantes pourront être prises :

- Création d'un niveau refuge au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3 ou d'une ouverture sur le toit,
- Mise à l'abri d'une entrée des eaux, par des dispositifs d'étanchéité, des ouvertures de bâtiments telles que portes, baies, soupiraux, orifices, conduits... situées sous la cote de référence définie à l'article 3,
- En complément à ces obturations, mise en place de pompes d'épuisement d'un débit suffisant permettant l'évacuation des eaux d'infiltration,
- Etanchéité ou tout au moins isolation par vannages de tous les réseaux techniques d'assainissement et d'eau potable,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les dispositifs de commande des réseaux électriques et techniques,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les appareillages fixes sensibles à l'eau,
- Les matériels et matériaux employés pour les locaux et installations situés sous la cote de référence définie à l'article 3 devront être de nature à résister aux dégradations par immersion.

L'opportunité et l'initiative de ces travaux relèvent de la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre, qui peuvent prendre conseil auprès des professionnels compétents.

Cependant, pour se conformer aux obligations du P.P.R. et chaque fois qu'il décidera de procéder à des travaux, le maître d'ouvrage devra appliquer les mesures ci-dessus mentionnées se rapportant à la nature des travaux entrepris. Les travaux visés concernent l'entretien, la réparation ou la transformation des locaux et installations existant, même si ces travaux ne sont pas motivés par le risque inondation.

*Par exemple : les éléments rénovés, remplacés ou complétés d'une installation électrique devront être réalisés en sélectionnant les matériels et matériaux qui restent situés sous la cote de référence en fonction de leur tenue à l'immersion et en plaçant les matériels sensibles au dessus de la cote de référence. Autres exemples en page 20 de la note de présentation.*

Dans tous les cas, les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ni occasionner de dégradations.

### **11-2 Biens et activités futurs ou temporaires**

*Pour tout aménagement nouveau, les objectifs du P.P.R., outre la nécessité de ne pas aggraver le risque ni d'en provoquer de nouveaux, sont de limiter au maximum les remblais dans les zones inondables, pour conserver au maximum les capacités d'écoulement et d'expansion. Les mesures énoncées dans cet article sont donc obligatoires, mais des précautions complémentaires peuvent être prises, à l'initiative des aménageurs ou exploitants.*

Les aménagements et exploitations temporaires sont autorisés avec un premier niveau utilisable inférieur à la cote de référence définie à l'article 3, à condition que toutes les dispositions techniques soient prises pour que ces installations soient évacuées en cas de crue ou, lorsque cela ne sera pas possible, qu'ils ne soient pas entraînés et qu'ils ne subissent ni n'occasionnent aucun dommage jusqu'au niveau de la crue de référence.

Les constructions nouvelles ou extensions, visées à l'article 10, devront se conformer aux prescriptions suivantes :

- de la même manière qu'en zone rouge, les clôtures, cultures, plantations, hangars agricoles et espaces verts et de jeux s'effectueront sans remblaiement préalable.
- le C.E.S., tel que défini à l'article 3, applicable en zone bleue B1 devra être inférieur ou égal à 0.1 et, dans tous les cas, l'emprise cumulée de la totalité des constructions sur une parcelle en zone bleue B1 ne pourra pas être portée à une valeur supérieure à 300 m<sup>2</sup>.
- toutefois, en cas de reconstruction totale d'un bâtiment, ce C.E.S. pourra être dépassé à concurrence du C.E.S. de la construction existant à la date d'approbation du présent plan; les autres prescriptions ci-dessous restant applicables.
- pour les constructions nouvelles édifiées sur remblai, le calcul du C.E.S. portera sur la totalité des bâtiments et remblais, et sera calculé tel que défini à l'article 3,
- le premier plancher utilisable, édifié sur remblais, sur pilotis ou sur vide sanitaire ouvert, devra être situé à un niveau supérieur à la cote de référence définie à l'article 3 (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),
- toutes les ouvertures des bâtiments doivent être placées au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3 (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),
- les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements ou érosions localisées,
- les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la cote de référence définie à l'article 3 soient de nature à résister aux dégradations par immersion,
- toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau ne remonte dans les murs des bâtiments par capillarité,
- les réseaux et équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les installations de chauffage, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de la cote de référence,
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de sorte qu'elles n'occasionnent ni ne subissent de dommages lors des crues, notamment par remontée des effluents,

Tous les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ni occasionner de dégradations.



## **TITRE V : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B2, CONSTRUCTIBLE SOUS CONDITIONS**

La zone bleue B2 est également inondée pour les crues de référence de la Véore.

Elle comprend des secteurs d'activités économiques déjà occupés ou en projet, en limite de zone inondable à la crue centennale, les hauteurs de submersion y sont peu importantes.

En zone bleue B2, des mesures particulières de prévention et de protection sont également recommandées pour l'existant comme pour le futur.

### **ARTICLE 12- Interdictions**

En zone bleue B2 sont interdits :

- les remblaiements (autres que ceux strictement nécessaires à la réalisation des projets autorisés) généraux,
- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage, à proximité des berges, ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- la création de sous-sols au-dessous de la cote de référence définie à l'article 3,
- les changements de destination des locaux existant sous la cote de référence définie à l'article 3 conduisant à augmenter la vulnérabilité des biens et/ou des personnes (notion définie à l'article 3-3).
- le stationnement temporaire ou permanent des véhicules, engins, caravanes, ou mobil-homes, sur des parkings, garages ou terrains de camping privés ou publics, dès que les crues ont débordé des berges du Rhône, de la Véore ou de l'Ozon.

### **ARTICLE 13 - Autorisations**

Sont admis en zone bleue B2, à condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des dispositions de l'article 14, les ouvrages, constructions et activités qui ne sont pas interdits à l'article 12, et notamment les éléments suivants, cités de manière non limitative, pour information :

- les installations, aménagements et activités autorisés en zone rouge et ce dans les mêmes conditions,
- l'exercice des activités autorisées avant la date d'approbation du présent Plan de Prévention,
- l'aménagement des constructions et ouvrages existants avant la date d'approbation du PPRi ainsi que l'implantation de nouveaux ouvrages, constructions et activités respectant les prescriptions mentionnées à l'article 14 suivant.

## **ARTICLE 14 - Dispositions particulières :**

### **14-1 Biens et activités existants**

Selon l'exposition aux inondations de certaines constructions, des travaux ou dispositifs de protection peuvent être efficaces pour en réduire la vulnérabilité. Sans que le présent PPR ne les rendent obligatoires, comme indiqué à l'article 2-3, les mesures suivantes pourront être prises :

- Création d'un niveau refuge au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3 ou d'une ouverture sur le toit,
- Mise à l'abri d'une entrée des eaux, par des dispositifs d'étanchéité, des ouvertures de bâtiments telles que portes, baies, soupiraux, orifices, conduits... situées sous la cote de référence définie à l'article 3,
- En complément à ces obturations, mise en place de pompes d'épuisement d'un débit suffisant permettant l'évacuation des eaux d'infiltration,
- Etanchéité ou tout au moins isolation par vannages de tous les réseaux techniques d'assainissement et d'eau potable,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les dispositifs de commande des réseaux électriques et techniques,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les appareillages fixes sensibles à l'eau,
- Les matériels et matériaux employés pour les locaux et installations situés sous la cote de référence définie à l'article 3 devront être de nature à résister aux dégradations par immersion.

L'opportunité et l'initiative de ces travaux relèvent de la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre, qui peuvent prendre conseil auprès des professionnels compétents.

Cependant, pour se conformer aux obligations du P.P.R. et chaque fois qu'il décidera de procéder à des travaux, le maître d'ouvrage devra appliquer les mesures ci-dessus mentionnées se rapportant à la nature des travaux entrepris. Les travaux visés concernent l'entretien, la réparation ou la transformation des locaux et installations existant, même si ces travaux ne sont pas motivés par le risque inondation.

*Par exemple : les éléments rénovés, remplacés ou complétés d'une installation électrique devront être réalisés en sélectionnant les matériels et matériaux qui restent situés sous la cote de référence en fonction de leur tenue à l'immersion et en plaçant les matériels sensibles au dessus de la cote de référence. Autres exemples en page 20 de la note de présentation.*

Dans tous les cas, les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ni occasionner de dégradations.

### **14-2 Biens et activités futurs ou temporaires**

*Pour tout aménagement nouveau, les objectifs du P.P.R., outre la nécessité de ne pas aggraver le risque ni d'en provoquer de nouveaux, sont de limiter au maximum les remblais dans les zones inondables, pour conserver au maximum les capacités d'écoulement et d'expansion. Les mesures énoncées dans cet article sont donc obligatoires, mais des précautions complémentaires peuvent être prises, à l'initiative des aménageurs ou exploitants.*



Les aménagements et exploitations temporaires sont autorisés avec un premier niveau utilisable inférieur à la cote de référence définie à l'article 3, à condition que toutes les dispositions techniques soient prises pour que ces installations soient évacuées en cas de crue ou, lorsque cela ne sera pas possible, qu'ils ne soient pas entraînés et qu'ils ne subissent ni n'occasionnent aucun dommage jusqu'au niveau de la crue de référence.

Les constructions nouvelles ou extensions, visées à l'article 13, devront se conformer aux prescriptions suivantes :

- de la même manière qu'en zone rouge, les clôtures, cultures, plantations, hangars agricoles et espaces verts et de jeux s'effectueront sans remblaiement préalable.
- le C.E.S., tel que défini à l'article 3, applicable en zone bleue B2 devra être inférieur ou égal à 0.5.
- Toutefois, en cas de reconstruction totale d'un bâtiment, ce C.E.S. pourra être dépassé à concurrence du C.E.S. de la construction existant à la date d'approbation du présent plan; les autres prescriptions ci-dessous restant applicables.
- pour les constructions nouvelles édifiées sur remblai, le calcul du C.E.S. portera sur la totalité des bâtiments et remblais, et sera calculé tel que défini à l'article 3,
- le premier plancher utilisable, édifié sur remblais, sur pilotis ou sur vide sanitaire ouvert, devra être situé à un niveau supérieur à la cote de référence définie à l'article 3 (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),
- toutes les ouvertures des bâtiments doivent être placées au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3 (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),
- les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements ou érosions localisées,
- les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la cote de référence définie à l'article 3 soient de nature à résister aux dégradations par immersion,
- toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau ne remonte dans les murs des bâtiments par capillarité,
- les réseaux et équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les installations de chauffage, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de la cote de référence,
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de sorte qu'elles n'occasionnent ni ne subissent de dommages lors des crues, notamment par remontée des effluents,

Tous les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ni occasionner de dégradations.

## **TITRE VI : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B3, CONSTRUCTIBLE SOUS CONDITIONS**

La zone bleue B3 est identifiée comme une zone théoriquement protégée des crues de la Véore, mais qui peut cependant être soumise à des débordements en cas d'obstruction accidentelle des exutoires (ponts RN7 et SNCF). Elle est située au delà d'une zone rouge de 40m de largeur qui garanti un recul depuis les digues.

En zone bleue B3, des mesures particulières de prévention et de protection sont recommandées pour l'existant comme pour le futur.

### **ARTICLE 15- Interdictions**

En zone bleue B3 sont interdits :

- les remblaiements (autres que ceux strictement nécessaires à la réalisation des projets autorisés) généraux,
- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage, à proximité des berges, ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- la création de sous-sols au-dessous de la cote
- les changements de destination des locaux existant sous la cote de référence définie à l'article 3 conduisant à augmenter la vulnérabilité des biens et/ou des personnes (notion définie à l'article 3-3).
- le stationnement temporaire ou permanent des véhicules, engins, caravanes, ou mobil-homes, sur des parkings, garages ou terrains de camping privés ou publics, dès que les crues ont débordé des berges du Rhône, de la Véore ou de l'Ozon.

### **ARTICLE 16 - Autorisations**

Sont admis en zone bleue B3, à condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, et sous réserve du respect des dispositions de l'article 17, les ouvrages, constructions et activités qui ne sont pas interdits à l'article 15, et notamment les éléments suivants, cités de manière non limitative, pour information :

- les installations, aménagements et activités autorisés en zone rouge et ce dans les mêmes conditions,
- l'exercice des activités autorisées avant la date d'approbation du présent Plan de Prévention,
- l'aménagement des constructions et ouvrages existants avant la date d'approbation du PPRI ainsi que l'implantation de nouveaux ouvrages, constructions et activités respectant les prescriptions mentionnées à l'article 17 suivant.



## **ARTICLE 17 - Dispositions particulières :**

### **17-1 Biens et activités existants**

Selon l'exposition aux inondations de certaines constructions, des travaux ou dispositifs de protection peuvent être efficaces pour en réduire la vulnérabilité. Sans que le présent PPR ne les rendent obligatoires, comme indiqué à l'article 2-3, les mesures suivantes pourront être prises :

- Création d'un niveau refuge au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3 ou d'une ouverture sur le toit,
- Mise à l'abri d'une entrée des eaux, par des dispositifs d'étanchéité, des ouvertures de bâtiments telles que portes, baies, soupiraux, orifices, conduits... situées sous la cote de référence définie à l'article 3,
- En complément à ces obturations, mise en place de pompes d'épuisement d'un débit suffisant permettant l'évacuation des eaux d'infiltration,
- Etanchéité ou tout au moins isolation par vannages de tous les réseaux techniques d'assainissement et d'eau potable,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les dispositifs de commande des réseaux électriques et techniques,
- Installation au-dessus de la cote de la crue de référence de tous les appareillages fixes sensibles à l'eau,
- Les matériels et matériaux employés pour les locaux et installations situés sous la cote de référence définie à l'article 3 devront être de nature à résister aux dégradations par immersion.

L'opportunité et l'initiative de ces travaux relèvent de la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre, qui peuvent prendre conseil auprès des professionnels compétents.

Cependant, pour se conformer aux obligations du P.P.R. et chaque fois qu'il décidera de procéder à des travaux, le maître d'ouvrage devra appliquer les mesures ci-dessus mentionnées se rapportant à la nature des travaux entrepris. Les travaux visés concernent l'entretien, la réparation ou la transformation des locaux et installations existant, même si ces travaux ne sont pas motivés par le risque inondation.

*Par exemple : les éléments rénovés, remplacés ou complétés d'une installation électrique devront être réalisés en sélectionnant les matériels et matériaux qui restent situés sous la cote de référence en fonction de leur tenue à l'immersion et en plaçant les matériels sensibles au dessus de la cote de référence. Autres exemples en page 20 de la note de présentation.*

Dans tous les cas, les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés ou stockés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux, à ne pas subir ni occasionner de dégradations.

### **17-2 Biens et activités futurs ou temporaires**

*Pour tout aménagement nouveau, les objectifs du P.P.R., outre la nécessité de ne pas aggraver le risque ni d'en provoquer de nouveaux, sont de limiter au maximum les remblais dans les zones inondables, pour conserver au maximum les capacités d'écoulement et d'expansion. Les mesures énoncées dans cet article sont donc obligatoires, mais des précautions complémentaires peuvent être prises, à l'initiative des aménageurs ou exploitants.*

Les aménagements et exploitations temporaires sont autorisés avec un premier niveau utilisable inférieur à la cote de référence définie à l'article 3, à condition que toutes les dispositions techniques soient prises pour que ces installations soient évacuées en cas de crue ou, lorsque cela ne sera pas possible, qu'ils ne soient pas entraînés et qu'ils ne subissent ni n'occasionnent aucun dommage jusqu'au niveau de la crue de référence.

Les constructions nouvelles ou extensions, visées à l'article 16, devront se conformer aux prescriptions suivantes :

- de la même manière qu'en zone rouge, les clôtures, cultures, plantations, hangars agricoles et espaces verts et de jeux s'effectueront sans remblaiement préalable.
- le C.E.S., tel que défini à l'article 3, applicable en zone bleue B3 devra être inférieur ou égal à **0.5**.
- Toutefois, en cas de reconstruction totale d'un bâtiment, ce C.E.S. pourra être dépassé à concurrence du C.E.S. de la construction existant à la date d'approbation du présent plan; les autres prescriptions ci-dessous restant applicables.
- pour les constructions nouvelles édifiées sur remblai, le calcul du C.E.S. portera sur la totalité des bâtiments et remblais, et sera calculé tel que défini à l'article 3,
- le premier plancher utilisable, édifié sur remblais, sur pilotis ou sur vide sanitaire ouvert, devra être surélevé de **0.50m** par rapport à la cote moyenne du terrain naturel (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),
- toutes les ouvertures des bâtiments doivent être placées au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3 (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),
- les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements ou érosions localisées,
- les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la cote de référence définie à l'article 3 soient de nature à résister aux dégradations par immersion,
- toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau ne remonte dans les murs des bâtiments par capillarité,
- les réseaux et équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les installations de chauffage, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de la cote de référence,
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de sorte qu'elles n'occasionnent ni ne subissent de dommages lors des crues, notamment par remontée des effluents,

Tous les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :

- soit placés au-dessus de la cote de référence définie à l'article 3,
- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,
- soit arrimés de manière à ne pas être entraînés par les crues et stockés de manière à ne pas polluer les eaux, ni subir ou occasionner de dégradations.

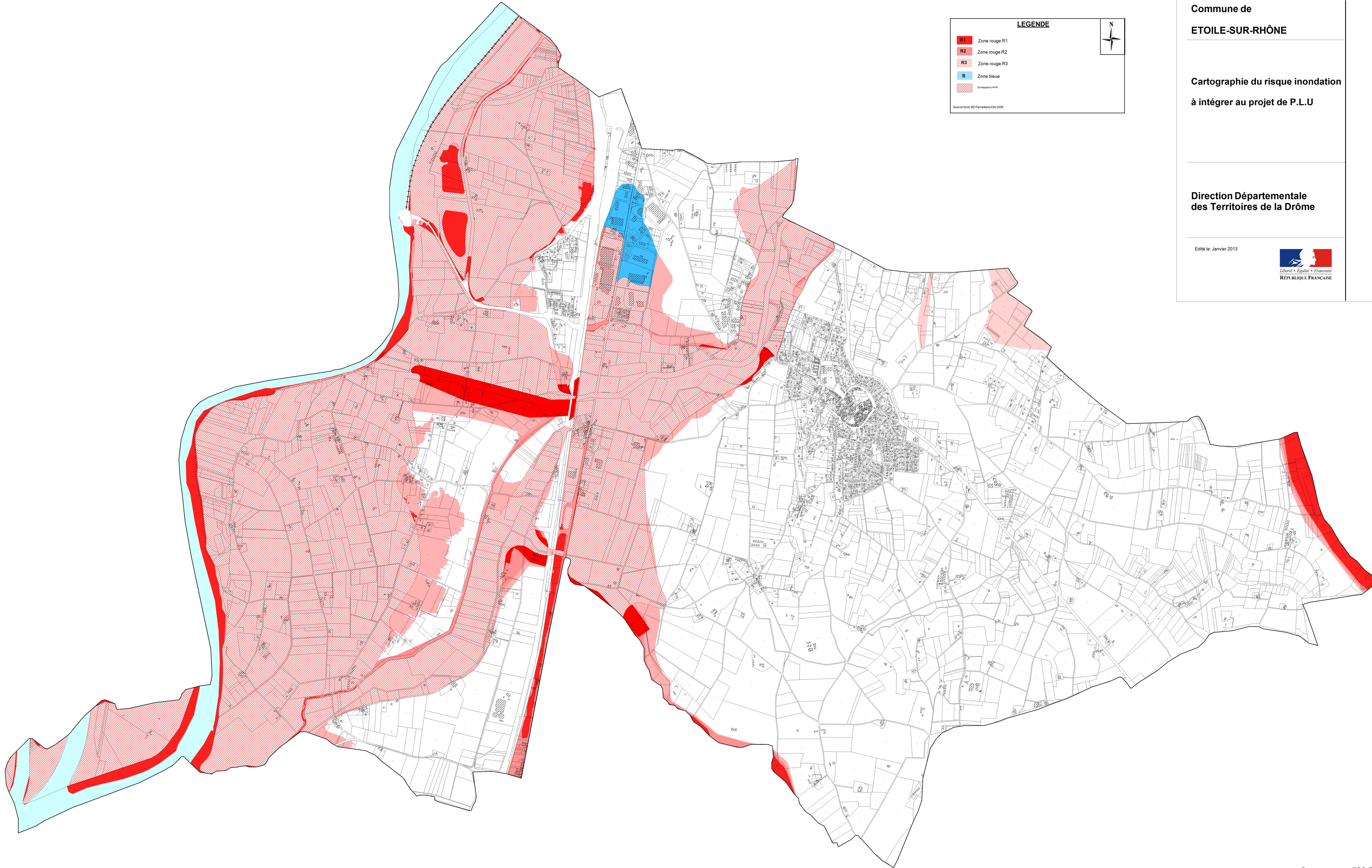


## ***TITRE VII : AVERTISSEMENT CONCERNANT LA ZONE BLANCHE***

En dehors des zones rouge et bleue définies ci-dessus, le risque d'inondation normalement prévisible est faible. La zone blanche ainsi définie n'est pas sujette à des prescriptions particulières.

Cependant, pour l'établissement et l'utilisation de sous-sols et dispositifs enterrés, à proximité des zones rouges et bleues, on doit prendre en compte la présence d'une nappe souterraine ainsi que l'éventualité d'une crue de période de retour supérieure à cent ans.





Commune de  
**ETOILE-SUR-RHÔNE**

**Cartographie du risque inondation**  
**à intégrer au projet de P.L.U**

**Direction Départementale**  
**des Territoires de la Drôme**

Edité le: Janvier 2013



0 500,0  
mètres



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS  
PREVISIBLES INONDATIONS

(P.P.R.I.)

COMMUNE : ETOILE SUR RHÔNE

PLAN DE ZONAGE

SECTEUR EST

ECHELLE : 1/5000

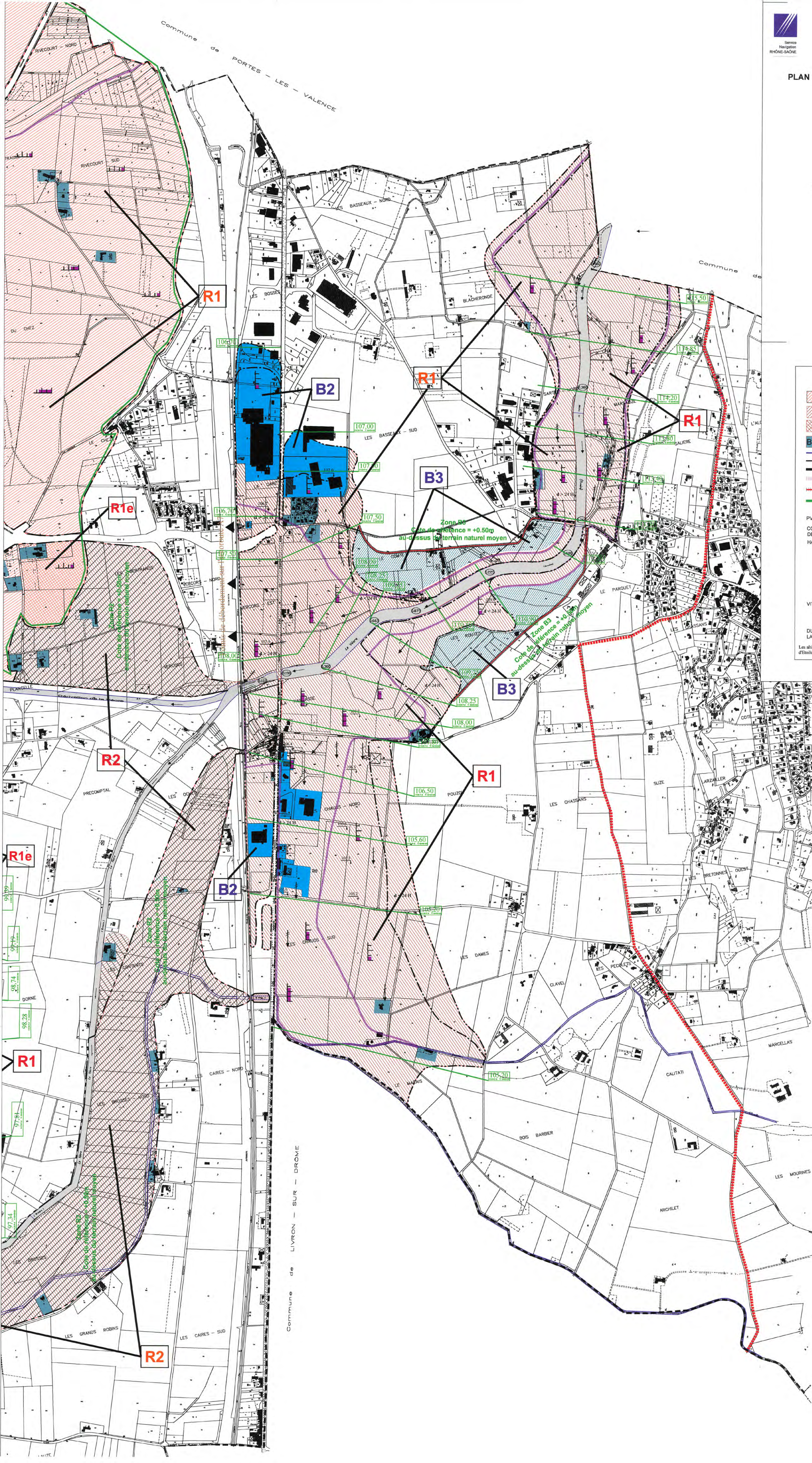
Novembre 2004

LEGENDE

- R1 ZONE INONDABLE DU RHONE "ROUGE", A PRESERVER
- R1 ZONE INONDABLE DE LA VEORE OU DE L'OZON "ROUGE", A PRESERVER
- R2 ZONE "ROUGE" D'ÉCOULEMENT DE LA VEORE, AVAL DE L'AUTOROUTE A7, A PRESERVER
- B1 B2 B3 ZONE INONDABLE "BLEUE", CONSTRUCTIBLE SOUS CERTAINES CONDITIONS
- LIMITE DE LA CRUE CINQUENTENNALE
- LIMITE DE LA CRUE CENTENNALE
- LIMITE DE LA COMMUNE
- LIMITE DE LA ZONE D'ALEA FORT
- EXTENSION DE LA CRUE CENTENNALE EN CAS D'OBSTRUCTION DU PONT D'ETOILE
- LIGNES D'ISO VALEUR DES COTES DE REFERENCE

PV : Point kilométrique de la Véore  
COTE (IGN1969) DE LA CRUE CENTENNALE DE REFERENCE DE LA VEORE  
HAUTEUR D'EAU A LA CRUE CENTENNALE :  
 $h > 1.0 \text{ m}$   
 $1.0 \text{ m} > h > 0.5 \text{ m}$   
 $h < 0.5 \text{ m}$   
VITESSES D'ÉCOULEMENT :  
 $V > 1.0 \text{ m/s}$   
 $V < 1.0 \text{ m/s}$   
DUREE INDICATIVE DE SUBMERSION A LA CRUE CENTENNALE :  
 $d < 24 \text{ H}$

Les altitudes indiquées sont dans le repère IGN 1969, avec la relation, dans le secteur d'Etoile sur Rhône : Altitude IGN 1969 = Altitude NGF Orthométrique + 0.18 m.





PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS  
PREVISIBILES INONDATIONS

(P.P.R.I.)

COMMUNE : ETOILE SUR RHONE

PLAN DE ZONAGE  
SECTEUR OUEST

ECHELLE : 1/5000

Novembre 2004

**LEGENDE**

**R1** ZONE INONDABLE DU RHONE "ROUGE", A PRESERVER

**R1e** ZONE INONDABLE DU RHONE "ROUGE", ACCESSIBLE POUR BATIMENTS AGRICOLES D'ELEVAGE

**R1** ZONE INONDABLE DE LA VEORE OU DE L'OZON "ROUGE", A PRESERVER

**R2** ZONE "ROUGE" D'ECOULEMENT DE LA VEORE OU DE L'OZON, AVAL DE L'AUTOROUTE A7, A PRESERVER

**B1 B2 B3** ZONE INONDABLE "BLEUE", CONSTRUCTIBLE SOUS CERTAINES CONDITIONS

--- LIMITE DE LA ZONE D'ALEA FORT

--- LIMITE DE LA CRUE CENTENNALE

--- LIMITE DE LA COMMUNE

--- DIGUES DU RHONE (gestion syndicale)

--- LIGNES D'ISO VALEUR DES COTES DE REFERENCE

**F100 : 125.35** NIVEAU DE LA LIGNE D'EAU CENTENNALE (LIT MINEUR) DU RHONE AU DROIT DU P.K. CONSIDERE (IGN 1969)

**F10 : 120.10** NIVEAU DE LA LIGNE D'EAU DECENNALE (LIT MINEUR) DU RHONE AU DROIT DU P.K. CONSIDERE (IGN 1969)

**(120)** Point Kilométrique DU RHONE

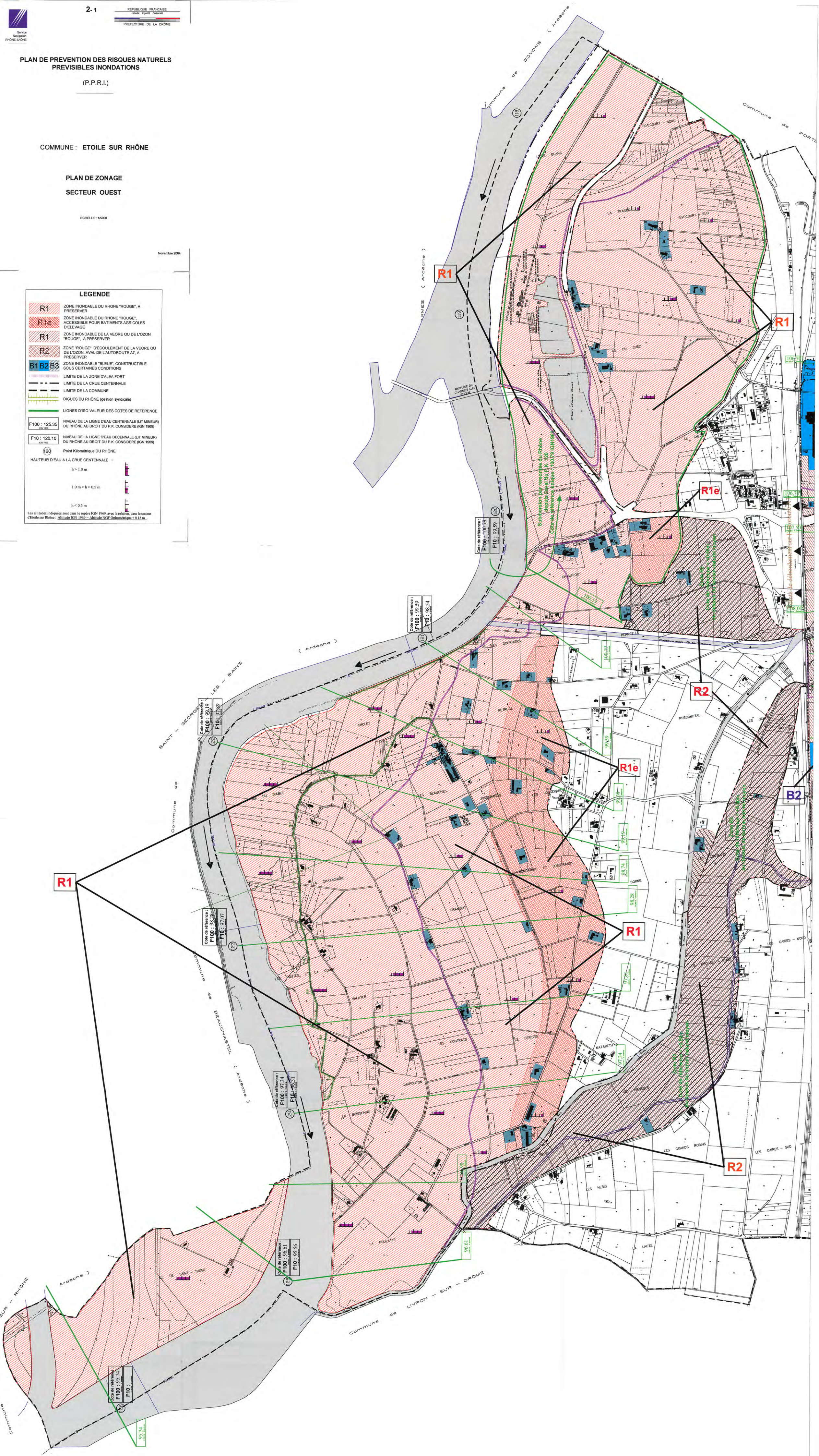
HAUTEUR D'EAU A LA CRUE CENTENNALE :

h > 1.0 m

1.0 m > h > 0.5 m

h < 0.5 m

Les altitudes indiquées sont dans le repère IGN 1969, avec la relation, dans le secteur d'Etoile sur Rhône : Altitude IGN 1969 = Altitude NGF Orthométrique + 0.18 m.







DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ


## ANNEXE N° 6.9 : ÉTUDE LOI BARNIER

Visa de la Sous-Préfecture

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
---	---	---	--





## Avant-propos

---

Dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement et de développement économique, la communauté de Communes des Confluences Drôme-Ardèche développe la zone d'activités des Caires à Etoile sur Rhône.

Le site bénéficie d'une situation géographique privilégiée à proximité d'infrastructures de communication stratégiques (RN7 et A7) et au cœur d'une intercommunalité dynamique profitant d'un tissu économique local bien présent et de nombreux services aux habitants.

La zone d'activités des Caires longe l'autoroute A7. L'article L111-1-4 du Code de l'urbanisme stipule que :

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites **dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes**, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. [...] Elle ne s'applique pas :*

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;*
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;*
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;*
- aux réseaux d'intérêt public.*

*Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. [...].*

**Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.[...].**

*Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation. »*

La présente étude a ainsi pour objet de présenter le projet urbain de la zone d'activités ainsi que les recommandations architecturales, paysagères et environnementales justifiant de la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

## I. Élément de contexte

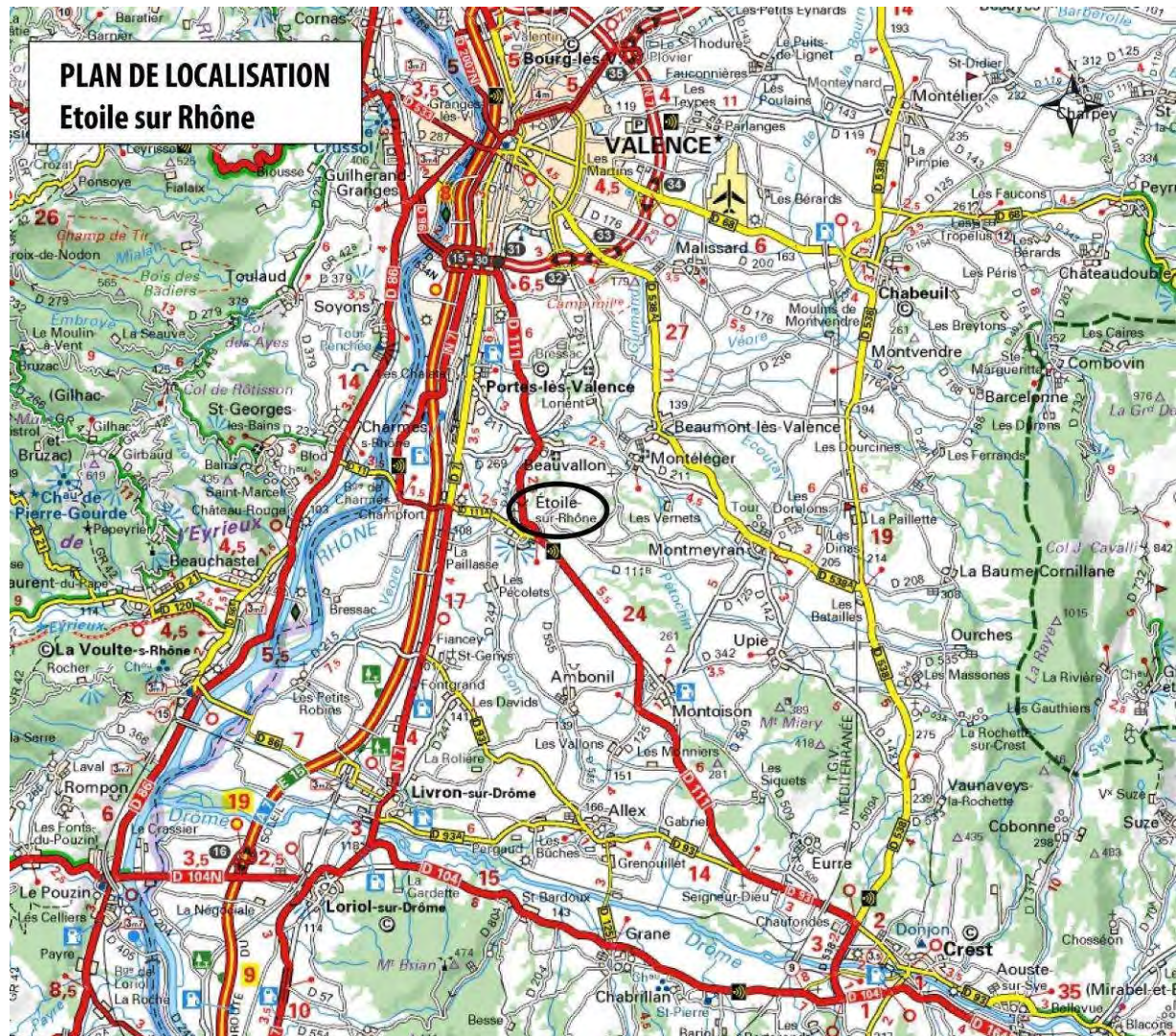
---

## A - Etoile sur Rhône

### 1. Présentation de la commune

La commune d'Etoile-sur-Rhône est située sur l'axe des grandes infrastructures de la Vallée du Rhône, à 11 kilomètres au Sud de Valence et à 18 kilomètres à l'Ouest de Crest. Couvrant une superficie de 4279 ha, sa population est estimée à 4862 habitants en 2012. La commune fait partie du canton de Portes-Lès-Valence et l'arrondissement de Valence.

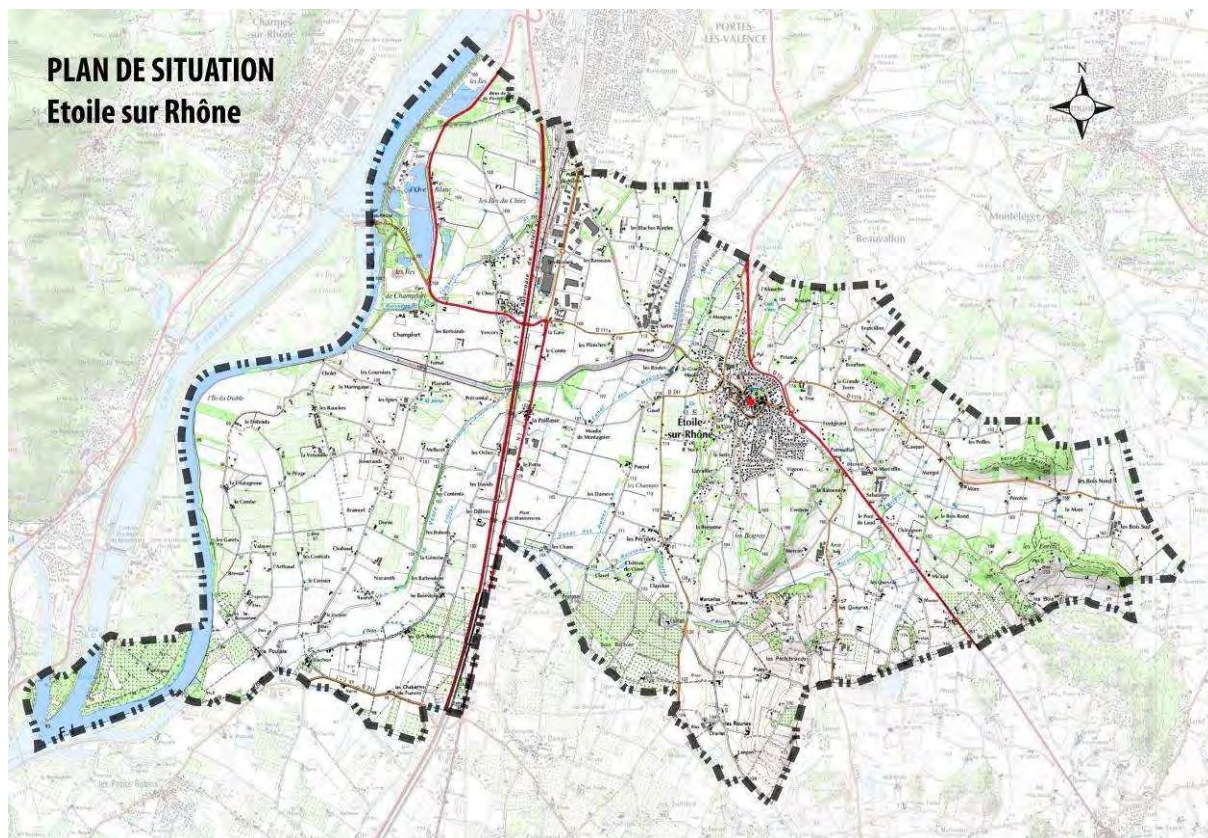
Le territoire communal est bordé à l'Ouest par le fleuve Rhône qui constitue une frontière naturelle avec l'Ardèche.



Le territoire communal est partagé, selon un axe Nord-Sud, par un couloir de circulation comprenant l'autoroute A7, la route nationale 7 et la voie ferrée Paris-Vintimille. Le Bourg est implanté en retrait de ces voies de circulation sur la partie Est de la commune, au point de convergence des routes départementales 111 et 247.

Etoile-sur-Rhône est dans la sphère d'influence de Valence, il faut moins d'un quart d'heure en voiture par la RD 111 pour s'y rendre. Ainsi, la commune est entièrement attirée par l'agglomération Valentinoise.





Son vaste territoire s'étire (en prenant le maximum) du Nord au Sud sur 6 kilomètres et d'Est en Ouest sur 12 kilomètres, avec pour communes limitrophes :

Au Nord, Portes-Lès-Valence (26), Beauvallon (26)

A l'Est, Montéleger (26), Montmeyran (26)

Au Sud, Montoisson (26), Livron (26)

A l'Ouest, La Voulte (07), Beauchastel (07), Saint-Georges les Bains (07), Charmes-sur-Rhône (07) et Soyons (07)

## 2. L'activité économique communale

La commune d'Etoile possède un tissu économique important et varié.

Une cinquantaine d'entreprises sont installées sur les 4 zones d'activités spécialisées de la commune :

### Zone d'activités de Bosses et Basseaux :

Cette zone d'activités est implantée au nord du territoire communal de part et d'autre de la RD7. Elle occupe aujourd'hui 64 ha qui ont été aménagés dans le cadre de lotissements communaux au fur et à mesure des besoins.

25 entreprises sont installées dont 14 dans le domaine des services, 6 commerces, 3 entreprises industrielles et 2 dans le domaine de la construction.

Sur les 64 ha de la zone, seuls 1,4 ha sont aujourd'hui disponibles (et aménagés).

On notera qu'une parcelle libre à l'extrême Sud de la zone, n'est en réalité pas constructible en raison des prescriptions du Plan de Prévention des Risques Inondation.

### Zone artisanale de Blacheronde :

La zone aménagée dans le cadre d'un lotissement communal occupe 13 ha.

17 entreprises sont installées ainsi que les ateliers municipaux. Les entreprises du secteur de la construction sont au nombre de 7, on compte également 5 entreprises de services et 4 entreprises industrielles.

2 lots seulement ne sont pas encore occupés mais sont d'ores et déjà réservés par des entreprises.

On peut noter qu'en outre, un terrain privé de 2 ha situé dans le prolongement du lotissement est classé en zone urbaine à vocation d'activités économiques au P.O.S. actuel. Toutefois, il n'est en réalité pas constructible en raison des prescriptions du Plan de Prévention des Risques Inondation.

### Zone d'activités de la Paillasse :

Situé au sud du petit hameau de la Paillasse sur la RN7, cette zone aménagée de 14 ha accueille 7 entreprises (4 dans le secteur des services, 1 dans la construction, 1 industrie et 1 commerce), une entreprise (négociant de produits agricoles) est également implantée au Sud du secteur.

L'ensemble du secteur est classé en zone inconstructible du P.P.R.I. et les terrains disponibles ne pourront donc pas être utilisés.

### Zone d'activités des Caires

La ZA des Caires est implantée de l'autre côté du hameau intercommunal de Fiancey, par rapport au couloir de circulation (orienté Nord – Sud) que constituent l'autoroute A7, la voie ferrée et la RN7. Elle représente une superficie de l'ordre de 25 ha. 2 activités y sont installées :

- Une entreprise de recyclage d'huiles usagées est située quartier des Caires, à l'Ouest de l'autoroute A7.
- Un centre de valorisation des déchets ménagers résiduels a été récemment réalisé quartier des Caires au Sud de l'entreprise de recyclage d'huiles. Le SYTRAD occupe une emprise de 6 ha.

### D'autres entreprises sont installées de manière plus dispersée sur le territoire communal :

- le hameau de Fiancey à l'extrême Sud du territoire (à la frontière de Livron) accueille plusieurs activités : commerces, fourrière, casse auto, hôtel restaurant.
- une casse auto est également installée au Nord de Fiancey entre la RN7 et la voie ferrée.

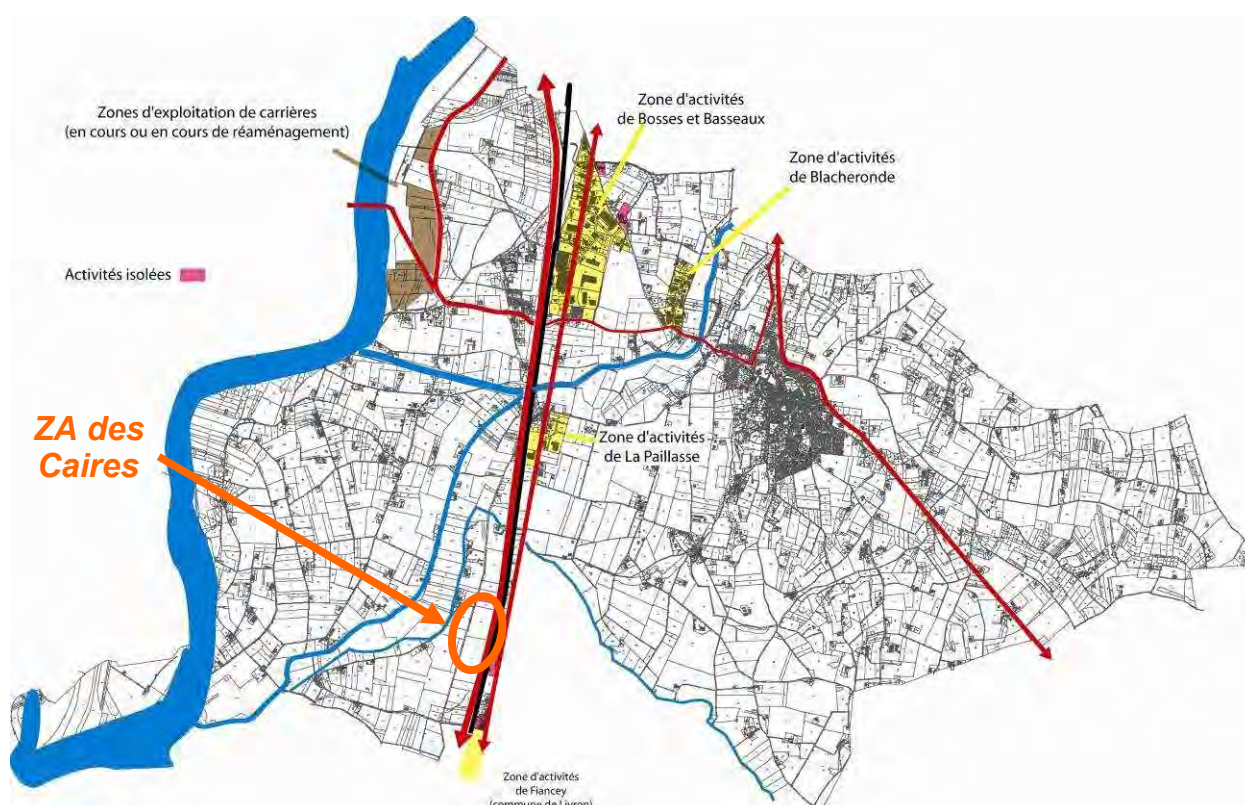
On peut également noter qu'une zone d'activités est située en continuité immédiate du hameau de Fiancey sur la commune voisine de Livron. Cette zone est aujourd'hui très largement occupée.



### Les carrières :

L'exploitation de carrières (gravières) est ancienne et importante sur la commune d'Etoile : le POS dispose ainsi de 55 ha d'espaces classés en zone de carrière au Nord-ouest du territoire le long du Rhône.

- 23 ha sont actuellement en exploitation (la partie la plus au nord).
- L'exploitation est terminée sur 19 ha réaménagés qui seront prochainement rétrocédés à la commune.
- 13 ha sont en cours de réaménagement.



## **B - Un projet intercommunal**

### **1. La communauté de communes des Confluences Drôme-Ardèche**

Depuis 2003, la commune d'Etoile sur Rhône fait partie, avec les communes de Beauchastel, Beauvallon, Montéléger, La Voulte sur Rhône, Saint Laurent du Pape et Saint Fortunat sur Eyrieux, de la Communauté de Communes des Confluences Drôme-Ardèche. Sa population est estimée en 2008 à 15 336 habitants sur une superficie de 100 km².

Les 3 principaux pôles de compétence de cette structure intercommunale sont :

Le développement économique,



L'aménagement de l'espace,  
La protection de l'environnement.

La communauté de communes s'est dotée d'un projet de territoire qui sert de cadre de référence pour son fonctionnement et les missions qui lui sont dévolues. Dans ce projet, des priorités ont été établies pour chaque politique entrant dans le cadre du PLU. En matière de politique économique, les priorités sont les suivantes :

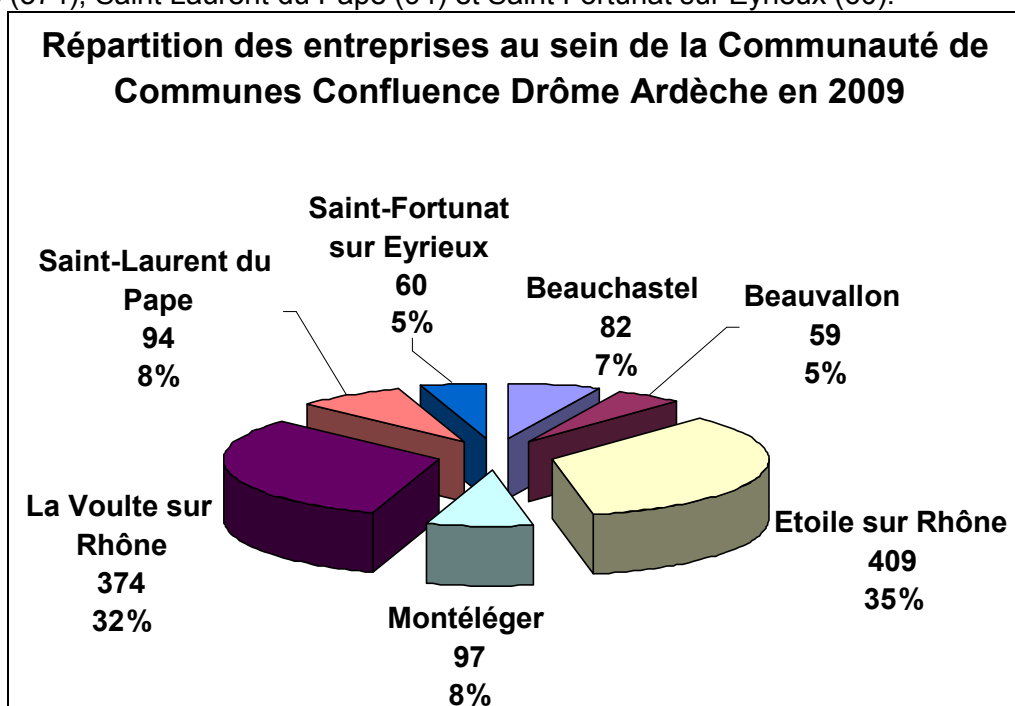
Disposer d'un espace économique intercommunal dédié pour conserver la diversité des activités sur le territoire et constituer un équilibre ;

Engager une démarche commerciale pour inciter les entreprises à s'implanter sur le territoire.

## 2. Le contexte économique intercommunal

Le développement économique s'envisage désormais en tenant compte du contexte intercommunal avec la Communauté de communes Confluences Drôme Ardèche.

En 2009, les établissements de l'intercommunalité se répartissent de la manière suivante : Beauchastel (82), Beauvallon (59), Etoile Sur Rhône (409) Montéléger (97), La Voulte sur Rhône (374), Saint Laurent du Pape (94) et Saint Fortunat sur Eyrieux (60).



Source : recensement INSEE 2008

Sur les 5 communes, aucune ne disposait en 2008 de possibilités suffisantes pour accueillir de nouvelles entreprises puisque :

- à Etoile, 3 zones d'activités communales aménagées et presque entièrement occupées : Bosses et Basseaux (64 ha dont 1 ha environ disponible), Blacheronde (artisanat : 13 ha aménagés et entièrement occupés, 2 ha restent constructibles, mais elle n'est en réalité pas



constructible en raison des prescriptions du Plan de Prévention des Risques Inondation), La Paillasse (pas de disponibilité compte-tenu des risques d'inondation).

- à Beauvallon il n'y avait pas de zone d'activités : compte tenu de la superficie réduite de la commune, cette dernière envisageait dans le cadre de l'élaboration du P.L.U., la création d'une petite zone d'1 ha à vocation commerciale et artisanale.
- à La Voulte sur Rhône, les 3 zones communales ont été remplies. Compte tenu des contraintes (surface réduite, zones inondables...) il n'y avait pas de possibilité de création d'une nouvelle zone d'activités.
- à Saint Laurent du Pape, la petite zone existante à l'entrée du village a été bloquée en raison des problèmes de dangerosité de l'accès (dans le PLU en cours d'élaboration). En revanche une zone de 7 à 8 ha devait être inscrite dans le PLU comme zone à urbaniser à vocation d'activités artisanales et de services.
- à Saint Fortunat sur Eyrieux, il n'y avait pas de zone d'activités. La commune, plus éloignée de la vallée du Rhône présentait un potentiel d'installation faible. La commune cherchait simplement à réserver quelques surfaces pour répondre à des artisans et des activités tertiaires au rayonnement local.

Les communes de Confluences étaient donc dans l'obligation de répondre négativement aux sollicitations d'entreprises industrielles ou autres.

A l'échelle du territoire intercommunal, seule la commune d'Etoile, grâce à sa situation géographique sur les axes de communication nationaux, à son territoire vaste et aux contraintes modérées, dispose d'un potentiel suffisant pour un développement économique conséquent.

Dès décembre 2004, la communauté de communes a donc adopté des statuts modifiés pour désigner cette zone d'activités intercommunale. La zone d'activités des Caires a été déclarée d'intérêt communautaire par arrêté inter préfectoral 08-3909 du 12 septembre 2008.

Récemment, elle a vu s'implanter le centre de valorisation des déchets ménagers du SYTRAD d'intérêt communautaire.

Cette zone d'activités économique, basée à Étoile-sur-Rhône, a pour vocation d'accueillir des projets industriels ambitieux dans la Vallée du Rhône. Portée par la communauté de communes en lien avec les services du développement économique des départements de la Drôme et de l'Ardèche ainsi que de la Région Rhône Alpes, elle profite d'une position géographique stratégique et vise à contribuer au soutien de l'activité économique.

Grâce à l'aménagement et la viabilisation de la zone des Caires dans une logique de développement durable, Confluences vise plusieurs objectifs et notamment :

- Disposer de surfaces foncières pour répondre aux demandes d'implantation d'entreprises,
- Garantir une offre d'emplois sur le territoire,
- Contribuer au maintien et au développement des services publics,
- Accroître l'attractivité du territoire.

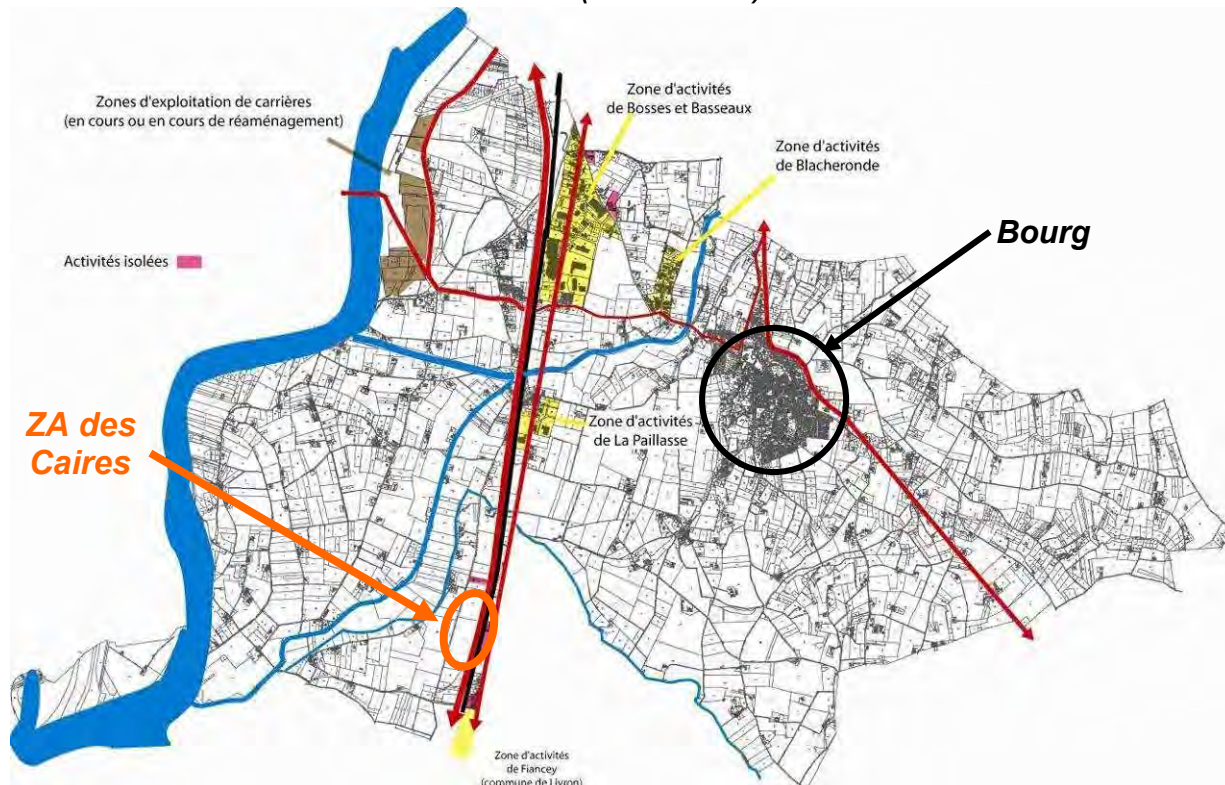


## II. Etat des Lieux

### A - Localisation de la zone d'étude

La zone d'activités se situe au lieu dit « Les Caires » au Sud-ouest de la commune. Elle est implantée de l'autre côté du hameau intercommunal de Fiancey, par rapport au couloir de circulation (orienté Nord – Sud) que constituent l'autoroute A7, la voie ferrée et la RN7. Elle représente une superficie de l'ordre de 25 ha.

#### Plan de situation de la ZA des Caires (source : PLU)



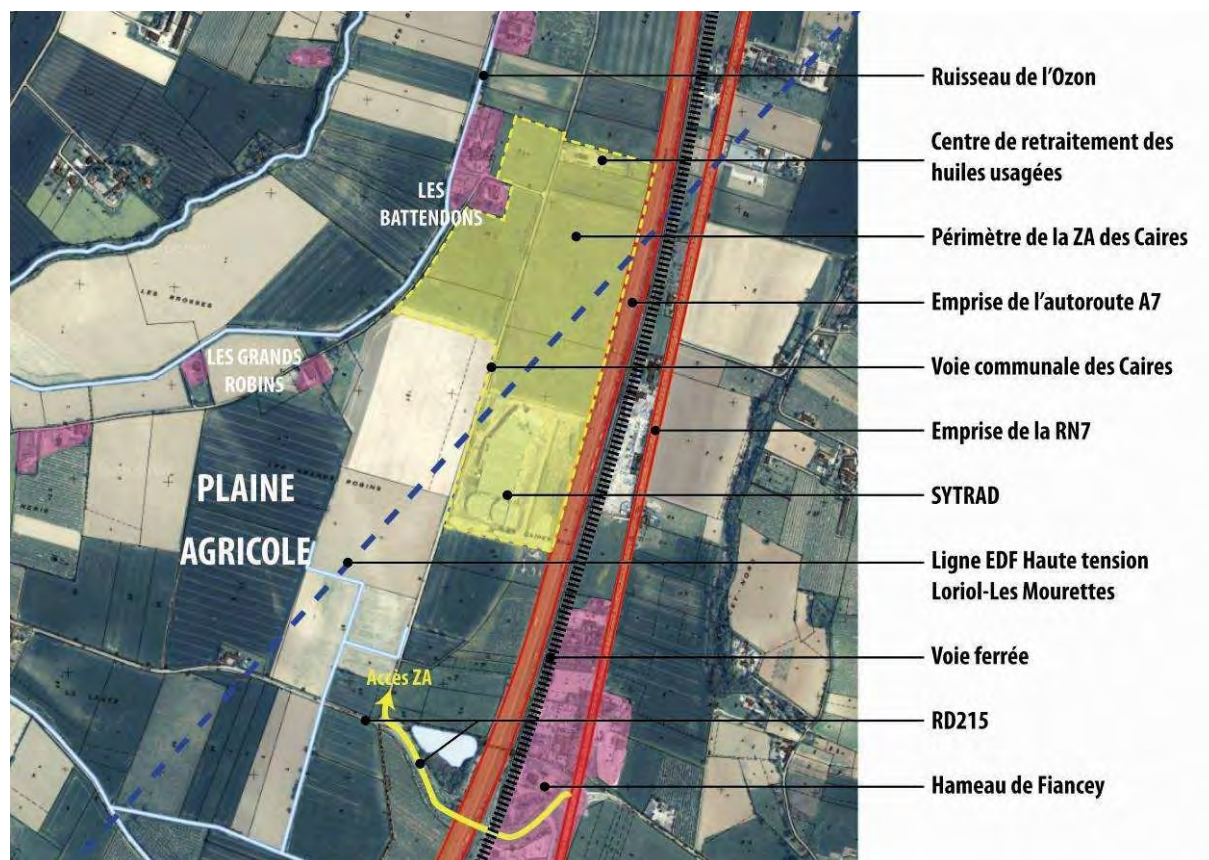
La ZA des Caires est accessible depuis la RN7 au niveau du hameau intercommunal de Fiancey. Le hameau se partage entre la commune d'Etoile sur Rhône au Nord et Livron sur Drome au Sud. Un carrefour giratoire a été aménagé au croisement de la RN7 avec la RD215. Cette voie perpendiculaire à la RN7 constitue l'un des rares axes permettant de franchir l'autoroute du soleil et de gagner la partie occidentale de la plaine du Rhône, dans laquelle s'inscrit la zone. Une fois franchi le pont, la RD215 dessert la voie communale des Caires qui traverse la ZA de façon parallèle à l'autoroute A7.

Le site est actuellement aménagé. La voie communale des Caires a été élargie et a fait l'objet d'un traitement paysagé. Les champs qui l'occupaient sont désormais à l'état de friche. Une ligne EDF Haute Tension Lorient-Les Mourettes traverse la zone selon un axe Nord-est / Sud-ouest. La limite de la zone est longée par le ruisseau de l'Ozon et sa ripisylve à l'Ouest. Au carrefour de la RD215 avec la voie communale des Caires, une ancienne carrière constitue aujourd'hui une retenue d'eau.

Le paysage immédiat de la ZA est constitué de la barrière que constituent l'autoroute et la voie ferrée à l'Est. A l'Ouest, la plaine agricole se compose de champs cultivés et d'un habitat traditionnel très dispersé.



Sur ces 25 ha, un terrain de 7 ha est déjà occupé par le centre de valorisation des déchets ménagers du SYTRAD (un des trois centres des déchets ménagers résiduels du Syndicat de Traitement des déchets Ardèche Drôme), et une plate-forme de valorisation biologique par compostage, ainsi que 1 ha pour un centre de retraitement des huiles usagées.



Il reste donc 17 ha disponibles dans la zone d'activités des Caires.

## **B - Atouts du site et apports de la Loi Barnier**

### **1. Positionnement géographique**

Le site bénéficie d'une localisation privilégiée par rapport aux grandes agglomérations. Il se situe à 10 minutes de Valence, 30 minutes de Montélimar, 1 heure de Lyon, 1 heure de Grenoble, 2 heures de Marseille et 2 heures de Montpellier. Cette excellente desserte est rendue possible par la proximité immédiate de nombreux axes de communication.

Par ailleurs, la commune d'Etoile sur Rhône présente de fortes potentialités de développement économique grâce à sa situation géographique en moyenne vallée du Rhône à la frontière du pôle Valentinois et du pôle Livron-Loriol :

- un environnement économique porteur : un tissu important de petites et moyennes entreprises ; plus de 500 entreprises implantées en 2006 dont 59 de plus de 10 salariés, sur le territoire de la communauté de communes. De plus, l'unité urbaine de Valence (dont fait partie Etoile) est le 1er pôle économique et démographique en Drôme-Ardèche.
- une démographie très dynamique à l'échelle de la commune, l'intercommunalité et l'unité urbaine.



- un territoire desservi par de nombreuses infrastructures.

Le site des Caires est situé de manière centrale par rapport à la population du territoire de la communauté de communes puisqu'il est pratiquement à égale distance entre les 2 principaux pôles urbains :

- 8 Km du centre de la Voulte
- 7 Km du centre d'Etoile et 10 Km du centre de Beauvallon.

Autre atout de la zone d'activités des Caires, le site présente l'avantage d'être situé hors des zones d'habitat et de limiter ainsi les risques de nuisances auprès de la population.

## 2. Positionnement par rapport aux infrastructures

La zone bénéficie d'une position géographique stratégique en bordure de la RN7 et dispose d'une vitrine sur l'A7. Par ailleurs, elle se localise entre 2 péages de l'A7 situés à moins de 10 minutes. La déviation de Livron et Loriol diminuera le temps d'accès à l'échangeur de Loriol et à l'autoroute en 2017. L'A7 permet de gagner les agglomérations de Lyon et Marseille, et constitue la porte d'entrée vers les autoroutes A9 (Orange – Barcelone) et A42 Grenoble – Genève. L'autoroute A7 compose, avec d'autres grandes voies de circulation, le premier couloir de circulation d'échelle européenne.

Le site est desservi par deux lignes de bus des transports départementaux Valence – Montélimar (L.30) et Crest – Portes les Valence (L.26).

En alternative aux transports routiers, le site dispose, à proximité, d'une desserte ferroviaire de voyageurs (Valence ville à 16 Km, Valence TGV à 28 Km et Livron à 6 Km) et de Fret (Portes les Valence / La Voulte sur Rhône / Le Pouzin) ainsi qu'une desserte fluviale (le port de commerce de Valence à 10 Km du site).

**Les atouts géographiques de la Zone d'Activités des Caires**



Source : Communauté de communes des Confluences Drôme Ardèche



### 3. Disponibilité foncière

Il est montré que, même en dehors du territoire intercommunal, il y a relativement peu de disponibilités foncières actuellement entre Valence et Lorient pour l'installation d'entreprises importantes (essentiellement sur la zone de la Motte nord à Valence). En outre, les collectivités territoriales doivent être très réactives par rapport aux projets d'installation d'entreprises, elles doivent donc anticiper pour disposer de terrains aménagés et constructibles pour faire face à ces demandes.

Le site des Caires est particulièrement adapté aux entreprises nécessitant des lots de grande taille (1 à 8 ha) et s'inscrit donc en complémentarité de l'offre foncière dans les zones artisanales locales.

Le besoin de foncier à vocation d'activités est patent. En effet, les surfaces moyennes de bâtiments d'activités (hors agriculture et commerce) mises en chantier à Etoile entre 1999 et 2007 ont augmenté de plus de 100% par rapport à la période 1990-1998.

Uniquement pour maintenir le niveau de construction de bâtiments d'activités enregistrés à Etoile sur la période 1999-2007 soit 6500 m<sup>2</sup> de locaux d'activités par an en moyenne (hors commerce et agriculture), le besoin de surfaces constructibles pour les 10 prochaines années peut être estimé à 32 ha. Or la commune dispose de 3 ha dans les zones existantes (dont seulement 1 ha est déjà aménagé). Confluences ne dispose également que de surfaces réduites et plutôt dévolues à des activités artisanales. Le développement de la zone des Caires est donc apparu nécessaire.

### 4. Les apports de la Loi Barnier

Récemment, la ZA des Caires a vu s'implanter le centre de valorisation des déchets ménagers du SYTRAD d'intérêt communautaire. Cette zone d'activités d'une emprise initiale de 25 ha dispose donc désormais de 17 ha disponibles, dans lesquels se trouve un périmètre de recul inconstructible de 100 mètres par rapport à l'axe de l'autoroute A7.

En effet, l'article L111-1-4 du Code de l'urbanisme stipule que : « *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites **dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes**, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. [...]* »

Afin de répondre aux besoins des entreprises en matière de surface et de ne pas engendrer une consommation d'espace agricole supplémentaire, il apparaît nécessaire d'optimiser le périmètre de la zone d'activités des Caires en procédant à la réduction de ce recul inconstructible depuis l'axe de la voie.

Cette réduction est rendue possible par ce même article L111-1-4 qui précise que « **Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.[...].** »

Ainsi la réalisation de cette étude dite « Loi Barnier » garantira :

- Une gestion économe de l'espace,
- La bonne intégration paysagère de la zone depuis l'autoroute A7.



## C - Analyse paysagère

### 1. L'inscription du site dans le paysage communal - Les entités paysagères et les éléments linéaires

La commune d'Etoile-sur-Rhône se situe dans le couloir rhodanien, au cœur du bassin d'effondrement valentinois. Le territoire communal s'inscrit dans la vaste plaine alluviale du Rhône, bordé à l'Ouest par le fleuve du même nom, orienté selon un axe Nord-sud et qui constitue la limite avec les Monts du Vivarais. Sur la partie Est du territoire s'élèvent les hautes terrasses rhodaniennes formant un plateau de taille modeste, élevé au dessus de la plaine. La Côtière constitue la transition physique entre ces deux espaces.

Etoile sur Rhône profite ainsi d'ambiances paysagères variées à l'intérieur même de son territoire ainsi qu'au sein des paysages qui l'entourent. La ZA des Caires s'inscrit au sein de la plaine agricole.

Carte des entités paysagère de la commune d'Etoile sur Rhône



Source : Rapport de Présentation du PLU en vigueur

#### La Plaine du Rhône

Cette entité paysagère constitue la majeure partie de la surface communale.

Elle s'inscrit dans une vaste zone de dépression localisée sur la rive gauche du Rhône. La plaine, caractérisée par son horizontalité, présente des surfaces régulières, de faible altitude, légèrement inclinées vers le Sud-ouest. Elle forme par conséquent un paysage très ouvert, offrant de larges vues sur le relief qui l'abrite et l'entoure (plateau d'Etoile et Monts du Vivarais).



De fait, elle bénéficie d'une situation, d'un climat et d'un sol alluvionnaire particulièrement favorable aux circulations des hommes ainsi qu'à l'activité humaine, qu'elle soit agricole, viticole ou résidentielle.

La confrontation entre ces activités s'est jusqu'alors effectuée au profit des infrastructures de transport et de l'urbanisation qui tendent à grignoter peu à peu l'espace agricole. En outre, la vallée du Rhône a fait l'objet de nombreux aménagements (digues, canaux, irrigations...) qui ont profondément bouleversé la basse plaine d'inondation du fleuve.

> Le paysage de la plaine est fortement marqué par la présence d'infrastructures Nord-Sud (autoroute A7, RN7, voie ferrée, et lignes à haute tension) qui cloisonnent l'espace.

> Des espaces urbains peu structurés se sont implantés le long des RD7 et RN7 : zones d'activités (Bosses et Basseaux, La Paillasse, Les Caires) et d'habitat (La Gare, les Josserands, les Mouettes, Fiancéy).

Toutefois, le paysage de la plaine est encore dominé par l'activité agricole, ses grandes cultures et vergers. Du fait d'un remembrement, le parcellaire présente souvent des formes rectangulaires et de taille moyenne à grande.

Le parcellaire bocager avec des haies fréquentes ne s'observe que localement, notamment au niveau des zones de vergers, où l'on distingue des îlots de parcelles de forme lamellaire, toutes séparées de haies.

L'essentiel de l'habitat dans cette zone du secteur étudié consiste en des fermes agricoles habitées ou, notamment à proximité de l'A7, abandonnées.

#### Vision depuis les axes de circulation:

Espace plat où seuls les vergers encadrés de haies animent le paysage : tous les points hauts, sont très visibles : le village d'Etoile constitue un repère visuel prépondérant.

Les zones de carrières entre le Rhône et la RN7 sont peu visibles depuis RN7 car atténuées par la végétation.

La plaine du Rhône offre un espace plat à vocation essentiellement agricole. Les grands axes de la vallée du Rhône coupent ce territoire et favorisent l'implantation de zones d'activités.





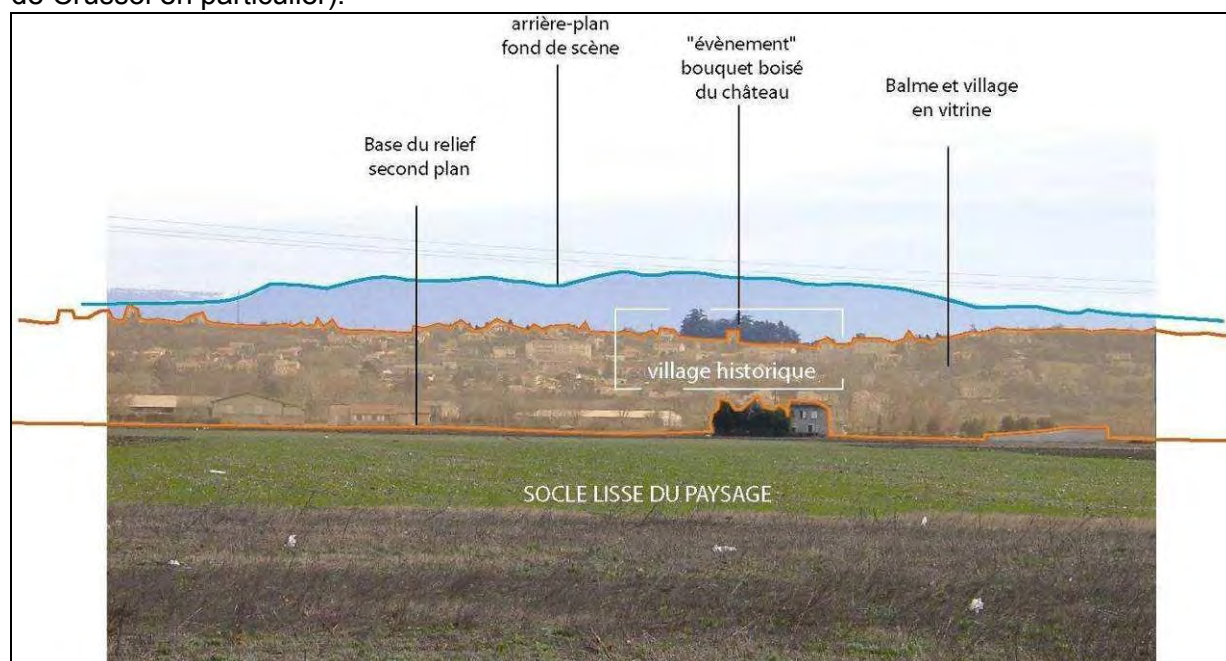
## La Côtère

Sur le territoire communal, en prolongement de la plaine du Rhône s'élève le plateau d'Etoile sur Rhône. Il forme dans le paysage un rehaussement topographique qui tranche avec la plaine agricole. L'espace de transition entre le vaste espace plane et les hauteurs du plateau forme un front rocheux qu'on appellera Côtère.

La Côtère forme un élément homogène de deux kilomètres de large qui s'étire du Nord au Sud de la commune. Elle présente un dénivelé d'environ 60 mètres tourné vers la plaine alluviale. La Bâtonne domine à 189 mètres d'altitude.

La Côtère propose un espace naturel relativement boisé, cependant, c'est le village d'Etoilesur-Rhône qui lui confère son caractère. En effet, le village est assis sur la Côtère, en belvédère sur la plaine du Rhône, mais également en vitrine de celle-ci.

Il bénéficie réciproquement de panoramas sur la Plaine et les montagnes ardéchoises (massif de Crussol en particulier).



## Le Plateau

Situé à l'Est d'Etoile sur Rhône, le plateau occupe environ un tiers du territoire communal. Son altitude varie entre 158 mètres (Saint-Marcellin) et 240 mètres.

Cette partie de la commune bénéficie d'un paysage champêtre assez ouvert mais qui se compartimente assez rapidement dès lors que l'on va vers l'est avec une succession de collines et talwegs.



## 2. L'environnement urbain de la zone d'activités

### Urbanisation

En dehors des activités économiques, aucune construction n'est présente dans la zone. Les premières habitations sont implantées en bordure de la zone et forment un tissu très dispersé dans la plaine agricole. Les zones urbanisées plus denses se situent de l'autre côté du couloir de circulation (A7, voie ferrée, RN7), au hameau de Fiancey.

### Les activités économiques existantes dans la zone

Le centre de valorisation des déchets ménagers résiduels a été conçu selon une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE).



### ***Le centre de valorisation des déchets ménagers résiduels***

Les façades des bâtiments ont été traitées selon trois procédés. Le bâtiment d'accueil et d'administration sur pilotis présente des tons jaunes rappelant les champs de tournesols sur une hauteur de 10 mètres. Le bâtiment de process est implanté parallèlement à la ligne EDF. Il présente des façades métalliques et des toitures à pentes alternées en bacs aciers et fermées par des éléments translucides.

Sa charpente est en bois. La zone de stockage est un espace circulaire dont les façades sont en bardage bois sur leur partie supérieure et en voile de béton sur leur partie inférieure.

Le centre de retraitement des huiles usagées se compose de 7 cuves successives de 11 mètres de hauteur maximum et de teinte acier. Le hangar accolé se présente sur environ 9 mètres au faitage et est recouvert de tôle de couleur

jaune et marron.



### ***Le centre de retraitement des huiles usagées***



### Les constructions isolées de la plaine agricole

Les hameaux des Battendons et des Grands Robins se situent au Nord-ouest de la zone d'activités des Caires. Sur les terres inondables abondamment fertilisées par le Rhône, de nombreuses fermes se sont installées.

Une même typologie se retrouve : habitation et bâtiments agricoles sont souvent organisés autour d'une cour intérieure, clôturée par un mur et accessible par un grand portail en ferronnerie ouvragée. Les matériaux employés en maçonnerie restent les mêmes : galets du Rhône, briques, moellons bruts ou blocs de pierres de taille (molasse ou pierre d'Étoile) ; mais leurs différentes associations permettent des jeux de couleurs et d'appareillage très variés.



#### ***Les Grands robins***

Quelques constructions, des années 1960-1970, sont venues augmenter la dispersion de l'habitat dans la plaine. Il s'agit de constructions de taille plus modeste implantées au centre de grandes parcelles.

### Le hameau de Fiancey

Ce hameau intercommunal, situé le long de la route nationale 7, se partage entre la commune d'Étoile sur Rhône au Nord et Livron au Sud. Il se situe à hauteur du carrefour de la nationale avec la départementale 215. Il s'agit d'un hameau lié à la fonction de passage le long de la RN7, qui s'est développé récemment et se compose de constructions anciennes denses en alignement le long de la voie, d'un tissu relativement lâche d'habitations récentes (années 70-80) et d'entreprises artisanales.



#### ***La RN7 au hameau de Fiancey***

### **3. Les réseaux**

La zone d'activités ainsi que le couloir de circulation, composé de l'autoroute A7, la voie ferrée et la RN7, constituent un vaste ensemble parallèle, orienté selon un axe Nord/Sud.

Sur le site, la voie communale des Caires constitue le principal axe de desserte. L'autre élément linéaire composant la zone est la ligne EDF Haute Tension Loriol-Les Mourettes qui la traverse selon un axe Nord-est / Sud-ouest.

La ZA des Caires est accessible depuis la RN7 au niveau du hameau intercommunal de Fiancey. Un carrefour giratoire a été aménagé au croisement de la RN7 avec la RD215. Cette



voie perpendiculaire à la RN7 constitue l'un des rares axes permettant de franchir l'autoroute du soleil et de gagner la partie occidentale de la plaine du Rhône, dans laquelle s'inscrit la zone.

Une fois franchi le pont, la RD215 dessert la voie communale des Caires qui traverse la ZA de façon parallèle à l'autoroute A7. La voie communale croise, au sein du périmètre de la ZA, une autre voie communale desservant les hameaux des Battendons et des Grands Robins à l'Ouest. Au-delà, elle raccorde les chemins permettant d'accéder aux hameaux des Roberts, de la Génoise, des Dilliers, des Davids et des Oches. Ces derniers sont également accessibles depuis un passage souterrain sous l'autoroute et la voie ferrée en provenance du hameau de la Paillasse.



***L'autoroute A7 depuis la ZA des Caires***

L'autoroute A7 représente une vaste emprise linéaire de 2x3 voies accompagnée de bandes d'arrêt d'urgence. Cette véritable barrière physique avec l'Est du territoire occupe une largeur approximative de 45 mètres. Au-delà, s'étend de façon parallèle l'axe de la voie ferrée (ligne Paris Vintimille) et de la RN7.

Les infrastructures se situent à une altitude proche de la topographie naturelle de la zone d'activités et aucun talus ne sépare l'autoroute de la plaine agricole. De fait, l'A7 est particulièrement visible depuis le site puisqu'aucune barrière visuelle ne masque sa présence. A contrario, le site constitue une vitrine directe sur l'autoroute pour les activités. La voie ferrée et la RN7 ne sont pas visibles depuis la zone d'activités.

En 2009, le trafic de l'autoroute A7 entre les agglomérations de Vienne et Orange était estimé à 70 200 véhicules par jour. Le trafic de la RN7 est également intense avec 17 446 véhicules jour en 2010 dont 7,9% de Poids Lourds.

#### **4. L'environnement naturel et paysager de la zone d'activités**

La zone d'activités des Caires est implantée dans la vaste plaine alluviale du Rhône caractérisée par son horizontalité. L'altitude moyenne du site est de 100 mètres. La faible topographie engendre par conséquent un paysage très ouvert, offrant de larges vues sur le relief qui entoure la plaine agricole.

Les Monts du Vivarais se distinguent parfaitement à l'Ouest, au-delà du Rhône. Vers l'Est, la portion de territoire entre la voie ferrée et l'autoroute est occupée par une haie qui constitue une barrière visuelle pour les vues sur la partie orientale de la plaine. Des vues lointaines sur la côtière, le plateau d'Etoile et le massif du Vercors sont préservées depuis la zone d'activités.



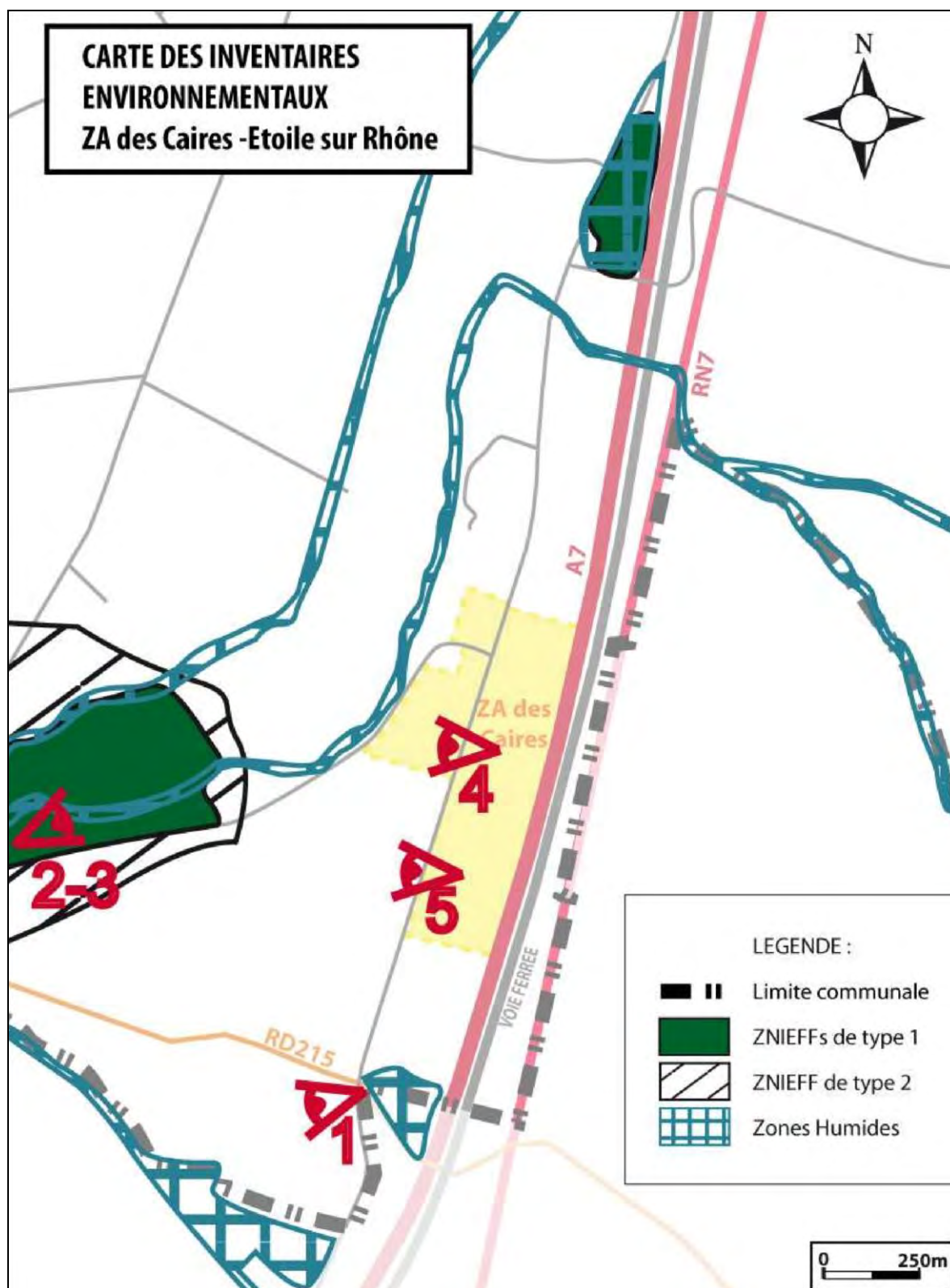


**Photo 1 : En arrière plan, zone humide  
située au Sud de la ZA**

**Photo 2 : Horizontalité du paysage**

La légère inclinaison Sud-ouest de la plaine a favorisé l'écoulement de cours d'eau dans cette même orientation. C'est notamment le cas du ruisseau de l'Ozon qui longe la zone d'activités des Caires. L'Ozon est un affluent de la Véore, une rivière à régime torrentiel, affluent du Rhône, et propice aux crues. Le ruisseau s'accompagne d'une ripisylve qui, au niveau de la Lône des Petits Robins, est classée en zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique. Elle abrite notamment de nombreuses espèces d'oiseaux nicheurs. Dans le secteur, les milieux naturels présentant un intérêt écologique sont pour l'essentiel liés au fleuve et aux rivières, ainsi qu'aux anciennes gravières désormais en eau. C'est le cas du marais des Oches, une ancienne carrière située en bordure de l'autoroute, au nord de la zone d'activités et qui abrite un amphibien rare. Le site des Caires est situé en dehors de ces zones d'intérêt écologique identifiées.





La faible altitude et la proximité immédiate du Rhône soumettent la plaine à un risque d'inondation. Ce phénomène favorise le dépôt de substrats particulièrement favorables à l'activité agricole qui caractérise cette portion du territoire communal. De fait, le site et son environnement immédiat sont composés de vastes champs de culture (tournesols, céréales), de vergers, de terres en jachère et de haies bocagères. Dans la zone, les parcelles présentent actuellement un état de friche en raison de la destination prochaine du site. Quelques haies,



bocagères ou non, s'étendent sur le site. Elles se localisent le long de la voie communale des Caires (intégrées dans l'aménagement paysager) et en limite de propriété des constructions isolées environnantes (clôtures).

## **5. Les perceptions visuelles**

En conclusion, l'analyse paysagère de la zone d'activités des Caires révèle des vues graduées, et soumises, à l'heure actuelle, à de nombreux obstacles. On constate que la zone d'activités évolue au sein d'une poche agricole bien délimitée par un ensemble d'obstacles linéaires, tant naturels qu'anthropiques qui cloisonnent le site. Cependant, les infrastructures (A7, RD215) ne constituent pas tant une barrière visuelle que physique. De part l'impact sonore et la profonde continuité qui s'en dégagent, les infrastructures peuvent constituer une ligne infranchissable. Toutefois, ce sont les éléments naturels tels que les haies, les ripisylves et le relief qui limitent les vues sur le paysage.

En terme de perceptions visuelles, on constate donc une certaine ouverture paysagère au sein du microsite dans lequel s'inscrit la zone d'activités. Les quelques constructions sont relativement dispersées et les haies bocagères se présentent sous la forme de buissons. Elles ne constituent pas de véritable barrière visuelle. L'ensemble de la zone est donc perceptible à l'échelle humaine.

Au-delà, les vues limitées par les haies, et la profonde horizontalité, ne permettent pas de percevoir la plaine agricole, c'est-à-dire l'entité paysagère à laquelle appartient le site, dans son ensemble.

A contrario, cette horizontalité favorise de larges vues sur le grand paysage constitué au premier plan par les Monts du Vivarais à l'Ouest et le plateau d'Etoile sur Rhône à l'Est puis le massif ardéchois et le Vercors en fond.



**Photo 3 : Vue sur la côtière, le plateau d'Etoile et le massif du Vercors à l'Est**





## ANALYSE PAYSAGERE ZA des Caires - Etoile sur Rhône

MONTs DU  
VIVARAIS

LA COTIERE  
D'ETOILE

MASSIF DU  
VERCORS

### LEGENDE

-  Périmètre de la ZA
-  Points de vue
- OBSTACLES VISUELS NATURELS**
  -  Eléments de végétation (ripisylve, haies bocagères)
  -  Topographie
- OBSTACLES VISUELS ANTHROPIQUES**
  -  Zones bâties
  -  Eléments de voirie (A7, RN7, RD, voie ferrée, voies communales)
  -  Réseau aérien (ligne haute tension EDF)

133m









***Photos 4 et 5 : Vues sur les Monts du Vivarais et le massif ardéchois depuis la voie communale des Caires***



## D - Contexte réglementaire

### 1. Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur

La commune d'Etoile sur Rhône a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 14 février 2008. Il a été modifié à deux reprises : le 24 septembre 2009 et le 15 décembre 2011. Le PLU intègre le développement de la zone d'activités des Caires de la façon suivante :

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable a notamment pour 2ème ambition le souhait de « *Maintenir le dynamisme économique de la commune dans une logique d'équilibre emploi /habitat* ». Cette ambition est développée comme telle :

#### INTENTIONS :

- **Accueillir de nouvelles entreprises,**
- **Répondre au développement des acteurs économiques déjà présents sur le territoire,**
- Soutenir le commerce local,
- Diversifier l'économie locale vers le tourisme notamment,
- Conforter l'économie agricole.

#### ORIENTATIONS :

- Développer des espaces pour les activités économiques :
  - Confortation des zones existantes dans leurs limites actuelles,
  - **Concentration du développement économique sur une nouvelle zone d'activités intercommunale,**
- Maintenir la destination commerciale des commerces du centre village,
- Aménager les anciennes carrières en un pôle loisirs – tourisme,
- Réserver des espaces à bon potentiel pour les activités agricoles en y supprimant tout mitage.

Des orientations d'aménagement ont également été prescrites pour la zone. Il est précisé que :

**La desserte de la zone sera assurée par la voie communale existante qui sera calibrée et aménagée en conséquence.** Le réseau d'assainissement communal a été étendu et dessert la zone. [...]

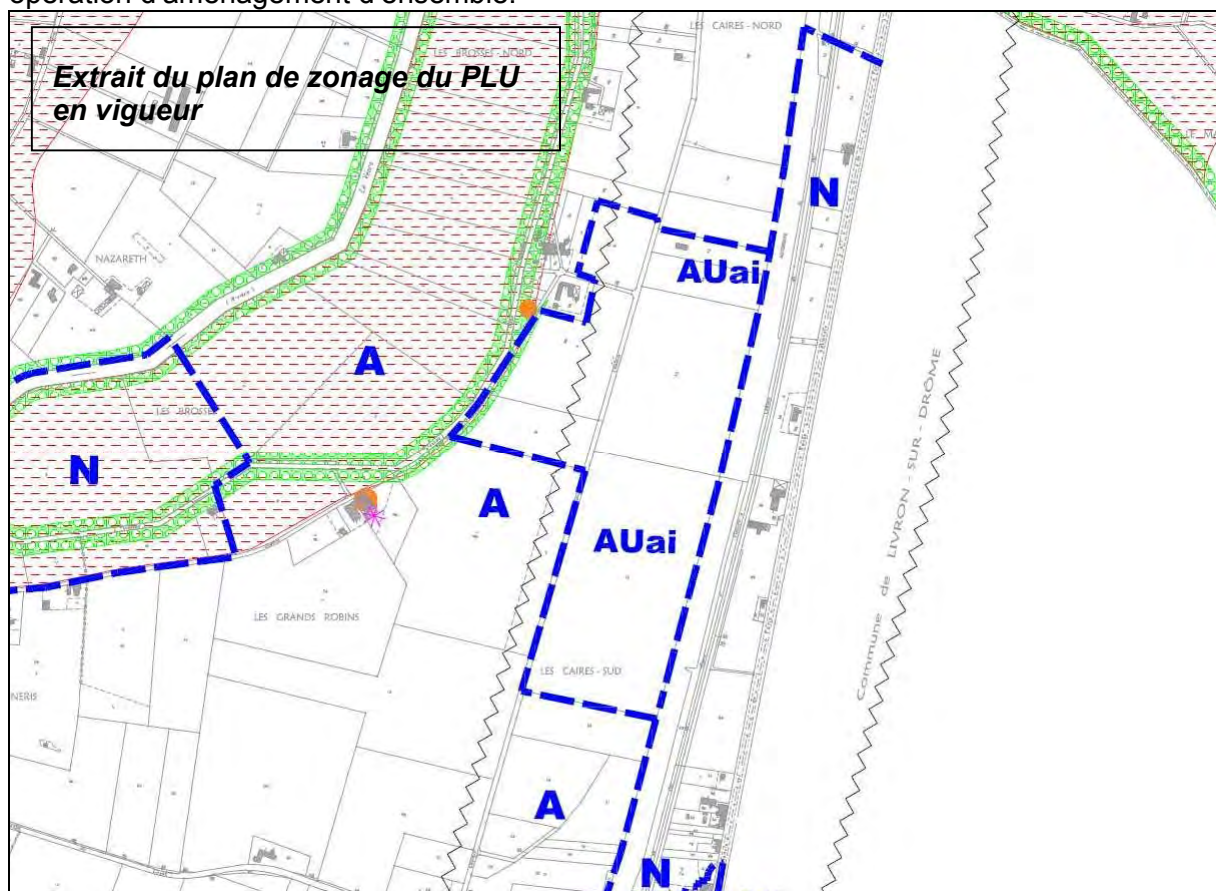
Cette zone en vitrine sur l'A7 devra répondre à des exigences de qualité :

- **zone inconstructible de 100 m de l'axe de l'autoroute qui devra bénéficier d'un traitement paysager de qualité comprenant des pelouses agrémentées d'essences arbustives de taille moyenne de type essences fruitières d'ornement à l'image des vergers qui occupent une partie du territoire communal ou de bosquets boisés.**
- **le stationnement sera prévu en priorité en façade sur la voie de desserte de la zone : un traitement paysager soigné de ces espaces sera également demandé.**
- **un alignement des constructions à 100 m de l'axe de l'autoroute est imposé pour une cohérence d'implantation le long de cet axe routier national.**



- un traitement architectural soigné.
- un aménagement des abords selon une logique d'itinéraire et non pas au coup par coup en laissant une large place aux aménagements paysagers simples et faciles à entretenir.
- une signalétique cohérente sur l'ensemble du site.

Le règlement graphique et littéral : La zone d'activités des Caires a été classée en zone AUai au PLU. Elle est destinée à l'accueil d'activités économiques industrielles, artisanales, commerciales et de services. Elle devra être ouverte à l'urbanisation dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.



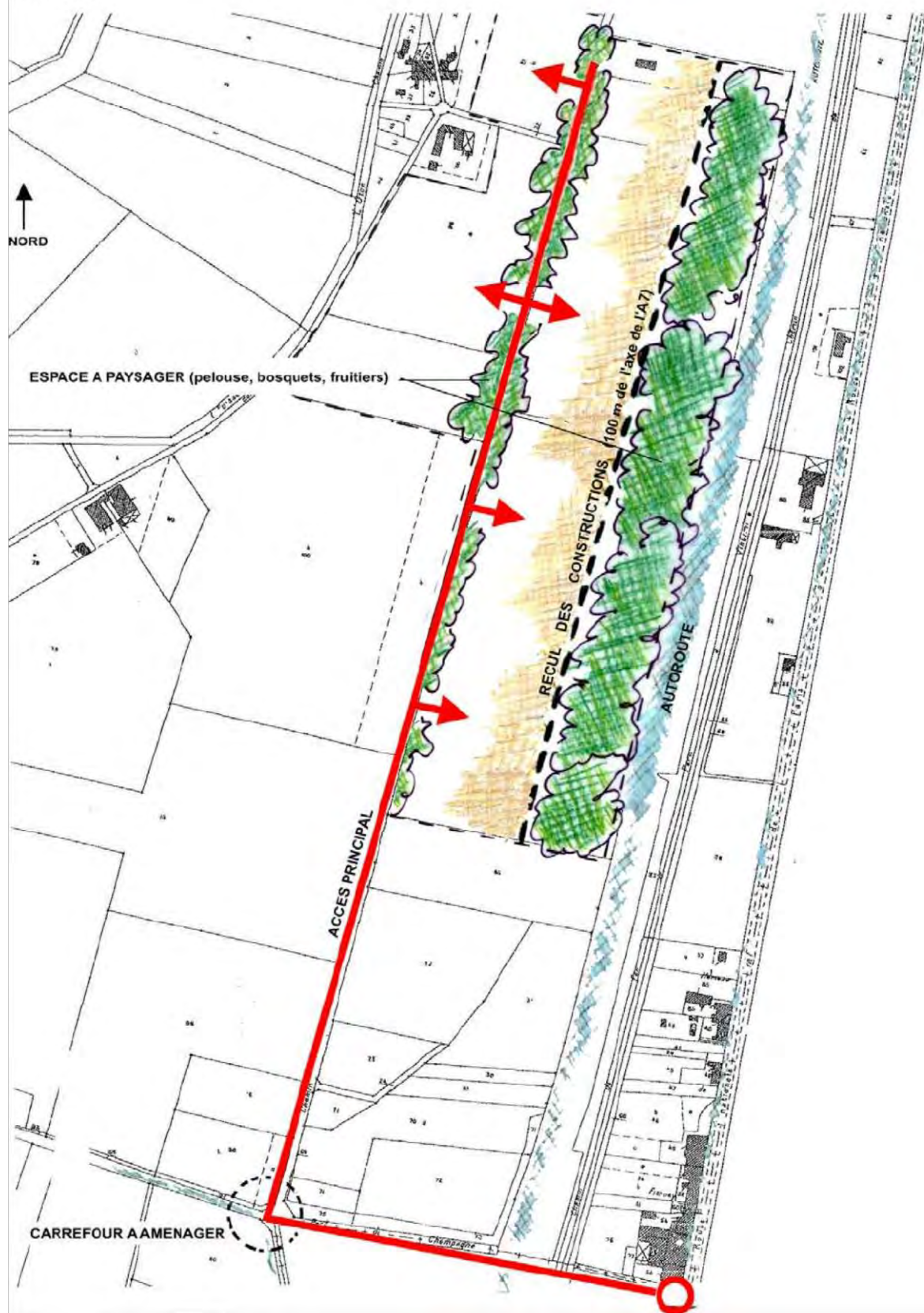
Le projet s'inscrit donc dans la continuité des objectifs de développement économique affichés dans le PLU de la Commune.

Toutefois, si la zone d'activités a été intégrée dans le PLU, aucune étude loi Barnier n'a été réalisée. Par conséquent, la législation (article L111-1-4 du code de l'urbanisme) et le PLU imposent un recul de 100m par rapport à l'axe de l'autoroute A7.

Dans un souci d'économie du foncier, la commune souhaite fixer des règles d'implantation différentes. La présente étude doit donc justifier, « *en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages* ».

**Commune d'ETOILE SUR RHONE**  
**ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT : Zone d'activités des Caires**

juillet 2007



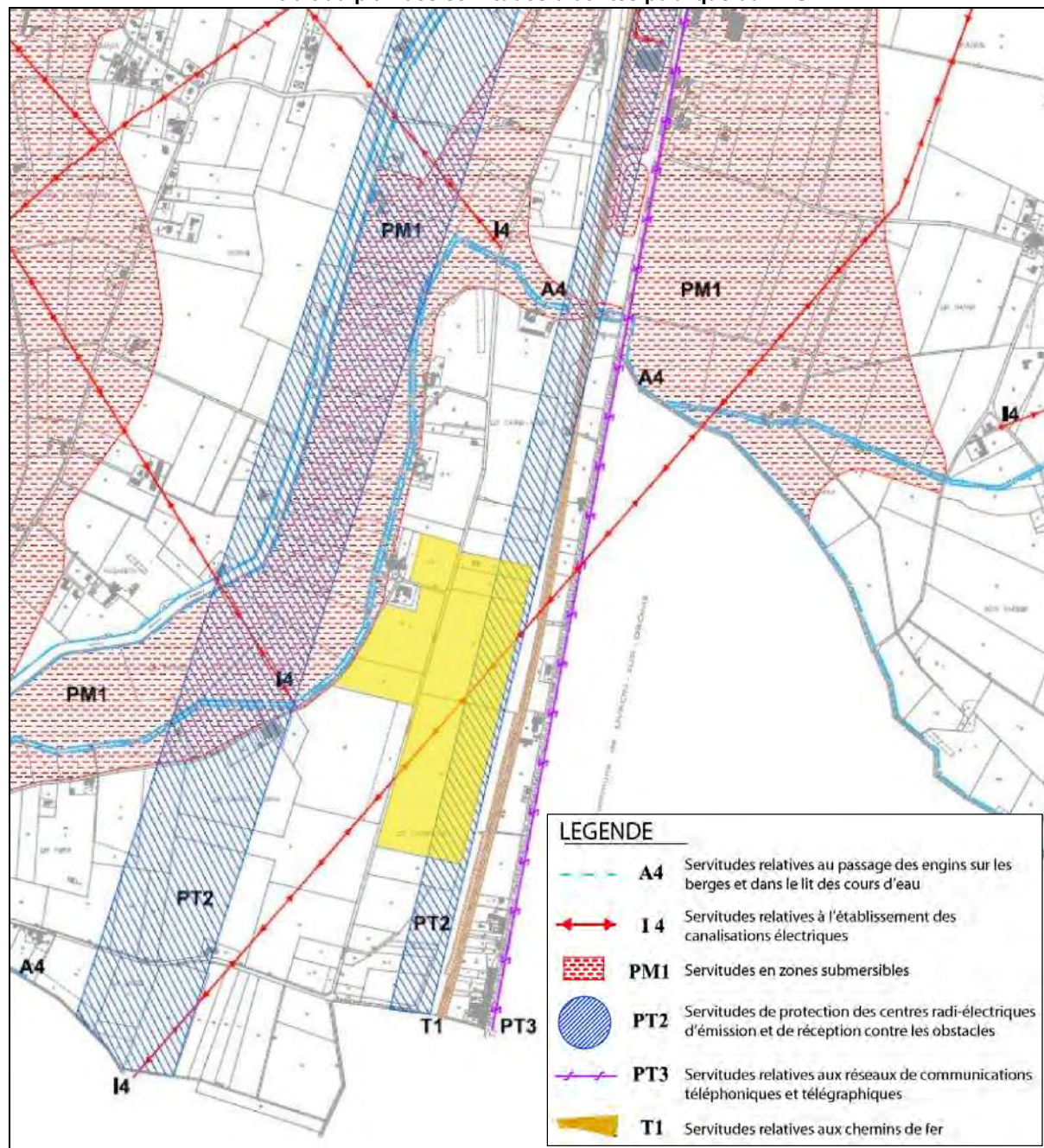


## 2. Les risques

La vallée du Rhône est essentiellement touchée par des risques inondation, liés au Rhône et ses affluents.

Sur le territoire d'Etoile sur Rhône, le risque d'inondation est lié au Rhône et à la Véore. Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Rhône et de la Véore sur Etoile sur Rhône a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 novembre 2004.

Extrait du plan des servitudes d'utilités publique du PLU



Les zones à risque du PPRI apparaissent en rouge sur la carte. Il apparaît que la zone d'activités des Caires est en dehors de toute zone de risque identifiée ou champ d'expansion des crues.

### III. Le projet urbain

La ZA des Caires est située à l'Ouest du territoire communal d'Etoile, en arrière de l'autoroute A7.

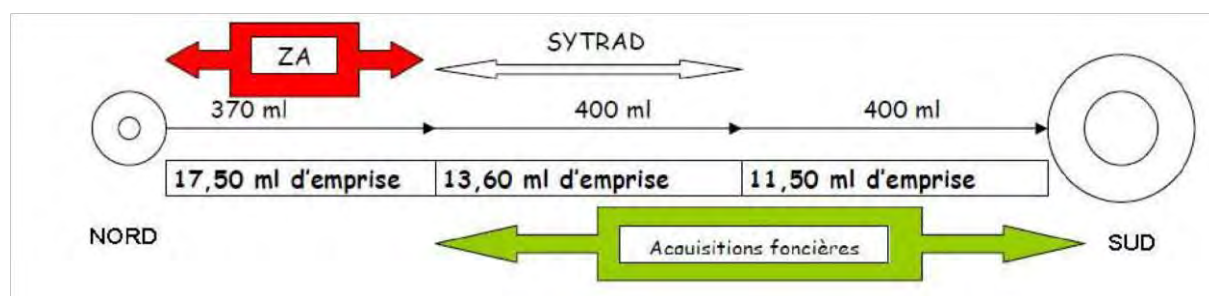
La configuration de la zone et les infrastructures existantes restreignent fortement les scénarios d'aménagement de la zone d'activités. L'aménagement s'appuie donc sur l'axe linéaire orienté Nord – Sud (que constitue la voie communale des Caires) où se répartit, de part et d'autre de la voie, un parcellaire destiné à l'implantation d'entreprises.

La zone est destinée à recevoir, sur les 17 ha disponibles, des constructions à usage d'activités industrielles, artisanales et tertiaires qui pourront s'implanter sur des lots de grande taille (1 à 8 ha).

L'entrée et la sortie s'effectueront au Sud de la zone depuis un giratoire aménagé sur la RD215. L'accès principal de la zone se fera depuis la RN7, par le rond point desservant également la zone d'activités de Fiancey à Livron.

La desserte de la zone se fera par la voie communale des Caires et le chemin des Battendons. Un second giratoire a été réalisé au carrefour de ces deux voies afin de faciliter le contournement des poids-lourds.

La voie communale était initialement revêtue sur une largeur de 4 mètres. L'emprise communale n'était pas suffisante, dans la mesure où elle sera empruntée par des camions. Il a donc été procédé à l'acquisition de terrains privés en limite Ouest de voie, dans la partie Sud, afin de permettre une mise au gabarit de la voie de circulation. La structure de la chaussée a été reprise dans sa totalité afin de supporter le trafic poids lourds estimé à 200 véhicules pour jour et par sens. Elle est donc désormais de 17,5 m depuis le giratoire Nord de la Zone jusqu'au SYTRAD, puis de 13,6 m le long du bâtiment d'intérêt général et enfin de 11,5 m jusqu'au giratoire Sud



L'aménagement de la voie desserte principale intègre la problématique des déplacements doux, la gestion des eaux pluviales ainsi que les fonctionnements naturels présents (ruisseaux, haies bocagères).

La nouvelle voie se décompose en trois séquences principales, séquences générées par la largeur des accotements.

La première partie, la plus au Sud, est la plus étroite. Un petit fossé la borde sur son côté ouest, planté de phragmites. Ce fossé est en liaison directe avec le ruisseau existant, lui-même planté en phragmites. Les accotements ont été simplement enherbés, respectant le vocabulaire des voies les plus proches.



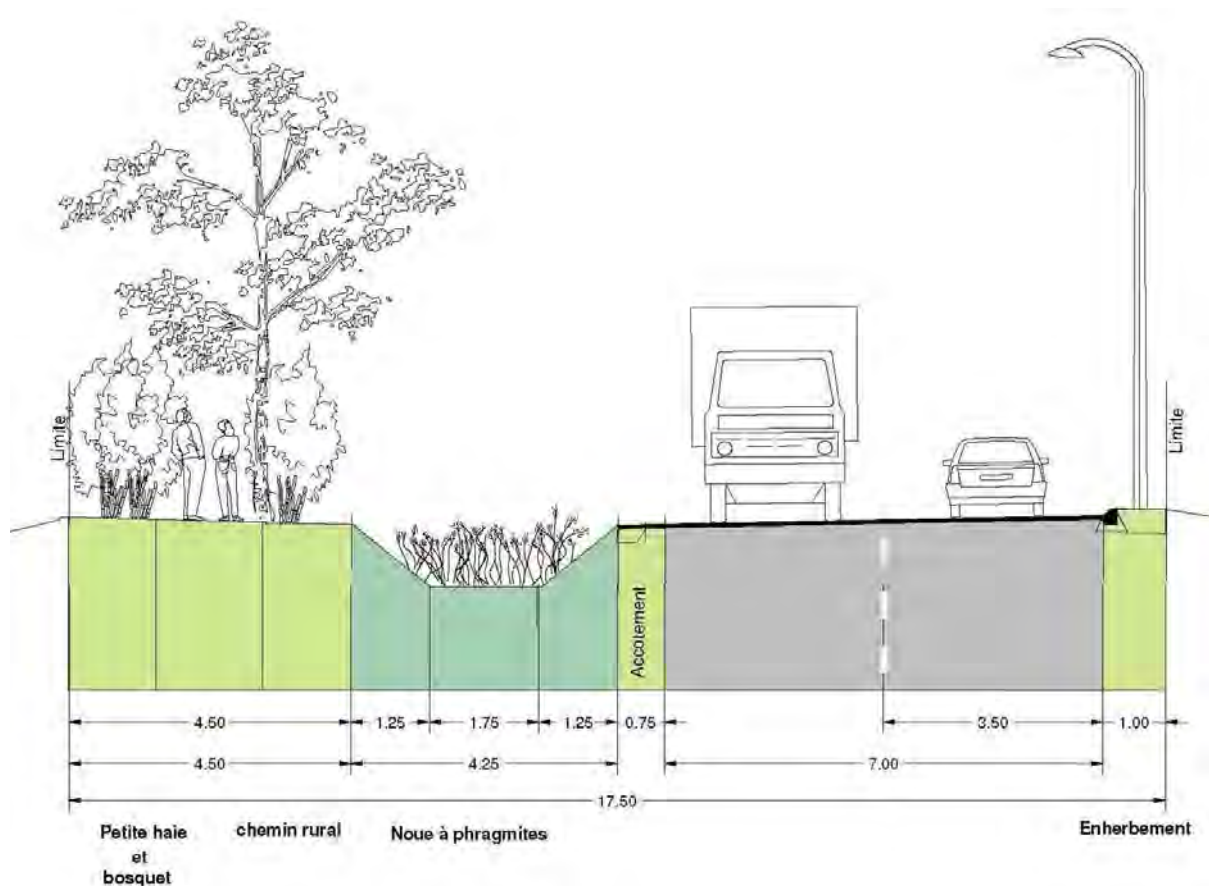
Une remarque importante concernant les enherbements proposés : Il s'agit de semi d'un mélange de variétés de chiendent, particulièrement peu exigeant et très résistant à la sécheresse. Les tontes peuvent ainsi être très espacées, réduisant les charges d'entretien.

La seconde partie de la rue a été élargie par des accotements plus confortables, coté Ouest, passant de 3 à 5 mètres. Le fossé est élargi et toujours traité de la même façon tandis que l'on profite de la sur largeur pour mettre en forme un futur chemin rural.



Dans le dernier tronçon, (profil + photo) la configuration s'élargie franchement, toujours par le coté ouest. La réservation du chemin peut alors s'intégrer dans une bande végétale plus fournie, réalisée avec la plantation des essences déjà présentes sur le site. Ces plantations, type ripisylve, se justifient par la présence d'une noue plantée elle aussi en phragmites, mais aussi par l'orientation de la voie qui permet de respecter l'organisation paysagère environnante.

**Aménagement paysager de la voie communale des Caires**



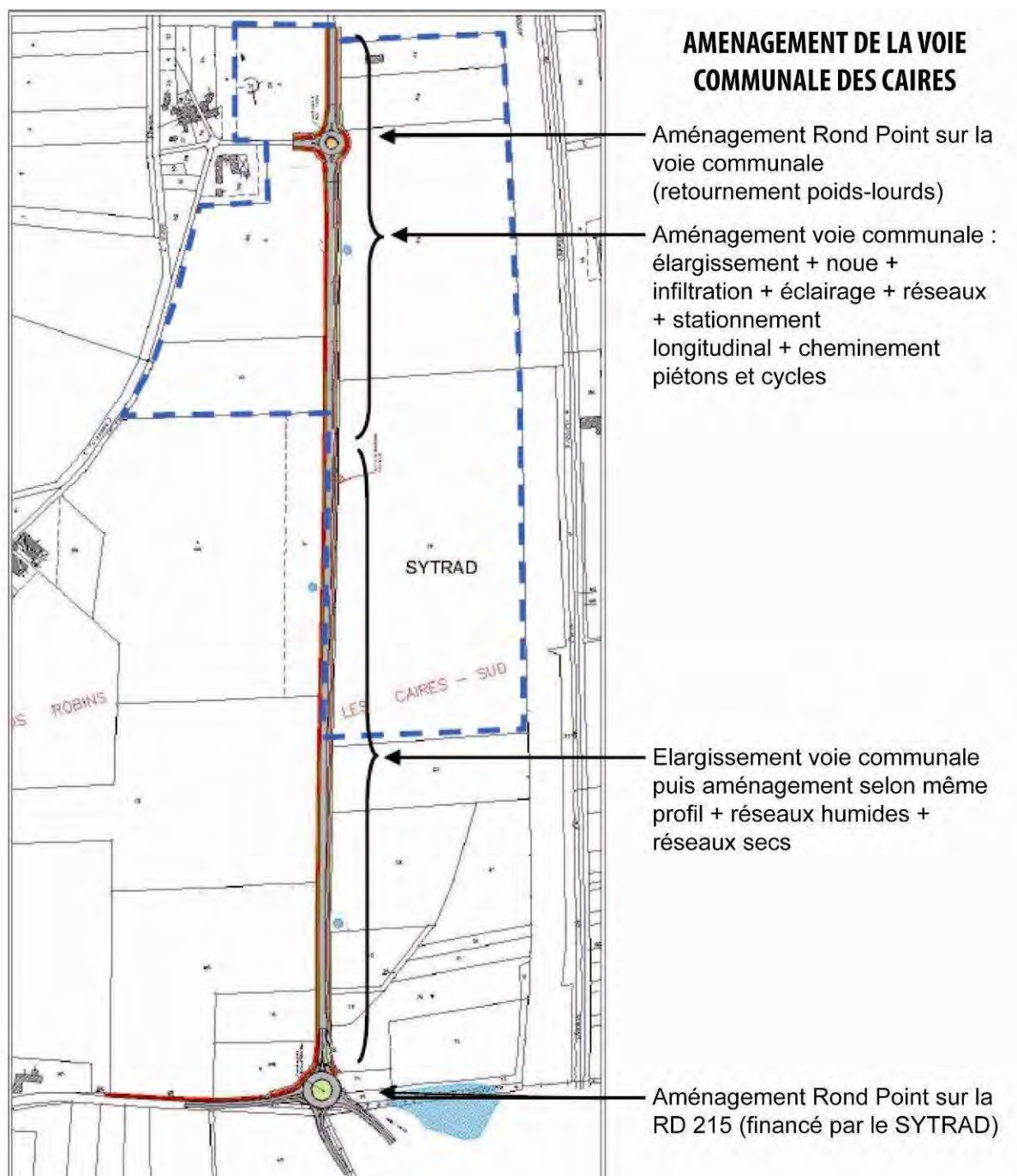
**Coupe de l'aménagement de la voie communale des Caires dans son tronçon Nord**

Enfin, les deux carrefours giratoires ont été simplement traités par un semi de prairie sans plantation d'arbres et d'arbustes.

L'objectif recherché est d'intégrer au mieux les futures implantations dans ce milieu agricole par des interventions paysagères les plus respectueuses de l'environnement rural.

La zone d'activités présente des ressources importantes. Une extension du réseau d'assainissement et d'eau potable a été réalisée pour desservir la zone d'activités. La zone est également raccordée au réseau internet très haut débit.

### **Programme d'aménagement de la ZA des Caires**



## **IV. Les prescriptions architecturales, paysagères et environnementales**



## A - Les enjeux

La zone d'activités des Caires fait l'objet d'une étude Loi Barnier dans l'objectif de réduire la bande inconstructible de 100 mètres imposé, de part et d'autre de l'axe des autoroutes, par l'article L111-1-4 du Code de l'Urbanisme.

L'article spécifie que le plan local d'urbanisme « ***peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.[...].*** ».

La zone d'activités des Caires est située le long de l'autoroute A7. Elle est destinée à recevoir, sur les 17 ha disponibles, des constructions à usage d'activités industrielles, artisanales et tertiaires qui pourront s'implanter sur des lots de grande taille (1 à 8 ha).

Le diagnostic a permis d'identifier les enjeux suivants :

### Enjeux urbains et paysager :

- Le traitement du grand paysage depuis l'autoroute et la prise en compte de points de vue monumentaux notamment sur le massif ardéchois ;
- La cohérence d'ensemble de l'aménagement urbain et paysager des bords de l'autoroute, par le traitement d'une façade directe de la zone d'activités sur la voie ;
- La qualité urbaine, paysagère et architecturale du projet dans le respect des exigences de la loi Barnier ;
- La bonne insertion du projet avec l'espace agricole environnant ;
- L'articulation et la cohérence des constructions dans l'ensemble, avec les constructions existantes.

### Enjeux économiques et programmatiques :

- L'effet vitrine de l'autoroute dans le respect des enjeux urbains et paysagers ci-dessous (notamment par un traitement architectural des façades et paysagers de la marge de recul).

### Enjeux environnementaux :

- Le traitement des nuisances, en particulier du bruit et de la sécurité dans le respect de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme.

A partir de ces enjeux, les règles suivantes ont pu être établies.

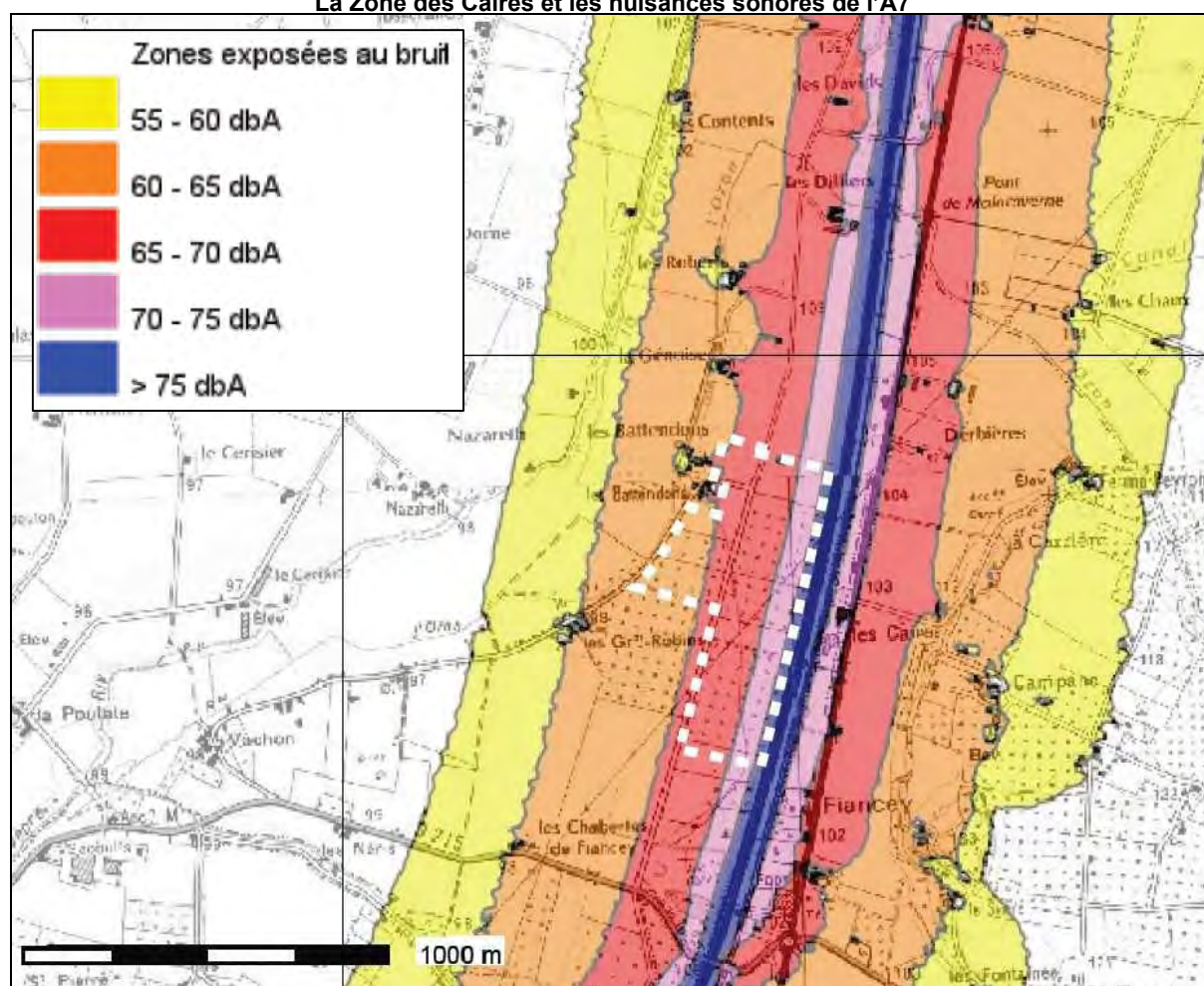
## B - La réduction des nuisances et la sécurité

### 1. Réduction des nuisances

La zone d'activités est située à une distance approximative de 10 mètres de la bande d'arrêt d'urgence de l'A7. L'autoroute supporte un trafic important de l'ordre de 70 000 véhicules par jour en moyenne.

Les nuisances acoustiques générées par cet axe ont été évaluées par la Direction Départementale des Territoires de la Drôme (DDT 26) et retranscrites dans la carte stratégique du bruit. Cet outil indique qu'à moins de 50 mètres de l'axe de la voie, le niveau sonore produit par l'autoroute est supérieur à 75dbA. A une distance comprise entre 50 et 125 mètres par rapport à l'autoroute, le niveau est situé entre 70 et 75dbA et continue de diminuer au-delà. A titre indicatif, le seuil d'alerte pour l'exposition au bruit en milieu professionnel est fixé à 85 dbA et le niveau maximum réglementaire à l'intérieur d'une discothèque est de 105 dbA.

**La Zone des Caires et les nuisances sonores de l'A7**





Les façades Est des nouveaux bâtiments à implanter dans la zone devront faire l'objet d'un isolement au bruit adapté.

## 2. Sécurité

La zone d'activités des Caires ne dispose d'aucun accès direct (entrée ou sortie) sur l'autoroute, la voie ferrée et la RN7 qui la bordent. L'accessibilité à la zone d'activités s'effectue via la RN7 et deux giratoires qui permettent de fluidifier le trafic (bien que la RD215 fasse l'objet d'un trafic relativement faible) et de ralentir les véhicules.

En outre, la voirie interne à la zone a fait l'objet d'un aménagement facilitant la circulation des véhicules (giratoire au Nord de la zone) et assurant la stricte séparation des déplacements. En effet, une bande dédiée aux piétons et cyclistes a été anticipée dans le projet à l'Ouest de la voie réservée aux véhicules. Elle est séparée par une noue paysagère.

Le retrait des bâtiments depuis l'autoroute (dans une bande de 43m au nord à 80m au sud) et la voie communale des Caires permettra par ailleurs un dégagement visuel, favorable à une bonne visibilité de la signalisation et du flux routier.

Positionnés à 15 mètres de l'axe de la voie communale des Caires à l'Est et 25 mètres à l'Ouest, les futures constructions ne constitueront pas un obstacle au champ visuel des automobilistes. Ces bâtiments s'aligneront pour renforcer l'effet rue et éviter un sentiment d'implantation anarchique. Enfin, la plantation de végétaux et les aires de stationnement devront permettre d'atténuer l'impact visuel de ces ouvrages volumineux.

La mise en place d'une charte graphique, pour le mobilier urbain et la signalétique, participera à l'identité de la zone d'activités. Regrouper et unifier la signalétique et les enseignes permettront de simplifier la lecture des usagers et de valoriser l'espace concerné. Un totem, implanté à l'entrée, sera adapté au gabarit des poids lourds. Il permettra également de limiter les stationnements gênants. Il sera complété sur chaque parcelle d'une enseigne précisant le nom du bâtiment ainsi que les noms et logos des sociétés qu'il abrite.

Enfin l'espace situé entre l'autoroute et les bâtiments n'est pas un espace public ouvert aux circulations douces. Toutefois le projet réserve un passage pour l'entretien des espaces verts depuis les parcelles.



*Aménagements de la voie communale des Caires et de son giratoire Nord*

## **C - L'urbanisme.**

Le projet de zone d'activités s'insère dans un environnement à double destination. Premièrement, le site s'inscrit dans la plaine agricole du Rhône. L'enjeu du projet d'aménagement et d'urbanisme est d'insérer la zone d'activités en harmonie avec la plaine agricole environnante. L'horizontalité est la caractéristique principale de la plaine. L'objectif du projet est donc de reproduire cette régularité du paysage et de la traduire de manière architecturale au sein de la zone. Le second objectif est de s'appuyer sur la palette végétale limitrophe en terme d'aménagement paysager afin de favoriser au mieux l'insertion de cette ZA dans son milieu.

Deuxièmement, la zone d'activités s'inscrit dans un site où sont d'ores et déjà implantées deux activités. L'une d'elles est un bâtiment emblématique, fruit d'une longue réflexion ayant donné naissance à des bâtiments architecturaux de qualité. L'objectif est de tenter de reproduire cette qualité architecturale afin d'assurer une certaine harmonie au sein de la zone.

Cette régularité se traduit dans un premier temps en terme de règle d'implantation et de volume. Comme vu précédemment, les bâtiments devront respecter des règles d'implantation adaptées à chacune des voies.

### **• Implantation des constructions**

Les constructions doivent s'adapter à la topographie naturelle du terrain afin de ne pas bouleverser le paysage en place. En raison de la proximité de la nappe phréatique du Rhône et de zones inondables, les sous-sols seront interdits. Les bâtiments implantés de façon à bénéficier au maximum des apports thermiques solaires seront encouragés.

Afin de garantir un effet rue et de reproduire la régularité de l'espace agricole au sein de la zone d'activités, les bâtiments doivent être sur un alignement constant par rapport à l'axe de la voie communale intérieure de la zone. Les constructions devront respecter les règles d'implantation suivantes :

#### ***PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET VOIES :***

Reculs par rapport à l'axe de la voie communale centrale :

- à l'Est de la voie communale, les bâtiments devront avoir un recul de 15 mètres de l'axe de la voie communale, avec une implantation possible ensuite dans une bande de 155m depuis cette limite de 15m
- à l'Ouest de la voie communale, les bâtiments devront avoir un recul de 25 mètres de l'axe de la voie communale,

Les bâtiments devront être implantés en alignement par rapport à ces reculs. L'alignement des bâtiments permettra de créer un front de rue le long de la voie des Caires (et son aménagement de qualité), et dans une certaine mesure de reproduire la continuité du paysage agricole depuis l'autoroute.

Le long de la voie perpendiculaire Nord (chemin des Battendons) et de futures voies publiques autres que celles mentionnées, le recul, par rapport au domaine public, sera au moins égale à la demi-hauteur du bâtiment, sans pouvoir être inférieur à cinq mètres.

#### ***PAR RAPPORT À L'AUTOROUTE A7 :***



Compte-tenu de la morphologie de la parcelle et du recul du bâtiment SYTRAD par rapport à l'A7, un alignement en redent est proposé. Ainsi, la bande de recul variera de 43 m au nord, à 80m au sud. Cette bande de recul est définie par rapport à la bande d'implantation depuis l'axe de la voie communale des Caires. Cette bande d'espace végétalisée devra:

- être non imperméabilisée sur toute sa longueur du nord au sud.
- mettre en valeur les bâtiments par un traitement à l'échelle de l'autoroute.
- Stocker les eaux pluviales avant infiltration

Ce recul s'appuie notamment sur le seuil de 75dbA identifié dans la carte stratégique du bruit de la DDT 26. Afin de ne pas contraindre de manière trop importante les futures activités, l'alignement en redent des bâtiments est proposé. Néanmoins, le long de la voie communale des Caires, l'alignement strict est imposé.

#### *PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES :*

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres.

En limite de zone agricole, afin de ne pas créer une frontière brutale entre les deux zones, cette distance doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux point sans pouvoir être inférieure à 10 mètres.

Il n'a pas été jugé nécessaire de règlementer l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres.

#### **• Le stationnement**

L'offre de stationnement se concentrera au cœur des parcelles, en surface. Aucune opération en sous-sol ne pourra être autorisée compte tenu de l'altitude du site et de la proximité du Rhône et de sa nappe phréatique.

Les espaces de stationnement privés seront adaptés aux besoins de l'entreprise et suffisants afin d'éviter un stationnement sur les espaces publics de la zone. Le nombre de places de stationnement sera déterminé en fonction de son type d'activités.

Pour les véhicules légers : Ces aires de stationnement seront fonctionnelles (accès facilement identifiable), sécurisées (éclairage), et paysagères de façon arborée. Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, le revêtement utilisé pourra permettre l'infiltration naturelle des eaux de pluie. Elles peuvent être traitées en gazon renforcé ou en dispositif drainant (dalles alvéolaires et graviers). Elles seront fractionnées toutes les 7 places par des végétaux plantés sur l'emprise d'une place de stationnement.

Les eaux pluviales en provenance des voiries et des aires de stationnement devront être traitées avant rejet dans le milieu naturel conformément à la réglementation en vigueur. Des systèmes de pré-traitement (séparateurs d'hydrocarbure) pourront être installés afin d'ôter les polluants des eaux issues des voies.

Les aires de stockage ne devront pas être positionnées en limite avec la voie communale des Caires, ni visibles depuis cet espace public.

#### • **La gestion des eaux pluviales**

Au-delà de la fonction de réduire le rejet d'eaux pluviales dans les réseaux existants et donc d'éviter leur surcharge, les systèmes de gestion des eaux pluviales permettent :

- de retenir sous forme de rétention les volumes d'eau importants,
- d'infiltrer ou d'évaporer une partie des eaux de pluies,
- de dépolluer les eaux issues des parkings et des chaussées par des ouvrages techniques ou des plantations adaptées.

C'est pourquoi, au sein de la zone d'activités, les eaux pluviales des voiries et des espaces publics seront collectées par un dispositif public de gestion des eaux pluviales disposé le long de la voie communale des Caires. Ce dispositif est constitué de noues d'infiltration.

De plus, le règlement impose la mise en place d'un dispositif de rétention/infiltration à la parcelle, particulièrement pour maîtriser les eaux de ruissellement des chaussées privatives, des toitures, des stationnements et autres surfaces imperméabilisées. Les eaux pluviales en provenance des voiries et des aires de stationnement devront être traitées avant rejet dans le milieu naturel, conformément à la réglementation en vigueur.

Les ouvrages d'utilité publique tels que les bassins de rétention des eaux pluviales seront autorisés dans la bande de 43m à 80m par rapport à l'axe de l'autoroute dans la mesure où ils font l'objet d'un traitement paysager.

Les aires de stationnement pour véhicules légers, les cheminements piétons et les toitures pourront être végétalisés afin de limiter les volumes d'eau de ruissellement à traiter. En terme d'aménagement paysager seront encouragées les plantations de végétaux qui ne nécessitent pas beaucoup d'arrosage et d'entretien et les essences locales adaptées au sol et au climat.

Enfin, le stockage des eaux de pluie de toiture dans des citernes enterrées devra permettre leur réutilisation pour l'arrosage des espaces verts.

## **D - L'architecture des constructions**

### ***VOLUMÉTRIE ET FAÇADE***

La qualité des bâtiments participera à l'attractivité de la zone d'activités dans son ensemble. Les constructions seront conçues avec une grande exigence qualitative, tant dans la mise en œuvre que dans l'écriture architecturale. Une harmonie sera recherchée entre les nouveaux bâtiments et les constructions existantes (SYTRAD).

Les constructions seront de conception et de formes simples. Les bâtiments principaux comprendront des volumes de base rectangulaire. Les édifices techniques (conduits de fumée et de ventilation, les écoulements d'eaux usées et d'eaux de pluies, centrale de traitement de l'air...) devront être intégrés au volume du bâti.



La hauteur des constructions sera limitée à **13 mètres** afin de ne pas contraindre les activités ciblées dans la zone. Seuls les ouvrages techniques (silos...), cheminées et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.

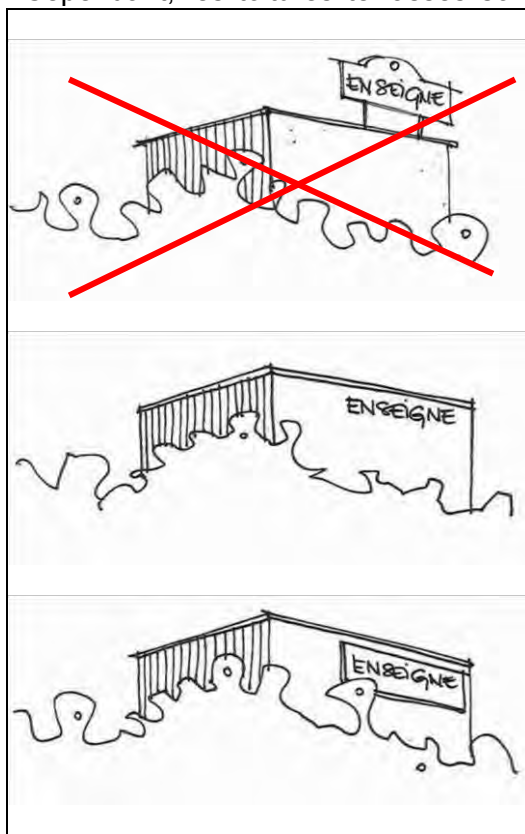
Les toitures feront l'objet d'un traitement de qualité (cinquième façade). Elles pourront supporter des panneaux photovoltaïques ou être végétalisées. S'il est fait le choix d'un toit en pente, son inclinaison devra être inférieure à 30%. Cependant, les toitures terrasses sont privilégiées.

Les façades ou pignons de bâtiment seront bâties obligatoirement à 80% sur l'alignement précisé à l'article 6 du règlement.

Les façades sur rue et sur l'A7 sont les deux façades vitrines. A ce titre, elles doivent affirmer une qualité d'écriture et assurer un rythme sur les espaces publics. Toutes les façades des bâtiments doivent faire l'objet d'un traitement uniforme. Aucun pignon sur la rue interne de la zone d'activités ne sera aveugle. Les éléments architecturaux complémentaires sur la façade (brise-soleils, persiennes) seront autorisés.

Une enseigne par façade est autorisée sur le corps du bâtiment principal. Elle sera intégrée à la façade du bâtiment et ne devra pas dépasser l'acrotère. Pour intégrer au mieux l'enseigne, il sera nécessaire de la concevoir en relation avec l'architecture et l'implantation du bâtiment. Elle doit être située en applique sur le mur de façade. Elle ne doit pas excéder 1/10e de la façade concernée.

Sont acceptées les enseignes peintes, à lettres et logos découpés ou bien sur toile. Sont proscrits les dispositifs déportés ou dépassant en toiture, les dispositifs mobiles, ou éclairants (caissons, néons, etc.) et clignotants.



## MATÉRIAUX ET COULEURS

Une certaine homogénéité sera recherchée au sein de la zone, en calquant les teintes naturelles de son environnement (cultures, vergers...) et en faisant l'usage de matériaux locaux. Les constructions s'inspireront de la qualité architecturale du bâtiment du SYTRAD en terme de matériaux et de couleurs notamment, afin d'assurer une cohérence dans l'ensemble du tissu bâti.

Les façades d'un même bâtiment devront faire l'objet d'un traitement uniforme. Toutefois, dans un même ensemble de bâtiments, les matériaux et les couleurs pourront varier, d'une construction à une autre, dès lors qu'ils s'appuieront sur un projet architectural et paysager d'ensemble. Par ailleurs, pour casser l'effet de mur, un certain relief pourra être donné aux façades par l'emploi de matériaux ou de coloris différents afin de l'animer.

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc.... Toutefois, le béton brut est autorisé. Les matériaux brillants en façade ou en couverture sont interdits.

Les bardages composites et bois ainsi que la construction bois sont autorisés. Les bardages devront respecter une cohérence de couleur avec les teintes imposées dans le nuancier. Les bardages métalliques et industriels petites ondes sont proscrits.

Pour le revêtement extérieur des murs, les couleurs respecteront le nuancier annexé au règlement. Chaque bâtiment ne pourra posséder plus de deux coloris en façade.

Les matériaux apparents en façade, leur texture, leur teinte ainsi que leur mise en œuvre doivent conserver une tenue correcte dans le temps.



***Façade du SYTRAD donnant sur l'autoroute A7***





Bardage métallique



Bardage composite



Bardage métallique & Bois



Bardage composite



Bardage bois



Traitement des façades vitrées

## ENSEIGNES ET PUBLICITE

On trouvera à l'entrée de la zone d'activités un totem général représentant le plan de masse de la zone et permettant la localisation des différents bâtiments avec leur nom. La hauteur du totem sera maximum de 4 mètres. Il devra être implanté de sorte qu'il soit visible par les conducteurs de véhicules poids lourd.

Une enseigne pourra être scellée au muret technique en entrée de parcelle. De forme longitudinale, sa dimension ne devra pas excéder la longueur du muret technique et 1 mètre de haut. Elle présentera le nom du bâtiment et les noms et logos des sociétés qu'il abrite.



Les mâts surmontés d'une enseigne, les enseignes lumineuses, les panneaux publicitaires et les pré-enseignes seront strictement interdits sur l'ensemble de la zone d'activités.

## **E - Le paysage**

La contribution du projet à la qualité paysagère de la zone d'activités s'appuie sur les propriétés architecturales des bâtiments et surtout sur l'aménagement paysager du site.

L'enjeu paysager de la zone d'activités des Caires est de parvenir à insérer un tissu économique au sein d'un environnement à forte identité agricole ainsi que de conserver les points de vue monumentaux depuis l'autoroute, notamment sur le massif ardéchois.

Les réflexions architecturales et urbanistiques ont intégré ces enjeux en tentant de reproduire une certaine régularité à travers les volumes et les limites d'implantations des constructions.

Un traitement qualitatif des espaces libres et des clôtures garantissent l'intégration de la zone dans son environnement.

### **• Les espaces libres**

Les projets s'appuieront sur la palette végétale limitrophe (plantations d'essences locales retranscrites dans la liste annexée au règlement) afin de favoriser au mieux son insertion dans un environnement très agricole. Certains végétaux de l'espèce PRUNUS sont interdits (voir liste en annexe du règlement). Les plantations existantes devront être maintenues ou remplacées.

Une surface minimum de 25% de la surface totale du terrain sera dévolue aux espaces verts ou tout matériau perméable. Cette surface pourra prendre en compte les cheminements piétons qui seront traités avec les revêtements de type gore, sable stabilisé, etc... (Hors enrobé et asphalte) et des stationnements s'ils sont traités en dispositifs drainants ou en gazon renforcé.

Les espaces libres seront plantés à raison d'un arbre de haute tige pour 200m<sup>2</sup>, à l'exception des aires de stationnement pour véhicules légers. Celles-ci seront fractionnées toutes les 7 places par des végétaux plantés sur l'emprise d'une place de stationnement et seront traitées en matériaux perméables.

Les plantations d'alignement seront réservées au filtre paysager de l'autoroute et aux aires de stationnement alors que les plantations décoratives seront matérialisées aux abords des bâtiments et au niveau des entrées de zone; elles devront être en accord avec l'environnement paysager existant et respecter les essences locales (voir annexe jointe au règlement).

D'une manière générale, les aménagements paysagers devront être conçus afin de faciliter leur entretien à des coûts de gestion maîtrisés. Les plantations de couvre-sol ou d'enherbement rustique seront préférées aux engazonnements qui, s'ils se réalisent, devront recevoir un entretien régulier afin de maintenir des surfaces propres et d'assurer le bon développement des plantations. Les haies seront composées au minimum de 3 essences locales différentes.

Les murs végétaux uniformes composés de cyprès, thuyas ou de laurier-palme seront interdits, de même que la taille au cordeau.





***Haie bocagère en bordure du ruisseau de l'Ozon***



***Plantations en bordure de l'autoroute A7 et de la zone d'activités***

Les seuls écrans de verdure autorisés concerneront les plantations occultant les aires de stockage.

#### • **Le traitement des limites**

Le parti d'aménagement paysager choisi est de s'appuyer sur la palette végétale limitrophe afin de favoriser au mieux l'insertion de cette zone d'activités dans son environnement agricole. L'aménagement paysager tachera donc de s'inspirer des formes (haies bocagères, vergers..) et des essences locales (cerisier de Ste Lucie, aubépine, noisetier...).

De manière générale, la hauteur totale des ouvrages de clôture sera fixée à 2 mètres conformément aux exigences des organismes d'assurance. Le dispositif à claire-voie devra être un grillage en treillis soudés de couleur vert (conformément aux ouvrages existants sur la zone) et les haies seront composées d'au moins 3 espèces d'essences locales, choisies dans la liste annexée au règlement. Les clôtures doivent favoriser une certaine transparence des vues depuis l'espace public.

Le traitement des clôtures se distingue selon la limite qui sera traitée.

Il convient ensuite de différencier les clôtures positionnées :

- en limite de la zone AUai avec l'autoroute ;
- en limite de la zone AUai avec la zone agricole ;
- en limite avec la voie communale des Caires et du chemin de Battendons ;
- en limite séparative

Le long des voies les règles suivantes ont été prescrites pour définir la nature, l'organisation et les implantations de végétaux. Les orientations d'aménagements traduisent spatialement les règles ci-après.

#### ***EN LIMITE DE L'AUTOROUTE A7***

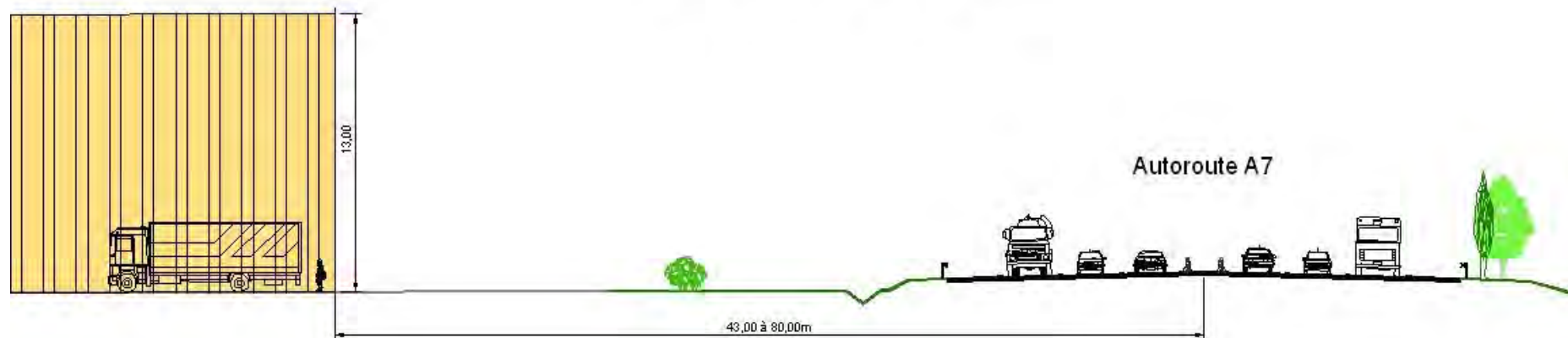
Au sein de la bande de recul de 43m à 80m par rapport à l'axe de l'autoroute A7, l'aménagement paysager s'appuiera sur le principe du filtre paysager en privilégiant les bandes enherbées et les bassins de rétention paysagers . Ainsi, les plantations éventuelles d'arbres et d'arbustes n'ont pas pour vocation de camoufler les bâtiments, mais de les accompagner et de les valoriser. Les plantations ne devront pas constituer de véritable mur végétal, occultant la parcelle depuis la voie.

Les essences choisies et l'entretien de ces espaces devront préserver l'aménagement paysager d'une densité de feuillage qui serait trop importante.

L'ensemble devra permettre de conserver l'effet vitrine de l'A7, avec une mise en valeur des façades bâtiments, tout en apportant un agrément paysager.



## Coupe bordure A7



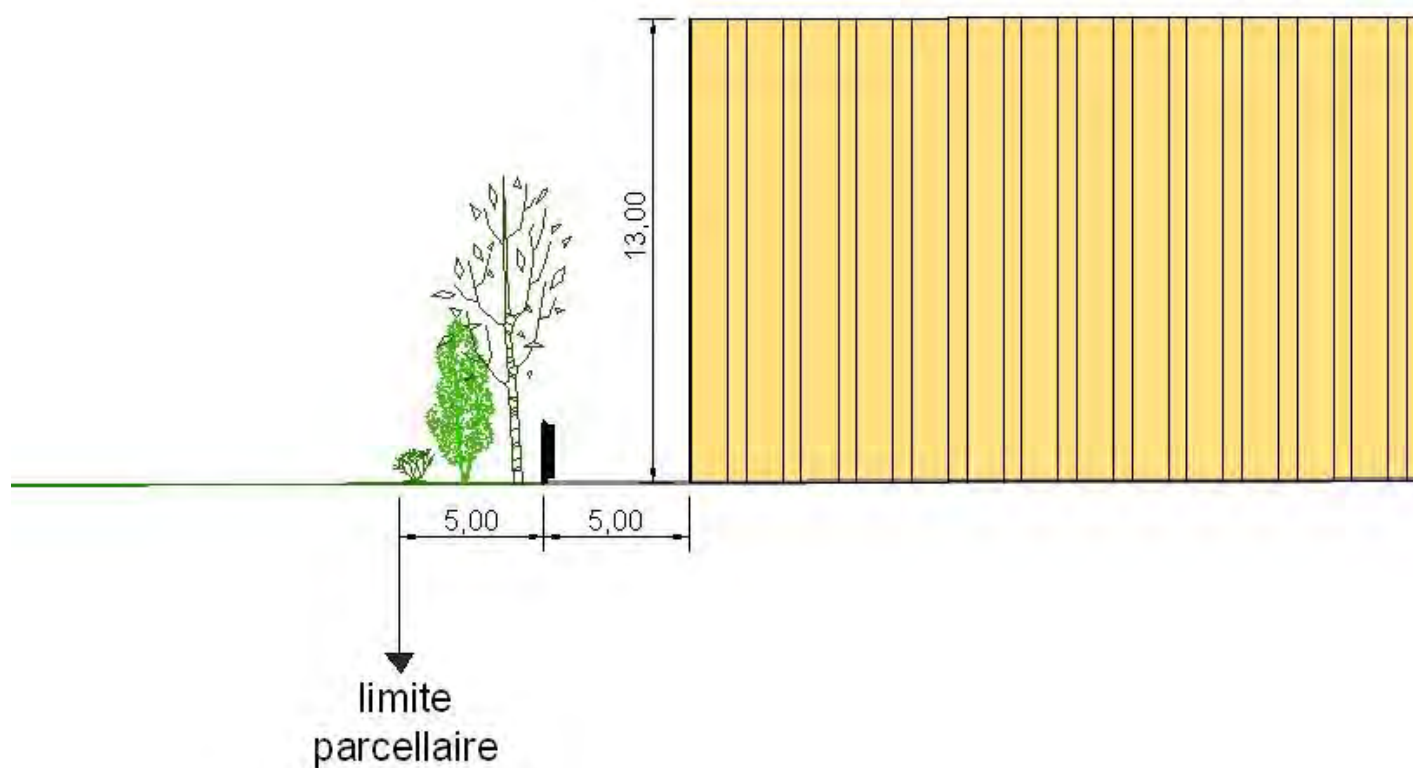
## Face autoroute



### EN LIMITE DE LA ZONE AUAI AVEC LA ZONE A

La lisière de la zone d'activités assurera une transition douce avec l'espace agricole. Sur une bande minimum de 5 mètres, l'aménagement paysager reprendra le principe de la haie bocagère, et des vergers en intégrant des arbres fruitiers. L'aménagement devra assurer un effet de transition par la diversité des essences et la hauteur des plantations. Le dispositif à claire-voie prendra place à l'intérieur de la parcelle, notamment de sorte qu'il ne soit pas visible depuis l'extérieur de la zone d'activités une fois la haie poussée.

### Coupe bordure zone agricole

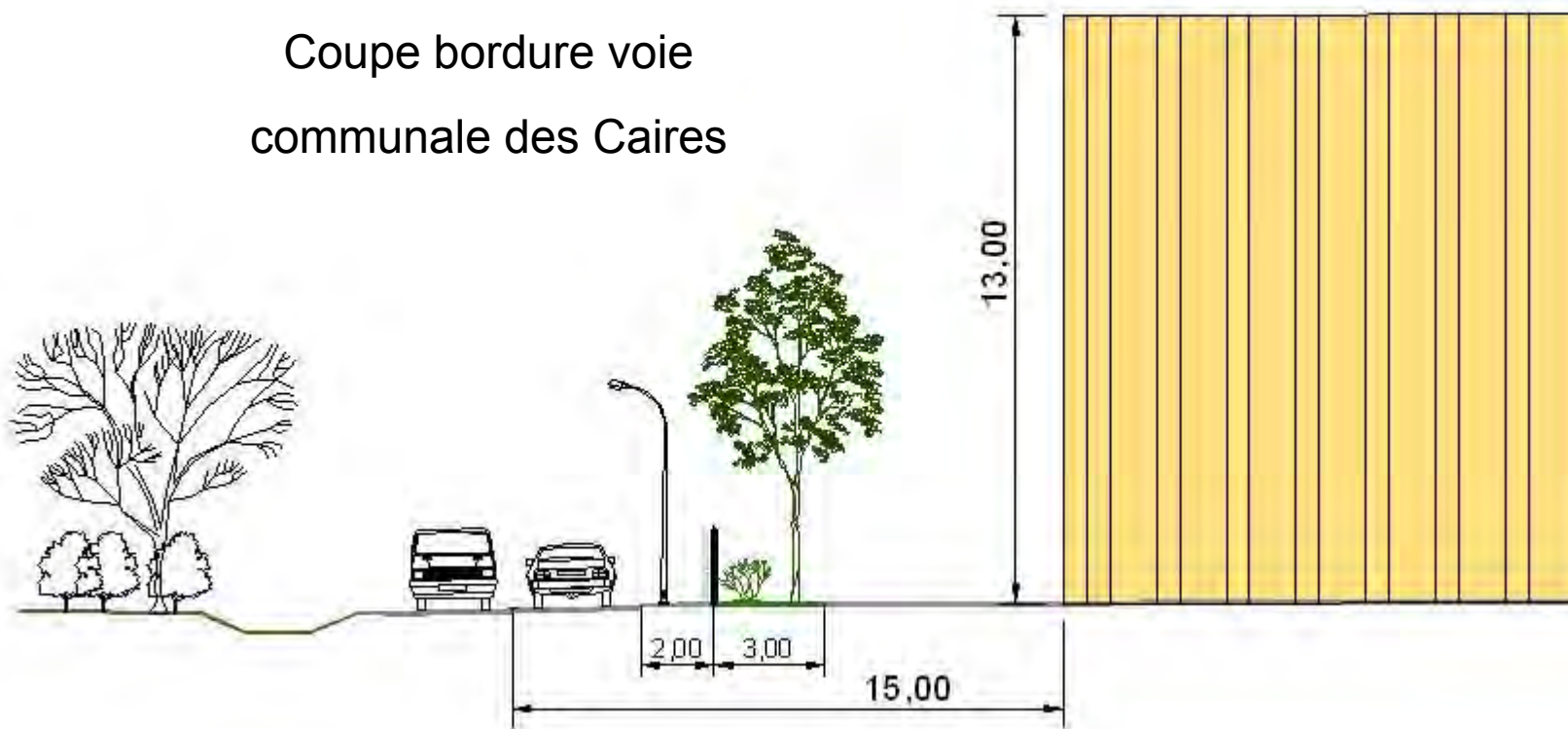




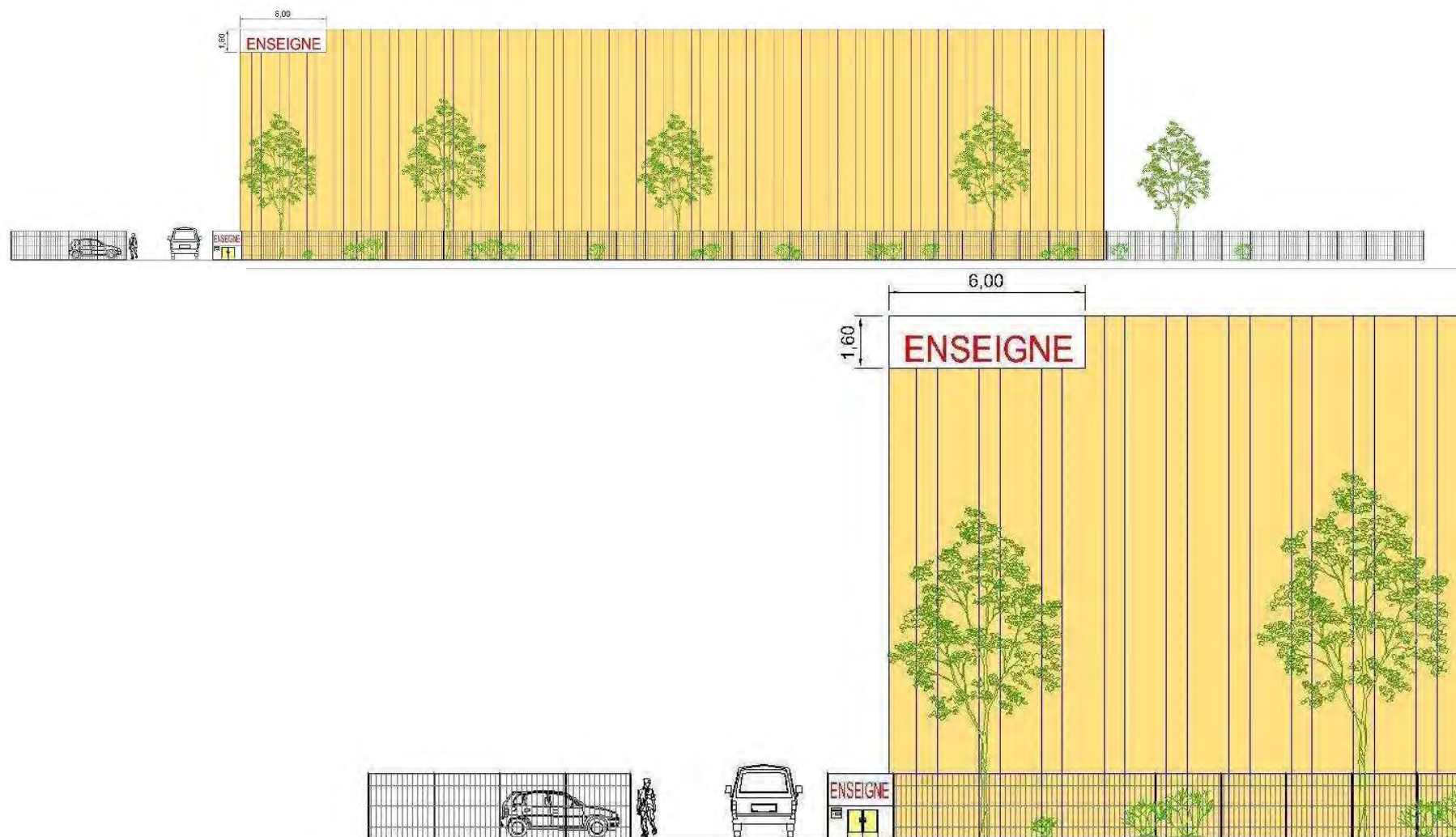
### *EN LIMITE AVEC LA VOIE COMMUNALE DES CAIRES ET DU CHEMIN DE BATTENDONS*

En bordure de la voie communale des Caires, le dispositif à claire-voie sera positionné en limite d'emprise publique, de sorte que les haies se situent à l'intérieur de la parcelle. Une bande enherbée s'étendra sur minimum 3 mètres au-delà de la clôture, à l'intérieur de la parcelle. Cette bande pourra supporter des plantations décoratives sous formes de petites haies et bosquets dans une densité faible afin de préserver l'effet vitrine de l'axe. La hauteur des haies et bosquets sera limitée à 1m. L'aménagement paysager pourra toutefois comprendre quelques arbres dispersés et de taille moyenne.

Le long de la voie communale des Caires, les haies ne devront pas constituer de véritable mur végétal, occultant la parcelle depuis la voie.



## Face voie communale





### *EN LIMITE D'EMPRISE PUBLIQUE*

Le dispositif à claire-voie sera positionné en limite d'emprise publique, de sorte que les haies se situent à l'intérieur de la parcelle.

L'entrée de parcelle pourra comprendre un muret technique ainsi qu'un portail qui doit être en ferronnerie de couleur verte et ne pas dépasser 2 mètres de hauteur.

Le muret technique, d'une hauteur de 1 mètre et d'une longueur maximum de 2 mètres; sera édifié à partir de matériaux locaux : mur en galets roulés, briques, blocs de pierres de taille, bois.... Il sera le support des coffrets techniques, des boîtes aux lettres, de l'enseigne, des plaques et numéros de rue.

L'implantation des clôtures ne devra pas créer une gêne pour la circulation publique notamment en diminuant la visibilité de la circulation sur les voies.

### *EN LIMITE SÉPARATIVE*

Les clôtures seront composées soit d'une haie vive, soit du dispositif à claire-voie, soit les deux. Le dispositif à claire-voie sera positionné en limite de parcelle.

#### **• Percées visuelles**

Des points de vue monumentaux sur le massif ardéchois ont été identifiés au sein du diagnostic paysager de la zone d'activités des Caires. Ils apparaissent comme un des enjeux de cette étude loi Barnier.

Les types d'activités auxquels sont destinés les terrains de la zone d'activités laissent présager la réalisation de constructions relativement imposantes en bordure de l'autoroute A7.

Selon les éléments de contexte de la zone d'activités, il apparaît qu'un recul de 222 mètres entre un véhicule sur l'autoroute et un bâtiment d'une hauteur de 12 m est nécessaire pour apercevoir, depuis la voie, les monts du Vivarais (situés à 462m d'altitude). Il n'est donc pas possible de préserver cette continuité visuelle depuis l'autoroute à hauteur de la zone.

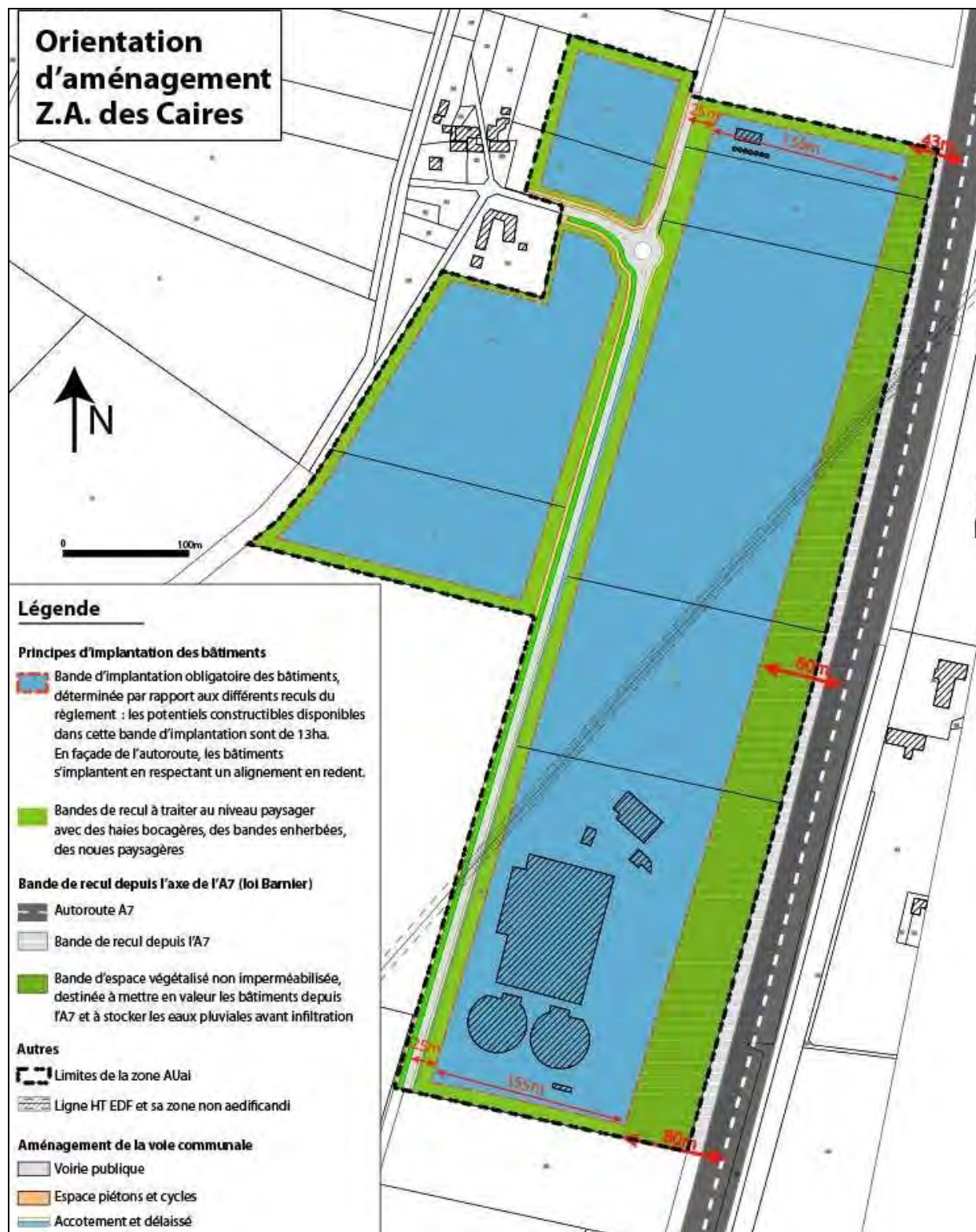
Par ailleurs, un automobiliste roulant à 130km/h parcourt 36 mètres par seconde. Il ne dispose donc que d'une seconde pour percevoir le paysage lointain dès lors que la percée visuelle est de 40 mètres. On retiendra donc cette donnée pour fixer la largeur minimum des percées visuelles à réaliser sur la zone d'activités.

Des percées visuelles devront donc être aménagées depuis l'A7 sur les monts d'Ardèche, entre 2 lots contigus.

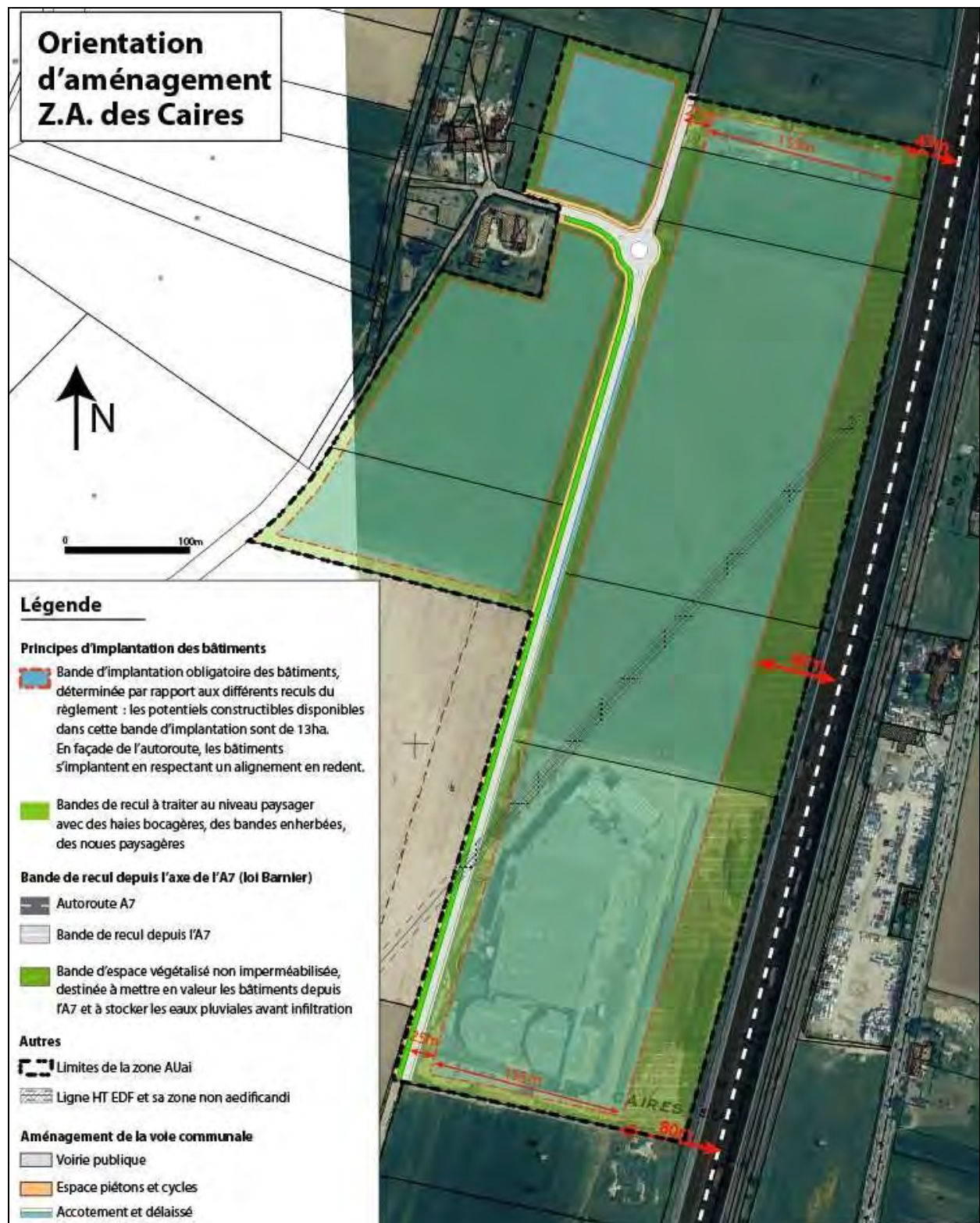
Le tissu bâti et végétal devra conserver des proportions permettant de préserver ces vues sur le massif ardéchois.

Ces vues permettront d'établir, par endroit, une continuité visuelle entre les espaces publics et les espaces inter-bâti privés et contribueront ainsi à l'ambiance paysagère de l'ensemble de la zone.

## Orientation d'aménagement Z.A. des Caires







## En conclusion,

---

La présente étude est destinée à justifier de nouvelles règles « **compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.**[...] » (article L111-1-14 du code de l'urbanisme).

La problématique des nuisances a été intégrée au sein des réflexions urbanistiques et architecturales de la zone. Les bâtiments respecteront les distances et les normes destinées à réduire les nuisances dans une zone dédiée aux activités et sans aucun logement.

La sécurité de la zone est assurée puisqu'elle ne dispose d'aucun accès direct sur de grands axes de communication. L'aménagement récent de la voie communale des Caires et des giratoires facilitent et sécurisent les déplacements au sein même de la zone.

L'enjeu paysager de la zone d'activités des Caires est de parvenir à insérer un tissu économique au sein d'un environnement à forte identité agricole ainsi que de conserver les points de vue monumentaux depuis l'autoroute, notamment sur le massif ardéchois.

Les réflexions architecturales et urbanistiques ont intégré ces enjeux en tentant de reproduire une certaine régularité à travers les volumes et les limites d'implantations des constructions.

Le parti d'aménagement paysager choisi est, quant à lui, de s'appuyer sur la palette végétale limitrophe afin de favoriser au mieux l'insertion de cette zone d'activités dans son environnement agricole.

L'ensemble de ces mesures permettent donc d'assurer la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. **Par conséquent, ils justifient la réduction du recul de 100m à une bande de recul de 43 à 80 mètres par rapport à l'axe de l'autoroute A7.**

Enfin, il convient de noter que la réduction de ce recul permettra de ne pas engendrer une consommation d'espace agricole supplémentaire en optimisant le foncier de la zone d'activités des Caires.

La réduction de ce recul s'inscrit donc dans une politique de gestion économe de l'espace.





DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## **ANNEXE N°6.10 : ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE DESTRUCTION OBLIGATOIRE DE L'AMBROISIE**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : <a href="mailto:irconcept@irconcept.fr">irconcept@irconcept.fr</a></p>	<p><b>Date</b> 06 février 2014</p>
---	---	---	--





PREFET DE LA DRÔME

Agence Régionale de Santé  
Délégation territoriale de la Drôme  
Pôle prévention et gestion des risques

Affaire suivie par : Armelle MERCUROL  
Tél. : 04.75.79.71.70  
Fax : 04.75.40.16.90  
courriel : armelle.mercurol@ars.sante.fr

Arrêté n° 2011201-0033

Prescrivant la destruction obligatoire de l'Ambrosie dans le département de la Drôme  
(*Ambrosia artemisiifolia*)

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement notamment les articles L.110-1 et L.220-1 ;

Vu le Code de la Santé Publique notamment l'article L.1311-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2211-1, L.2212-1 et L. 2213-25 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Rhône-Alpes, en date du 1<sup>er</sup> février 2001, approuvant le plan régional pour la qualité de l'air ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme n° 1641 du 3 mai 2000 fixant les règles d'entretien des parcelles mises en jachère dans le cadre du gel des terres indemnisé ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme n° 09-1974 du 18 mai 2009 relatif aux conditions d'éligibilité aux paiements de certaines cultures arables sur la base des rendements irrigués, aux usages locaux, aux zones de production de semences, aux surfaces fourragères et aux bonnes conditions agricoles environnementales.

Vu l'avis favorable du CODERST émis lors de sa séance du 7 juillet 2011 ;

Considérant que l'entretien des terrains relève de la salubrité publique et qu'il incombe aux propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quelque titre que ce soit ;

Considérant que l'ambroisie est une plante dont le pollen allergisant se diffuse dans un large périmètre, qu'il génère des nuisances importantes auprès de la population et constitue un risque pour la santé publique ;

Considérant que l'ambroisie (*Ambrosia artemisiifolia*) prospère dans les terrains dénudés, les terres rapportées (remblais) peu ou pas végétalisées, les sols peu ou mal entretenus, notamment les friches industrielles, les lotissements en cours de construction, les chantiers, les bas-côtés, les terrains vagues, les voies de communication, les jachères, les jardins, les cultures, les chaumes... ;

Considérant que les graines d'ambroisie sont viables durant plusieurs années et que par conséquent la lutte contre l'ambroisie nécessite une action de long terme ;

Sur proposition de Mme La Secrétaire Générale de la Préfecture

## **ARRETE**

### Article 1

Afin de juguler la prolifération de l'ambroisie et de réduire l'exposition de la population à son pollen, les propriétaires, locataires, ayants-droit ou occupants à quelque titre que ce soit, sont tenus de :

- prévenir la pousse des plants d'ambroisie.
- détruire les plants d'ambroisie déjà développés

### Article 2

Sur les parcelles agricoles, la destruction de l'ambroisie devra être réalisée avant pollinisation et avant la grenaison par l'exploitant jusqu'en limites de parcelles (y compris talus, fossés, chemins, etc...inclus dans la parcelle cadastrale exploitée). Il devra mettre en œuvre les moyens nécessaires : fauche, broyage, ou tout autre procédé adapté.

D'une manière générale, les techniques de prévention et d'élimination suivantes doivent être privilégiées : végétalisation - arrachage ; végétalisation – fauche ou tonte répétée.

Concernant les cultures annuelles, les moyens à dispositions seront conjugués pour optimiser la lutte :

- moyens agronomiques, avec notamment la réalisation de faux-semis avant cultures de printemps, lorsque les conditions s'y prêtent ;
- moyens mécaniques notamment le binage en culture, le déchaumage en interculture ;
- herbicides en faisant appel à des produits homologués (arrêté du 12 septembre 2006 susvisé) et la réglementation en vigueur sur les zones de captage le cas échéant.

### Article 3

L'obligation de lutte contre l'ambroisie est également imposée aux gestionnaires des domaines publics de l'Etat et des Collectivités territoriales, ainsi qu'aux exploitants d'ouvrages linéaires, en particulier des voies de communication, qui devront mettre en œuvre les moyens nécessaires et en particulier anticiper la gestion de l'ambroisie dans les marchés de travaux.

### Article 4

La prévention de la prolifération de l'ambroisie et son élimination sur toutes terres rapportées et/ou remuées lors de chantiers de travaux, est de la responsabilité du maître d'ouvrage.



#### Article 5

D'une manière générale, les techniques de prévention et d'élimination suivantes doivent être privilégiées : végétalisation – arrachage ; végétalisation – fauche ou tonte répétée.

Le désherbage chimique fera exclusivement appel à des produits homologués, respectant les dispositions relatives à leur application (arrêté du 12 septembre 2006 susvisé). Son utilisation devra être modérée pour limiter les impacts sur les nappes phréatiques et les cours d'eau.

La lutte chimique ne sera pas utilisée dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des zones de captages d'eau potable, à l'exception du traitement des cultures qui devra respecter les prescriptions relatives à la protection des captages.

L'entretien des abords des cours d'eau, plans d'eau et fossés, ne sera en aucun cas effectué par des moyens chimiques.

#### Article 6

L'élimination des plants d'ambrosie doit obligatoirement se faire avant la pollinisation et avant la grenaison de la plante afin d'empêcher les émissions de pollens et de graines.

Des interventions ultérieures supplémentaires peuvent être nécessaires en raison de phénomènes de repousse.

Dans tous les cas, le cycle de reproduction de l'ambrosie doit être interrompu afin d'empêcher la constitution de stocks de graines dans les sols.

#### Article 7

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera passible d'une contravention de troisième catégorie en application des dispositions du code de la santé publique.

En outre, en cas de défaillance des occupants, le Maire pourra faire procéder à la destruction des plants d'ambrosie aux frais des intéressés, en application des articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

#### Article 9

L'arrêté du 18 mai 2001 N° 01-1903 est abrogé.

#### Article 10

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, les Sous-préfets des arrondissements de Die et Nyons, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, le Directeur Départemental des Territoires, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Drôme, les Maires ainsi que les officiers et adjoints de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la Préfecture de la Drôme, dans les Sous-préfectures des arrondissements de Die et Nyons et dans toutes les communes du département.

Fait à Valence, le  
Le Préfet,

20 JUL 2011

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA



DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE

# PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ

## **ANNEXE N°6.11 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) DU CAPTAGE DE L'ILE DE L'EYRIEUX**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



Adresse :

Immeuble "33 Street"  
33 Route de Chevennes  
74960 CRAN-GEVRIER

Téléphone : 04 50 52 81 43

Télécopie : 04 50 52 47 76

Email : [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

Date  
06 février 2014





**PRÉFECTURES DE L'ARDECHE ET DE LA DRÔME**

**Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de l'Ardèche**

**Renforcement des ressources en eau potable  
du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux.  
Captage d'eau souterraine sur l'île de l'Eyrieux**

-----

**ARRETE INTERPREFECTORAL des 9 et 17 août 1999  
Déclarant d'utilité publique les travaux de captage  
et les mesures de protection de la ressource,  
Autorisant le prélèvement d'eau dans le milieu naturel  
et son utilisation pour la consommation humaine**

-----

**Modifié par l'ARRETE INTERPREFECTORAL n°141-12 et n° 08-2115 du 20 mai 2008**

-----

**Le Préfet de l'Ardèche  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles, L. 214-1 à L. 214-10, L. 215-13, L. 216-1 à L. 216-14, et R. 123-1 à R. 123-23,

VU le code minier, notamment l'article 131,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2215-1,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 126-1, R. 126-1 à R. 126-3, R. 126-36,

VU le code de justice administrative, notamment son article L 421-1,

VU le code pénal,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié,



VU l'arrêté interministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire,

VU la délibération en date du 16 juin 1998 du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux approuvant le dossier de prise en considération et de demande d'autorisation du captage de l'île d'Eyrieux (commune de La Voulte-sur-Rhône),

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 12 septembre 1998,

VU les dossiers d'enquête publique et d'enquête parcellaire auxquelles il a été procédé conjointement, du 19 octobre au 2 novembre 1998 inclus, conformément à l'arrêté interpréfectoral du 23 septembre 1998, sur les communes de La Voulte-sur-Rhône (07), Beauchastel (07), Etoilesur-Rhône (26) et Saint Georges-les-Bains (07),

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 30 novembre 1998,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de l'Ardèche en date du 2 juillet 1999,

VU l'arrêté interpréfectoral des 9 et 17 août 1999 déclarant d'utilité publique les travaux du captage de l'île de l'Eyrieux et les mesures de protection de la ressource, autorisant le prélèvement d'eau dans le milieu naturel et son utilisation pour la consommation humaine au bénéfice du syndicat de production de l'eau Rhône-Eyrieux,

VU le courrier du 15 mars 2007 du maire de la commune de BEAUCHASTEL (07), lequel demande la nomination d'un hydrogéologue agréé en vue de connaître son avis sur la possibilité d'étendre la zone construite de l'ancienne cité de la C.N.R. sud,

VU le rapport daté du 17 novembre 2007 de M. Gorges NAUD, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans le département de l'Ardèche, relatif à un avis complémentaire sur les servitudes et prescriptions dans le périmètre de protection rapprochée du forage de l'île de l'Eyrieux, plus particulièrement sur le secteur construit de l'ancienne cité de la C.N.R. sud,

VU le courrier daté du 12 décembre 2007 du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de l'Ardèche au président du syndicat de production de l'eau Rhône-Eyrieux, à qui il est demandé son avis sur le projet de modification de l'arrêté interpréfectoral des 9 et 17 août 1999 sus-visé en vue d'intégrer le projet d'extension modérée de la construction dans la zone de la C.N.R. Sud,

VU la télécopie datée du 10 janvier 2008 du président du syndicat de production de l'eau Rhône-Eyrieux, lequel émet son avis favorable au projet de modification de l'arrêté interpréfectoral des 9 et 17 août 1999 sus-visé,

VU l'avis favorable daté du 6 mars 2008 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ardèche,

CONSIDERANT que le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux doit pouvoir faire face, dans des conditions de sécurité satisfaisantes, aux besoins en eau potable de la population dont il a la charge,

CONSIDERANT qu'il est d'utilité publique d'assurer la protection de la qualité des eaux par la détermination de périmètres de protections immédiate, rapprochée et éloignée autour du point de prélèvement,

CONSIDERANT que les modifications apportées à l'arrêté interpréfectoral des 9 et 17 août 1999 sus-visé ne sont pas de nature à modifier notablement les conditions d'exploitation et de protection du forage, ne nécessitant pas de ce fait une révision de l'arrêté d'autorisation,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article R. 1321-12 du code de la santé publique, les préfets de l'Ardèche et de la Drôme prennent à leur initiative un arrêté modificatif de l'arrêté d'autorisation, estimant que le maintien de certaines dispositions n'est plus justifié,

**SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,**

**SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,**

## **ARRETEMENT**

### **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

#### **ARTICLE 1**

Sont déclarés d'utilité publique, les travaux à entreprendre par le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux en vue :

- de la réalisation et de l'exploitation du puits de l'île d'Eyrieux situé sur la commune de La Voulte-sur-Rhône,
- de la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, autour du puits de l'île d'Eyrieux.

### **AUTORISATION DE PRELEVEMENT ET D'USAGE**

#### **ARTICLE 2**

Le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux est autorisé, en vue de la consommation humaine, à prélever une partie des eaux souterraines à partir du puits de l'île d'Eyrieux situé sur la parcelle n° 452 de la section AB du plan cadastral de la commune de La Voulte-sur-Rhône, selon les modalités techniques figurant au dossier d'enquête.

Le débit maximal autorisé est fixé à 300 m<sup>3</sup>/h et 6 000 m<sup>3</sup>/j. Cependant, dans un premier temps, la capacité de pompage jusqu'à concurrence du débit maximal autorisé est soumise aux conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3**

Le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux indemniserà le cas échéant les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par le prélèvement des eaux.

### **CONDITIONS D'EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 4**

Le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux est autorisé à utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, dans les conditions fixées aux articles 2 et 3.

Sous réserve de la présentation d'une analyse complète de première distribution conforme aux impératifs de la réglementation en vigueur, les volumes distribués sont limités dans un premier temps à 200 m<sup>3</sup>/h et 4000 m<sup>3</sup>/j.

L'autorisation d'augmentation du volume distribué jusqu'à concurrence du débit maximal autorisé est soumise à l'avis de l'autorité sanitaire sur la base d'une analyse complète de l'eau après essai de pompage au débit souhaité.

Les ouvrages de prélèvement doivent être équipés, dès leur mise en service, d'un dispositif de mesure des débits horaires et des volumes journaliers extraits du milieu naturel. Les dispositifs de



traitement prévus au dossier soumis à l'enquête doivent être mis en place avant toute utilisation de la ressource en eau.

Tous les résultats des mesures qualitatives et quantitatives effectuées par le responsable de l'ouvrage, devront être regroupés sur un cahier d'exploitation et tenus à la disposition des services chargés du contrôle sanitaire et de la police de l'eau. Ils seront conservés pendant 3 ans.

Une synthèse commentée de la surveillance réalisée par le gestionnaire de l'installation sera transmise à l'autorité sanitaire trimestriellement.

Toute évolution de la qualité des eaux brutes, tout projet de modification des caractéristiques du captage ou du traitement (y compris les changements de produits), du système d'alerte et de surveillance, devra être porté par le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux à la connaissance du Préfet, accompagné d'un dossier justificatif.

Le Préfet fera connaître dans un délai d'un mois à partir de la réception du dossier, si ces modifications sont compatibles avec l'autorisation initialement accordée. Dans la négative, une nouvelle demande d'autorisation préfectorale actualisée devra être déposée par le bénéficiaire.

## **PERIMETRES DE PROTECTION**

### **ARTICLE 5**

Il sera établi autour du puits de l'île d'Eyrieux, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 6**

**Le périmètre de protection immédiate s'étend :**

- parcelle n° 452 *pro parte* de la section AB du plan cadastral de la commune de La Voulte-sur-Rhône.

Il englobe toutes les installations de captage, y compris les drains rayonnants, les deux piézomètres et le forage d'essai. La zone de protection immédiate est une bande Est-Ouest limitée de la façon suivante : côté Eyrieux, le périmètre longe la limite Ouest de la parcelle n°452 ; côtés Sud et Nord, il s'agit d'une limite Est-Ouest située à 30 mètres au Sud et au Nord de l'axe du puits; côté Est, le périmètre longe la limite Est de la parcelle n°452.

La zone de protection immédiate sera recadastrée. Cette nouvelle parcelle restera la propriété du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux tant que le captage sera utilisé pour la distribution d'eau d'alimentation publique.

## **MESURES ET SERVITUDES À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE**

Le périmètre de protection immédiate devra être matérialisé par une clôture grillagée suffisamment robuste pour empêcher l'accès à toute personne étrangère au service et à d'éventuels animaux. L'accès à la zone de protection immédiate se fera par un portail métallique fermant à clef.

Des panneaux signaleront le nom et l'objet du captage et tous les renseignements concernant l'organisme utilisateur à prévenir en cas d'anomalie constatée dans l'installation. L'interdiction de pénétrer dans la zone sera également mentionnée.

La clôture de la zone de protection et son portail d'accès seront régulièrement entretenus.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, toutes activités sauf celles nécessitées par l'exploitation du puits, seront interdites. La petite aire de stationnement et de loisirs située sur une

partie de la parcelle n°452 devra être déplacée hors de la zone de captage. Toute végétation arbustive et arborée, pouvant gêner les installations par son développement racinaire, sera supprimée. Les arbres existants à proximité de l'ouvrage, des piézomètres et des drains devront être enlevés. Leur arrachage devra se faire dans les meilleures conditions possibles, à savoir de la façon qui entraînera le moins de perturbations du sous-sol. Dans cette zone, seul un couvert herbacé régulièrement entretenu est autorisé. L'entretien ne devra pas utiliser de désherbant mais uniquement des moyens mécaniques dont l'entretien devra se faire hors du périmètre de protection immédiate.

Les aménagements de captage devront être protégés des inondations. Sachant que la hauteur de la crue décennale est de deux mètres cinquante au-dessus du niveau du sol, la dalle de couverture étanche préconisée devra être installée à trois mètres au-dessus du sol.

Pour éliminer toute infiltration parasite autour du captage, il faut envisager un dispositif d'étanchement efficace. Pour éliminer toute stagnation des eaux après une crue, autour de l'ouvrage de captage et des drains, il conviendra de mettre en place un massif d'alluvions à pente douce divergente à partir du puits.

## ARTICLE 7

*(modifié par l'arrêté interpréfectoral du ... et du ...)*

**Le périmètre de protection rapprochée** se développe autour du périmètre de protection immédiate de la façon suivante :

- Sur la commune de La Voulte-sur-Rhône, pour toute sa partie comprise entre la rive droite de l'Eyrieux et les limites avec les communes de Beauchastel et d'Etoile-sur-Rhône soit :

\* parcelles n°245 à 250, 326, 329, 335 à 337, 365, 367, 369, 371, 373, 375 et 452 à 460 de la section AB du plan cadastral de la commune de La Voulte-sur-Rhône.

- Sur la commune de Beauchastel, à la limite des communes de Beauchastel et La Voulte-sur-Rhône soit :

\* parcelles n°581, 584, 585, 587, 591, 601 à 604, 614, 615, 683, 691, 692, 817, 840, 841, 853, 856, 951, 954, 1110, 1115 *pro parte*, 1116 à 1121, 1123 *pro parte*, 1170, 1172, 1197 à 1199, 1201 à 1206, 1209 à 1216, 1236, 1237, 1241 *pro parte*, 1245, 1246 et 1264 de la section AE du plan cadastral de la commune de Beauchastel.

\* parcelle n°600 *pro parte* de la section AD du plan cadastral de la commune de Beauchastel.

- Sur la commune d'Etoile-sur-Rhône :

\* parcelles n°16 *pro parte* et 23 à 26 de la section YR du plan cadastral de la commune d'Etoile-sur-Rhône.

Dans le périmètre de protection rapprochée sont interdites ou réglementées toutes activités pouvant nuire au service d'exploitation du forage et/ou altérer la qualité des eaux par la création d'une source de pollution.

Il est interdit :

- **de rechercher et de capter les eaux souterraines** sauf dans le cadre d'une amélioration du dispositif existant, objet du présent arrêté. Cette interdiction ne concerne pas les piques agricoles existantes. Toutefois, ces piques pouvant représenter un risque de retour dans la nappe, d'eau dont la qualité aurait été altérée, chaque pique doit être munie d'un clapet anti-retour ;

- **d'ouvrir ou d'exploiter des carrières, des excavations ou des mines ;**

- **de constituer des dépôts** quels qu'ils soient : engrais organiques, chimiques, hydrocarbures liquides ou gazeux, radioactifs, fumiers, purins, ordures ménagères. Des dispositions dérogatoires particulières sont définies pour la station d'épuration de Beauchastel et pour la compagnie nationale du Rhône (voir ci-après) ;

- **d'établir des canalisations** de tous produits liquides ou gazeux susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines. Des dispositions particulières sont prises pour la canalisation d'évacuation des



rejets de la station d'épuration de Beauchastel et pour les réseaux de collecte des eaux usées de Beauchastel et de l'ancienne Cité E.D.F ;

- **d'établir camping ou stationnement de caravanes occupées ;**
- **d'établir des constructions superficielles** hormis, sur la commune de BEAUCHASTEL, au niveau de l'ancienne cité d'E.D.F., dit « C.N.R. Sud », où l'extension des constructions sera tolérée jusqu'à hauteur de 20% de la Surface Hors d'œuvre Nette des constructions existantes ;
- **de rejeter des eaux usées.** Toute construction existante ou nouvelle doit, conformément au code de la santé publique, se raccorder au réseau public d'assainissement des eaux usées ;
- **de faire paître du bétail ;**
- **de laisser stationner tout véhicule sur le chemin en bordure de l'Eyrieux** dans toute la partie qui longe la limite ouest de la parcelle n°452 (parcelles n°457 à 460 de la section AB du plan cadastral de la commune de La Voulte-sur-Rhône).

#### MESURES PARTICULIÈRES À L'INTÉRIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Ces mesures concernent :

- **les usages agricoles :** un suivi rigoureux des pratiques agricoles est organisé à l'initiative du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux par convention avec les agriculteurs. Ce suivi consiste, dans sa phase initiale, en un inventaire des produits utilisés pour l'amendement des terres et la lutte contre les ennemis des cultures puis, au cours de l'exploitation de la ressource en eau, en un suivi de l'évolution des pratiques en corrélation avec la variation de la qualité de l'eau.

- **la route nationale 86 :**

*Entretien hivernal et des bords de route :* Il convient d'améliorer l'efficacité du déverglage en réduisant la quantité de produit et en favorisant les salages préventifs. L'utilisation des désherbants et des limiteurs de croissance est également réduite. De plus certaines consignes d'usage doivent être respectées : suspendre les traitements lors des pluies, des périodes de sécheresse ou de gel ; respecter les dosages prescrits ; stocker puis éliminer hors zone les emballages et les eaux de rinçage du matériel.

*Pollution chronique de la chaussée et renversement accidentel :* Afin de limiter au maximum les sorties de route, il est mis en place un système anti-déversement par prolongement des glissières de sécurité existantes. Ce dispositif est accompagné par un système de récupération des déversements tel que défini au dossier de demande d'autorisation présenté par le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux. L'entretien de l'ensemble des dispositifs est régulièrement effectué.

*Alerte :* il est prévu l'installation, à proximité de la zone à risque, d'une borne téléphonique de type S.O.S. En complément, il convient de disposer, en bordure de la voie et aux deux extrémités du périmètre de protection rapprochée, un panneau signalant la présence d'un captage d'eau potable et donnant les numéros de téléphone des organismes à alerter en cas de pollution accidentelle (mairie, gendarmerie, pompier, exploitant, ...).

- **La station d'épuration.** Il convient de s'assurer de l'ancrage de la conduite d'amenée en bordure de l'Eyrieux afin d'éviter une rupture accidentelle de celle-ci.

Le déversoir d'orage le plus proche est déplacé vers l'amont.

Le rejet de la station est déplacé à l'aval de l'arrivée du contre-canal dans l'Eyrieux. L'ouvrage de rejet est équipé d'un dispositif de diffusion dont l'efficacité est assurée notamment en cas d'un reflux des eaux du canal de fuite et du Rhône dans l'Eyrieux en direction de la zone d'alimentation de la nappe.

Les lits de séchage de boues de la station d'épuration doivent être étanchés. Aucun stockage de boues, même temporaire, ne peut se faire en dehors de ces aires étanches. Les eaux d'égouttage sont recyclées en tête de la station d'épuration.

De manière générale, l'entretien de la station d'épuration de Beauchastel doit être régulier et rigoureusement conforme aux dispositions prévues par la réglementation générale. Une convention régit les relations entre l'exploitant de la station d'épuration et l'exploitant du puits du syndicat de

production d'eau Rhône-Eyrieux afin notamment que ce dernier soit informé de toute anomalie pouvant intervenir sur la station d'épuration.

- **Les dragages de l'Eyrieux** : Les dossiers d'entretien de l'Eyrieux, soumis par la compagnie nationale du Rhône à l'approbation de l'administration, doivent prévoir de mettre en place un système de curage supprimant toute incidence possible sur la qualité de la ressource en eau.

Il convient notamment, lors des opérations de dragage, de ne pas engendrer de dépression en fond de lit afin de ne pas créer de piège à sédiments et matières organiques. Il faut prévoir l'aspiration des fines de fond de lit. Il est également nécessaire de bien choisir la période de dragage en fonction de l'hydraulicité du cours d'eau, le phasage de l'opération et la technique d'extraction.

Si le dragage de l'Eyrieux nécessite le charroi des matériaux par camions, celui-ci ne peut se faire que si l'eau d'essorage au cours du transport ne présente pas un risque de pollution pour le milieu souterrain. Par ailleurs, il convient d'être vigilant sur la qualité du chemin utilisé pour le charroi (éviter notamment les nids de poule propices à la stagnation d'eaux susceptibles d'être polluées).

Les levés bathymétriques réalisés après chaque crue de l'Eyrieux et à minima tous les deux ans à partir des profils établis tous les cinquante mètres sont transmis pour information au syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux qui doit en outre être informé préalablement de toute opération d'entretien de l'Eyrieux.

Par dérogation à l'interdiction de constituer des dépôts, la compagnie nationale du Rhône bénéficie d'une autorisation de déposer sur les parcelles n°337 de la section AB du plan cadastral de la commune de La Voulte-sur-Rhône, lieu-dit « île d'Eyrieux », et n°16 de la section YR de la commune d'Etoile-sur-Rhône, lieu-dit « île Saint Thomé », les produits de dragage liés aux opérations d'entretien de l'Eyrieux, du Rhône naturel de Beauchastel et du canal de fuite. Un piézomètre doit être réalisé par la compagnie nationale du Rhône sur la parcelle n°337 de la section AB du plan cadastral de la commune de La-Voulte-Sur-Rhône. Ce forage d'environ 10 mètres de profondeur est tubé en PVC d'un diamètre suffisant pour permettre la prise d'échantillon au moyen d'une pompe 4 pouces. L'autorisation de dépôt s'accompagne de mesures spécifiques de contrôle et de surveillance à la charge de la compagnie nationale du Rhône :

1 – seuls sont autorisés les dépôts de matériaux graveleux à l'exception des matériaux fins et des limons.

2- Lors de chaque nouvelle opération de dragage, la compagnie nationale du Rhône fait procéder :

- à une analyse complète de la qualité de l'eau avant le début du chantier et une semaine après la fin du chantier (analyses de type B1, C3, C4a, C4c et C4d au sens du décret n°89-3 du 3 janvier 1989).
- A une analyse partielle de la qualité de l'eau au mi-temps du chantier sur les paramètres suivants :

- métaux : fer, manganèse, chrome, cadmium, cuivre, plomb, arsenic, mercure, zinc, baryum.
- pesticides : lindane, oxadiazon, triazines
- hydrocarbures dissous
- indice phénol.

Les résultats de l'ensemble des analyses sont transmis par la compagnie nationale du Rhône au syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux et à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de l'Ardèche.

- L'entretien du contre-canal doit être permanent pour empêcher la formation de barrages par les castors ou toute autre cause. Le départ de la branche sud près de l'écluse est équipé d'une vanne qui doit être fermée rapidement en cas de pollution survenant en amont. Les opérations de pose, d'entretien et de mise en œuvre de la vanne sont gérés par le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux ou son gestionnaire et font l'objet d'une convention avec la compagnie nationale du Rhône.

## ARTICLE 8

Compte tenu des données concernant la nappe dans le secteur de Beauchastel, des risques de pollution et de la présence de vecteurs hydrauliques à vitesse élevée de déplacement (Eyrieux, contre-canal, canal de fuite, Rhône), le périmètre de protection éloignée s'étend sur une zone importante.



Le périmètre de protection éloignée se développe au Nord du périmètre de protection rapprochée de la manière suivante :

- **Sur la commune de Beauchastel**, il englobe toute la partie de la commune comprise entre, d'une part, le canal d'amenée et le canal de fuite de l'usine hydroélectrique de Beauchastel et, d'autre part, la RD 86E, de la limite nord de la commune avec celle de Saint Georges-les-Bains jusqu'au carrefour avec la RD 21 puis de la RD 21 jusqu'au quartier du Colombier. Au sud-ouest, sa limite sera la rive droite de l'Eyrieux, du quartier du Colombier jusqu'au périmètre de protection rapprochée.

Ce développement concerne les sections AE et AD pour leurs parties non incluses dans le périmètre de protection rapprochée et situées à l'ouest du canal de fuite de l'usine hydroélectrique de Beauchastel ainsi que la totalité de la section AC, il concerne en outre les parcelles n°614 à 620 de la section A2 du plan cadastral de la commune de Beauchastel.

- **Sur la commune de Saint-Georges-les-Bains**, il englobe la partie comprise entre la voie ferrée et le canal d'amenée jusqu'au début du contre-canal à savoir les parcelles n°43 et 44 *pro parte* de la section ZH du plan cadastral de la commune de Saint-Georges-les-Bains ainsi que l'emprise du giratoire RN 86 - RD 86E et les parcelles n°123, 190 et 191 de la section ZH du plan cadastral de la commune de Saint-Georges-les-Bains.

Dans ce périmètre il est indispensable que la législation générale soit appliquée de façon stricte. Des mesures particulières sont en outre arrêtées.

#### MESURES PARTICULIERES A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

- **L'étanchéité des réseaux de collecte des eaux usées** et la conformité des installations d'assainissement non collectif doivent être vérifiées régulièrement ;
- **Le stockage du fioul** doit être conforme aux normes en vigueur en ce qui concerne les cuves enterrées, tant pour les particuliers que pour les artisans et les industriels ;
- **Les déversements de produits chimiques** liés à l'entretien des bâtiments, des véhicules (vidanges sauvages) ou au fonctionnement d'établissements artisanaux ou industriels (garage, carrosserie, coopérative fruitière, ...) ne sont pas autorisés dans le sous-sol. Les installations prévues pour traiter et/ou recueillir de tels produits doivent être conformes et régulièrement entretenues. Tout dysfonctionnement ou pollution accidentelle doit être signalé dans les plus brefs délais aux autorités compétentes (mairie, gendarmerie, pompiers, exploitant) ;
- **L'entretien des espaces verts** du bourg doit se faire dans les meilleures conditions à savoir : utilisation minimale d'engrais et de produits phytosanitaires, entretien des engins d'entretien dans des lieux spécialement adaptés où toute fuite vers un collecteur non adapté peut être évitée ;
- **L'entretien des abords de la voie ferrée** fait l'objet d'une convention avec la S.N.C.F. afin de prendre des mesures appropriées pour éviter toute pollution. Ces mesures sont à utiliser en particulier au niveau des ponts de l'Eyrieux et du ruisseau des Feuilles et tout le long du fossé qui longe la voie ferrée à l'ouest et entre le ruisseau des Feuilles et la tête du contre-canal, la voie étant, en cet endroit, mitoyenne du contre-canal ;
- **L'entretien du contre-canal** doit être permanent pour empêcher la formation de barrages par les castors ou autres ;
- **Les accidents éventuels liés aux transports** sur la RN 86, la RD 86E et la voie ferrée sont signalés dans les plus brefs délais aux différentes personnes et établissements susceptibles d'intervenir (mairie, gendarmerie, pompiers, exploitant, S.N.C.F., C.N.R., D.D.E.). Les points particulièrement sensibles sont les suivants : ponts sur l'Eyrieux, sur le contre-canal, sur le ruisseau des Feuilles, sur la voie ferrée au niveau du giratoire nord et sur la route reliant l'usine au bourg de Beauchastel ; la RD 21 tout le long de son trajet immédiatement en rive gauche de l'Eyrieux ; le tronçon de voie ferrée sur toute la longueur qui longe le fossé ; le carrefour giratoire RN 86 - RD 86E.

- **Les plantations** sont l'objet d'une attention particulière lors du renouvellement des arbres fruitiers. Il convient de perturber le moins possible la structure du sous-sol lors des opérations de plantation et d'arrachage ;
- **Les dragages** dans le lit de l'Eyrieux sont réalisés avec les mêmes précautions que dans le périmètre de protection rapprochée.

## ARTICLE 9

La zone du futur captage étant en relation étroite avec l'Eyrieux et le canal de fuite de l'usine hydroélectrique de Beauchastel, il est nécessaire de se préoccuper de tout ce qui peut se produire sur ces deux axes hydrauliques. Le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux compte plusieurs communes riveraines de l'Eyrieux, en amont de la zone de captage ; il est donc possible de mettre en place une information et un système d'alerte. D'autre part toute pollution importante du Rhône est signalée aux exploitants de captage de la nappe du Rhône ; l'alerte côté Rhône sera donc donnée rapidement.

## SURVEILLANCE

Afin d'assurer un bon contrôle de ce qui se passe à proximité de la zone de captage (qualité des eaux et piézométrie), il convient de renforcer le dispositif piézométrique en réalisant trois piézomètres supplémentaires aux emplacements suivants : limite aval de la station d'épuration, milieu de la parcelle n°335 de la section AB du plan cadastral de la commune de La-Voulte-sur-Rhône, angle Sud de la parcelle n°452 à proximité de la pile Nord du pont.

## ALERTE ET INTERVENTIONS

Un système d'alerte et d'intervention est mis en place à l'initiative du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux avec les divers établissements, organismes et collectivités susceptibles d'être impliqués : syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux, mairies, protection civile, pompiers locaux, gendarmerie, S.N.C.F., C.N.R., Chambre d'Agriculture, D.D.A.S.S., D.D.E., D.R.I.R.E., D.D.A.F., ... Le plan d'intervention prévoit notamment la distribution des consignes d'action, en cas de pollution accidentelle ou de dysfonctionnement, aux gérants ou propriétaires d'établissements présentant un risque. Des ressources de substitution avec maillage avec d'autres réseaux doivent également être recherchées.

## ARTICLE 10

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de la publication du présent arrêté sur les terrains inclus dans le périmètre de protection rapprochée, il doit être satisfait aux obligations de mise en conformité dans un délai de trois ans.

Les aménagements et indemnités nécessaires à la mise en place des périmètres de protection seront conduits à la diligence du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux.

La collectivité adressera à l'expiration du délai imparti, un bilan de réalisation à l'autorité sanitaire.

## ARTICLE 11

Postérieurement à la publication du présent arrêté, dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée, tout propriétaire qui voudrait créer une activité, installation ou dépôt réglementé, doit faire connaître son intention au Préfet, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Le Préfet fera connaître les éventuelles prescriptions destinées à préserver la ressource en eau dans un délai maximal de trois mois à partir de la réception de tous les renseignements ou documents demandés.



Sans réponse de l'administration au terme de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## ARTICLE 12

Toute personne à l'origine ou témoin d'un incident dans les périmètres de protection susceptible de porter atteinte à la qualité de la ressource exploitée, doit en informer sans délai le président du syndicat, le maire de la commune de La Voulte-sur-Rhône et la direction départementale de la protection civile.

En cas de pollution accidentelle des eaux, le maître d'ouvrage du forage affecté ou menacé active le plan d'intervention qu'il a élaboré pour limiter les conséquences du sinistre et préserver la sécurité des usagers du réseau de distribution d'eau.

## ARTICLE 13

En toutes circonstances, les eaux utilisées pour la consommation humaine doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Le contrôle de leur qualité et celui du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuels, incombent à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Le contrôle du respect des mesures de protection de la ressource incombe au syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux.

Lorsqu'il est constaté que les eaux ne sont pas saines ou qu'elles sont mal protégées, leur usage est immédiatement suspendu par le maître d'ouvrage. L'utilisation pour la consommation humaine du captage affecté ne pourra être à nouveau autorisée que lorsque la contamination aura cessé, que son origine aura été déterminée et ses causes supprimées.

## CONDITIONS D'APPLICATION

### ARTICLE 14

*(modifié par l'arrêté interpréfectoral du ... et du ...)*

• **Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende (article L. 1324-3 du code de la santé publique), le fait :**

- d'offrir au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine sans s'être assuré que cette eau est propre à la consommation ou à l'usage qui en est fait ;
- d'utiliser de l'eau impropre à la consommation pour la préparation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine ;
- de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique, ou à l'interdiction et à la réglementation des activités, dépôts et installations dans les périmètres de protection mentionnés aux articles 3 à 5 du présent arrêté ou des actes déclaratifs d'utilité publique mentionnés à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique ;
- de ne pas se conformer aux dispositions relatives à l'interdiction et à la réglementation des activités, travaux, dépôts et installations, dans les périmètres de protection mentionnés aux articles L. 1322-3 à L. 1322-7 ;
- de refuser de prendre toute mesure prévue au II de l'article L. 1321-4 pour faire cesser un risque grave pour la santé publique ;

Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions prévues ci-dessus. Elles encourent la peine d'amende dans les conditions prévues à l'article 131-41 du code pénal.

• **Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (article L. 1324-4 du code de la santé publique) le fait :**

- de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

## ARTICLE 15

Les travaux liés à la station d'épuration de Beauchastel doivent être réalisés sans délai avant la mise en exploitation du puits (cf. ARTICLE 7 – MESURES PARTICULIERES A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE – la station d'épuration).

Pour le reste, le bénéfice de la présente autorisation sera caduque si, dans un délai de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté, les travaux prévus ne sont pas réalisés.

## ARTICLE 16

La présente autorisation est délivrée pour une durée de 30 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

## ARTICLE 17

En vue du renouvellement de cette autorisation, le syndicat devra adresser une demande à la préfecture de l'Ardèche, dans un délai de un an au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration.

## ARTICLE 18

La demande de renouvellement susvisée comprendra :

- l'arrêté d'autorisation et s'il y a lieu les arrêtés complémentaires,
- la mise à jour des informations fournies au dossier d'autorisation au vu notamment des résultats des analyses, mesures et contrôles effectués, des effets constatés sur le milieu et des incidents survenus,
- les modifications envisagées.

## ARTICLE 19

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du demandeur :

- d'une part, notifié sous pli recommandé avec avis de réception à chacun des propriétaires et usufruitiers des parcelles intéressées par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la Conservation des hypothèques du département de l'Ardèche dans un délai maximum de deux mois.

Dans la huitaine qui suit la notification, les propriétaires et usufruitiers sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphythéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres intéressés sont tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

Les servitudes prévues au présent arrêté seront transcrites dans les documents d'urbanisme des communes concernées, dans un délai d'un an.

D'autre part, le présent arrêté sera

- affiché en mairies de La-Voulte-sur-Rhône (07), Beauchastel (07), Etoile-sur-Rhône (26) et Saint-Georges-les-Bains (07), pendant une durée minimum d'un mois,
- inséré par extrait dans deux journaux locaux à la diligence de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de l'Ardèche, pour le compte du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux,
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ardèche et de la préfecture de la Drôme à la diligence de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de l'Ardèche.



**ARTICLE 20**

*(remplacé par l'arrêté interpréfectoral du ... et du ...)*

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lyon :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, en application de l'article L 421-1 du code de justice administrative :

\* par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.

- en ce qui concerne les servitudes publiques, en application de l'article R 421-1 du code de justice administrative :

\* par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- en ce qui concerne le code de l'environnement, en application des articles L.211-6, L.214-10, L.216-2 du code de l'environnement et dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement :

\* par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de la notification,

\* par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**ARTICLE 21**

*(créé par l'arrêté interpréfectoral du ... et du ...)*

Les secrétaires généraux des préfectures de l'Ardèche et de la Drôme, les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de l'Ardèche et de la Drôme, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de l'Ardèche et de la Drôme, les directeurs départementaux de l'équipement de l'Ardèche et de la Drôme, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Rhône-Alpes, le président du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux, le maire de La-Voulte-sur-Rhône, le maire de Beauchastel, le maire d'Etoile-sur-Rhône, le maire de Saint-Georges-les-Bains, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée :

- au président du syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux,
- au maire de La-Voulte-sur-Rhône,
- au maire de Beauchastel,
- au maire d'Etoile-sur-Rhône,
- au maire de Saint-Georges-les-Bains,
- aux directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de l'Ardèche et de la Drôme,
- aux directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de l'Ardèche et de la Drôme,
- aux directeurs départementaux de l'équipement de l'Ardèche et de la Drôme,
- au directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Rhône-Alpes,
- aux préfectures de l'Ardèche et de la Drôme,
- aux Archives de l'Ardèche et de la Drôme.

PRIVAS, le 17 août 1999

P./Le Préfet de l'Ardèche,  
Le Secrétaire Général,

SIGNE




Jean-Claude BERNARD

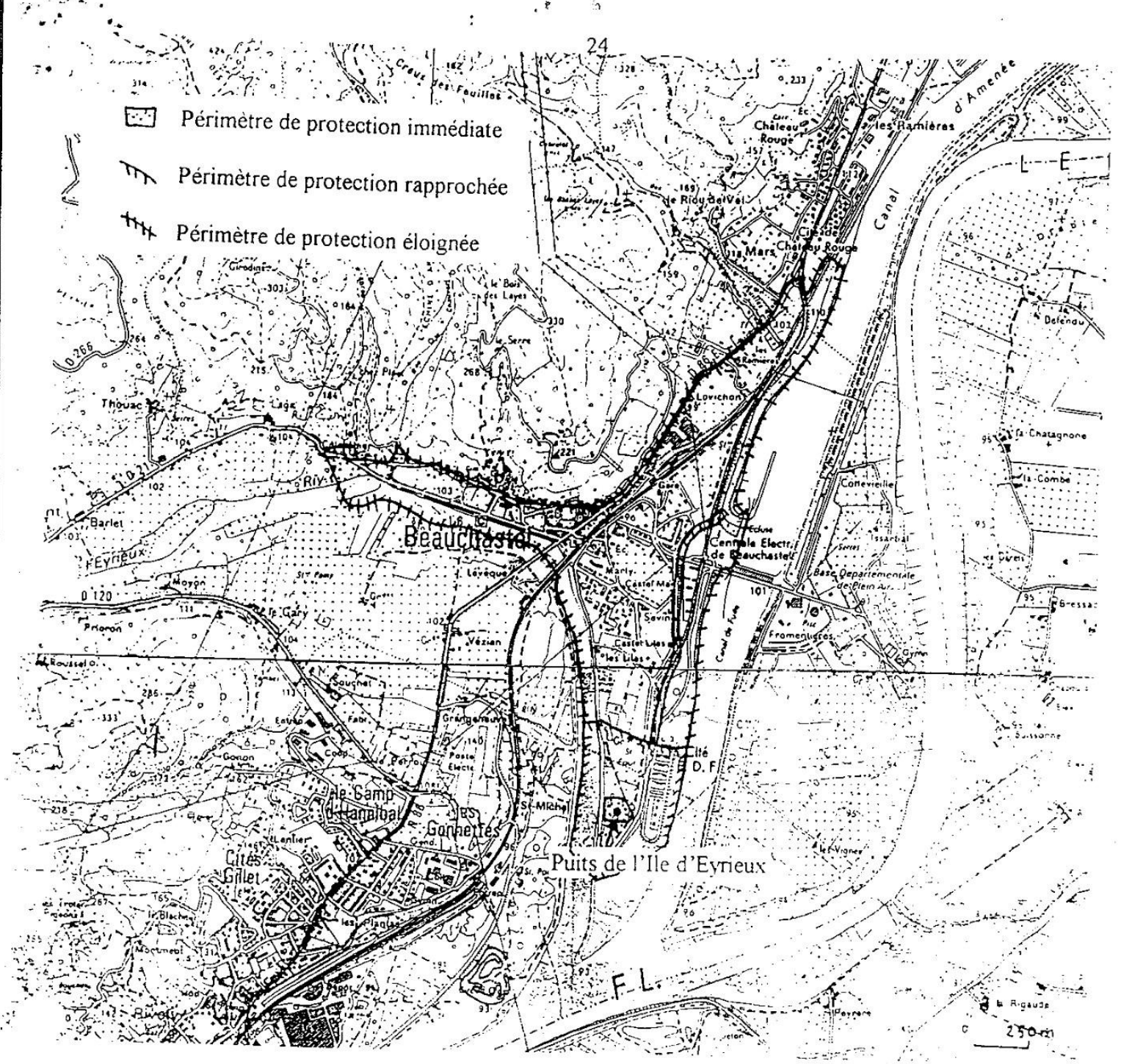
VALENCE, le 9 août 1999

P./Le Préfet de la Drôme,  
Le Secrétaire Général,

SIGNE

Jean-Pierre MARQUIE

-  Périmètre de protection immédiate
-  Périmètre de protection rapprochée
-  Périmètre de protection éloignée







DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**COMMUNE D'ÉTOILE SUR RHÔNE**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ**

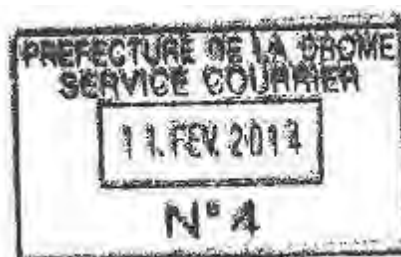
**ANNEXE N°6.12 : DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN (PLAN  
+ DÉLIBÉRATION)**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 06 février 2014,

Le maire,



Visa de la Sous-Préfecture



	<p>Adresse :</p> <p>Immeuble "33 Street" 33 Route de Chevennes 74960 CRAN-GEVRIER</p>	<p>Téléphone : 04 50 52 81 43</p> <p>Télécopie : 04 50 52 47 76</p> <p>Email : irconcept@irconcept.fr</p>	<p>Date</p> <p>06 février 2014</p>
---	---	---	------------------------------------

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 6 février 2014**

L'an deux mil quatorze, le 6 février à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune d' ETOILE SUR RHONE, dûment convoqué le trente janvier 2014, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Sandro DUCA, Maire d'ETOILE SUR RHONE.

**PRESENTS (19) :**

M. DUCA, M. DEBAYLE, MME GUIGON, M. LEROY, M. GASTEAU, MME BUIRET-MONTAGNY, MME CHABANEL, MME AVIGNON, M GAUTIER MME AUDRAS, MME ARTIGE, MME COURTIAL, M DATIN, M METRAILLER, M CHASTANG, MME CHAZAL, MME DUBOIS, M. GALVE, M BERTA

**ABSENTS EXCUSES (4) :**

Ayant donné pouvoir

Mme BEVILACQUA à MME GUIGON

MME MARIGLIANO à MME ARTIGE

MME POURRET à MME CHABANEL

M MORENO à M DATIN

**ABSENTS (4)**

N'ayant pas donné pouvoir

Mme BEURTHERET

M LERAY

M GENIN

M JOURDAN

**2014.13 DELIBERATION INSTITUANT LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions relatives au droit de Prémption Urbain (DPU) ;

Vu les articles L 211.1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu les articles R 211.1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal peut décider d'instituer le DPU conformément aux textes en vigueur sur la totalité des zones urbaines (zone U) et d'urbanisation future (zone AU) du territoire communal ou sur certaines parties d'entre elles seulement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2014 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme ;

**Après avoir délibéré**

**Le conseil municipal**

**DECIDE à l'unanimité (23)**

- **D'APPLIQUER** le droit de préemption urbain à la totalité des zones urbaines (zones U) et des zones d'urbanisation future (zones AU) **conformément au plan ci-annexé**

- **DE DONNER** délégation à Monsieur le Maire, conformément à l'article L2122.22-15 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'exercice du DPU sur le périmètre défini au plan ci-joint


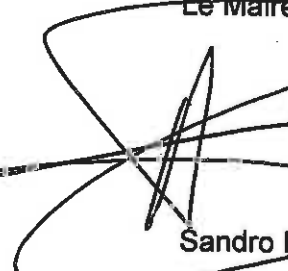


La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet de la Drôme. Elle deviendra exécutoire lorsque toutes les formalités suivantes seront réalisées :

- Affichage pendant un mois de la délibération, le point de départ étant celui du 1<sup>er</sup> jour d'affichage
- Accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article R 211.2 du Code de l'Urbanisme (publication dans deux journaux diffusés dans le département).


ETOILE SUR RHONE, le 7 février 2014

Le Maire



Sandro DUCA

La présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal





COMMUNE DE ETOILE SUR RHONE

gUXY"UDfZVWfY



téléphone : 04 50 52 81 43  
télécopie : 04 50 52 47 76  
mail : [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

Date  
Spring 2014

